

**ECLAIRAGES  
INDOCILES**

**COVID-19**

**LE  
NÉOLIBÉRALISME  
AMPLIFIE  
LA CRISE**

# Avant-propos

Pourquoi avons-nous connu une telle crise sanitaire et économique ?  
Quels mécanismes enchevêtrés l'ont notablement amplifiée ?  
Quels vont être les dégâts économiques à court et à moyen terme ?

Cette première Note de la Fondation Copernic, relative au Covid 19, offre des ressources pour comprendre :

Agro-business, multinationales, mondialisation libérale  
Christian de Montlibert

Système financier, mondialisation, récession  
Pierre Khalifa

Le capitalisme vert est incapable de répondre à la crise  
Patrick Farbiaz

Déchaînements capitalistes, enchaînements des insécurités  
Philippe Boursier

Une épidémie révélatrice et amplificatrice  
Patrick Le Moal

Les textes n'engagent que leurs auteurs mais ils apportent chaque fois des ressources d'analyses.

Un second ouvrage, à suivre, examinera les dégâts sociaux, les atteintes aux libertés et à la démocratie, que la gestion de la crise produit.

**Ce livre numérique est gratuit, n'hésitez pas à le faire largement circuler.**

**La Fondation Copernic**  
Mai 2020

# Agro-business, multinationales mondialisation libérale

Par **CHRISTIAN DE MONTLIBERT**

*« Dans l'agriculture moderne, de même que dans l'industrie des villes, l'accroissement de productivité et le rendement supérieur du travail s'achètent au prix de la destruction et du tarissement de la force de travail. En outre chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès, non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. <sup>1</sup>»*

Karl Marx, Le Capital.

## Les pandémies un fait social construit

L'épidémie du coronavirus n'est pas la seule qui ait endeuillée des populations.

Comme toujours, on ne peut comprendre la dynamique de diffusion qui la caractérise qu'en joignant ce que discours politiques et discours médiatiques disjoignent en nous présentant chaque épidémie comme un phénomène isolé. En réalité le corona virus rejoint le SRAS, la grippe aviaire, la grippe porcine, l'Ebola, le H1N1, le MERS-CoV, etc. La succession des épidémies en séries rapprochées montre bien qu'il s'agit bien là d'un « **fait social** » qui, comme tout fait social est le résultat d'une construction sociale ! Savoir que le virus entraîne plus probablement la mort de personnes déjà fragilisées avec des corps vieillissés, usés par le travail, par les conduites à risque (tabac, alcool ...) qui permettent d'oublier temporairement les conditions de vie pénibles, par l'obésité de la « malbouffe » et de la sédentarité, renforce l'idée qu'il s'agit bien d'un fait

---

<sup>1</sup> Karl Marx, *Le Capital*, Paris, Gallimard, folio, livre I, p. 546

social. Mais comprendre ce « fait social », demande, d'abord, et, autant qu'il soit possible actuellement, de formuler des hypothèses plausibles, de « *rechercher la cause déterminante parmi les faits sociaux antécédents* ». Pour ce faire il faut aussi s'écarter définitivement des « monstres » qu'ont créé les médias en répétant à longueur de journée le nombre de morts que le Covid19 engendrait et aller au-delà de la « propagande » propre à légitimer la politique d'un Etat dont tout semble montrer qu'il profite de la pandémie pour augmenter son pouvoir de contrôle<sup>2</sup>.

## « La nature est historique » Karl Marx

La pandémie, on le sait maintenant, ne peut pas être pensée hors du rapport aux animaux sauvages<sup>3</sup> qui, eux-mêmes, dépendent de l'organisation sociale du monde rural<sup>4</sup> et, plus précisément, de l'organisation de l'agriculture. Tout se passe comme si la déforestation (pour planter des palmiers en vue de la récolte d'huile, pour exploiter les gisements minéraliers qu'elle cachait, pour exploiter des espèces de bois particulières, pour, plus simplement, y tracer des routes ou pour récupérer des espaces pour l'agriculture ...) libérait des virus<sup>5</sup> que les cycles forestiers, avec leurs écosystèmes très spécifiques, conservaient en quelque sorte<sup>6</sup>. Cette diminution des espaces forestiers réduit non seulement le nombre d'animaux sauvages mais aussi leur espace de vie. Dans ces conditions leur rapprochement des zones habitées est accentué. Lorsque l'espace des animaux sauvages commence à se réduire comme peau de chagrin, les occasions de contacts des espèces animales sauvages avec les espèces d'animaux domestiqués et avec l'espèce humaine deviennent plus nombreuses. Une étude récente montre bien que les pratiques agricoles contemporaines rapprochent l'espèce humaine des animaux susceptibles de porter des virus<sup>7</sup> : pire les espèces d'animaux sauvages menacées dans leur

---

<sup>2</sup> Tout se passe comme si l'Etat qui contrôlait déjà les têtes et les corps des enfants et des adolescents par l'éducation étendait son emprise sur les adultes.

<sup>3</sup> Lacroix Audrey, *La détection et la caractérisation de coronavirus et astrovirus chez les chiroptères du Cambodge et du Laos*, Université de Montpellier, Thèse, 2016

<sup>4</sup> < <https://prodinra.inra.fr/record/373566>>, Payne Ariane, Barbier Elodie, Le rôle des animaux sauvages et de l'environnement dans la circulation du *Mycobacterium bovis*, agent de la tuberculose bovine, *Premier cru, les news du centre INRA de Dijon*, 2015

<sup>5</sup> Wallace R. et al., *Clear-Cutting Disease Control: Capital-Led Deforestation, Public Health Austerity, and Vector-Borne Infection*, Springer, 2018.

<sup>6</sup> Shaw S., Contre les pandémies, l'écologie, *Le Monde diplomatique*, 2020, mars, n°792

<sup>7</sup> Johnson Ch. K., P. L. Hitchens, Pranav S. Pandit, Julie Rushmore, Tierra Smiley Evans, Cristin C. W. Young, Megan M. Doyle, 2020, Global shifts in mammalian population trends reveal key predictors of virus spillover risk, *Proc. R. Soc. B*, 287, 2019, 2736 <<http://doi.org/10.1098/rspb.2019.2736>>

mode de vie et leur habitat seraient porteuses de deux fois plus de virus que les espèces non menacées. Comme l'écrivent les auteures de cette étude : les déforestations, les extensions des espaces cultivés mais aussi « *les empiètements sur la biodiversité accroissent le risque d'un débordement d'une nouvelle infection en augmentant la probabilité de contacts entre les humains et la faune sauvage* ». Tout se passe donc comme si la diminution du nombre d'espèces, le raccourcissement de la durée de vie de animaux, la standardisation de l'exploitation des produits agricoles avait pour effet d'accélérer la circulation des virus que la variété des forêts, des plantes et des animaux et la symbiose des pratiques agricoles et des pratiques d'élevage, dans des régions elles-mêmes fortement différenciées, ralentissaient et même absorbaient<sup>8,9</sup>

Les transformations de l'exploitation des sols n'affectent pas seulement les animaux et la flore sauvage mais aussi et avant tout les habitants des zones rurales concernées qui avaient développé au cours des siècles des variétés de plantes et des modalités d'élevage qui leur avaient permis de s'adapter aux variations climatiques<sup>10</sup>. Nombre d'entre eux sont obligés de se déplacer vers les agglomérations urbaines dans l'espoir d'y trouver un revenu et parfois n'ont d'autres possibilités que d'émigrer. Le développement de cette agriculture industrialisée entraîne partout où elle achète ou loue des terres une expropriation des paysans qui vivaient là et concomitamment un déracinement des populations pressées à acheter les produits de cette nouvelle industrie agroalimentaire. En somme animaux et hommes sont chassés de leur habitat séculaire.

## Des origines de l'épidémie de Covid19

### → Pratiques chinoises

Le virus serait, dit-on, né en Chine sur un marché. Il y a de fortes probabilités pour que le virus porté par des chauves-souris ait contaminé des pangolins vendus sous l'étal des marchands de poissons<sup>11</sup>. La

---

<sup>8</sup> Vandermeer J.H. The ecology of Agroecosystems. Jones et Bartlett, 2011

<sup>9</sup> Graham, J. P., Leibler, J. H., Price, L. B., Otte, J. M., Pfeiffer, D. U., Tiensin, T., & Silbergeld, E. K. (2008). The Animal-Human Interface and Infectious Disease in Industrial Food Animal Production: Rethinking Biosecurity and Biocontainment. *Public Health Reports*, 123(3), 282–299. <<https://doi.org/10.1177/003335490812300309>>

<sup>10</sup> Pour un exemple au Mali voir The Oakland institute et la Coordination nationale des organisations paysannes, A qui profitent les investissements fonciers à grande échelle au Mali IN Alternatives Sud, *Emprise et empreinte de l'agrobusiness*, Paris, Editions Syllepse, 2012.

<sup>11</sup> Conférence de Philippe Sansonetti au Collège de France le 16 mars 2020 en partie publiée par *La vie des Idées*.

transformation très brutale des conditions de vie des ruraux aurait-elle précarisé les chasseurs d'animaux sauvages au point que, pour, survivre, ils aillent attraper des animaux que, jusqu'alors, l'expérience populaire accumulée avait interdits ? Ou, autre possibilité, la construction des mégapoles et surtout la mise en place de fermes d'agro-business aurait-elle fait disparaître les habitats des animaux jusqu'alors consommés, ce qui obligerait à chercher ailleurs des espèces proches dont on ne connaît pas les propriétés ?<sup>12</sup> Ou encore les cuisiniers des marchés populaires, souvent plus ou moins clandestins, souvent des chômeurs pratiquant des petits métiers, auraient-ils raccourci les temps de cuisson ou diminuer les températures de cuisson pour augmenter leurs gains ? Ou - mais cette possibilité est compatible avec les précédentes - pourquoi les capacités physiologiques<sup>13</sup> des populations rurales migrantes chinoises transplantées rapidement dans des environnements très pollués n'auraient-elles pas été modifiées<sup>14</sup> créant une fragilité des muqueuses, permettant au virus, ayant muté en investissant l'espèce humaine<sup>15</sup>, de s'installer ?

Sous-jacents à ces pratiques, que seule une observation minutieuse pourrait décrire, mais qui les déterminent et les expliquent, on trouve à la racine du « fait social épidémique » les conditions de transplantation d'une population paupérisée dans les espaces urbains et, cause parmi d'autres de cette migration, une politique d'organisation industrielle de la production de la nourriture avec la création d'un agro-business pratiquant une agriculture rationalisée pour nourrir la population salariée urbanisée. Les élevages industriels de volailles et de porcs<sup>16</sup>, les fermes laitières géantes (plus de 1000 vaches), les grandes exploitations de céréales ou de légumes ont récemment prospéré. Des firmes chinoises puissantes (*New Hope Group*, *CITTIC*, par exemple), ont passé des accords avec des multinationales étrangères comme *Bayer Crop Science*, *Cargill*, *Wilmar* et *Charoen Pokphand*, le Japonais *Itochu*... pour exploiter les terres en Chine.

Des sociétés chinoises cherchent aussi à s'implanter dans d'autres régions du monde au Brésil, en Argentine, en Australie, en Angola, en Nouvelle

---

<sup>12</sup>Mindi Schneider, « Wasting the Rural: Meat, Manure, and the Politics of Agro-Industrialization in Contemporary China », *Geoforum*, n°78, 2017.

<sup>13</sup> La sociologie du sport menée à l'université de Strasbourg a bien montré que les capacités physiologiques variaient avec les situations sociales des agents.

<sup>14</sup> Les chercheurs italiens ont émis l'hypothèse que la pollution de la Lombardie pouvait avoir fragilisé les populations vivant là.

<sup>15</sup> Canard B., la science fondamentale est notre meilleure assurance contre les épidémies, *Le journal du CNRS*, 23 /03 /2020.

<sup>16</sup> Il y a vingt ans, 80 % de la production de porc chinois provenaient des petites fermes ; aujourd'hui, ce sont les grandes fermes spécialisées et les méga fermes industrielles qui produisent 80 % du porc.

Zélande etc. soit en achetant des sociétés existantes comme celle du plus grand producteur de porcs étatsunien -*Shuanghui International* a racheté le plus gros producteur de porc mondial, *Smithfield Foods* en 2013 avec le soutien financier de la *Banque de Chine*, de *Goldman Sachs* et de *Temasek Holdings* - soit en prenant des participations dans des sociétés d'agrobusiness étrangères : le *China National Cereals, Oils and Foodstuffs Corporation Group*, qui appartient à l'État et qui est le plus grand transformateur, fabricant et négociant de denrées alimentaires de Chine, a pris récemment une participation majoritaire dans l'entreprise hollandaise *Nidera* et dans l'entreprise Singapourienne *Noble*, deux des plus grands négociants en céréales et en oléagineux de l'Amérique latine. Ces prises de participations et fusions acquisitions profitent aux banques dont *Wall Street Goldman Sachs* et le fonds souverain de Singapour, *Temasek Holdings* ainsi qu'aux sociétés de capital-investissement dont l'américaine *KKR*<sup>17</sup>. Ces achats transforment totalement les conditions d'existence de millions de paysans chinois et entraînent une paupérisation et une émigration vers les villes soit en supprimant leurs exploitations fermières, soit en ne leur permettant pas de concurrencer les aliments produits à l'étranger par des salariés moins rémunérés qu'ils ne l'étaient. Ces transformations sociales trouvent, en Chine, leur origine dans les variations de la politique du parti communiste.

Reste que la politique chinoise<sup>18</sup>, à l'inverse de la paupérisation et de la bidonvilisation d'Amérique, comme à Buenos Aires, à Bogota, à Sao Paulo, à Haïti, à Mexico..., de certaines régions d'Asie comme à Manille, à Mumbai, à Bangkok, à Calcutta... ou d'Afrique comme au Sénégal, au Ghana, au Nigeria, en Côte d'ivoire, en Egypte ou au Soudan ou de France comme le long du périphérique nord de Paris etc.<sup>19</sup> a permis d'améliorer la situation misérable de millions de chinois avec une augmentation sensible des salaires ouvriers, une construction de logements et une scolarisation intense, des équipements collectifs nombreux. Malgré cela le sous-emploi rural demeure et entraîne une migration temporaire ou saisonnière vers les villes de plusieurs millions de personnes (environ 28 millions), y faisant coexister population rurale paupérisée et population urbanisée, voisiner des espaces modernes et des habitats dégradés, des petits métiers de

---

<sup>17</sup>< <https://www.centpapiers.com/chine-les-grandes-entreprises-remplacent-les-paysans/>>

<sup>18</sup>Les politiques menées à Cuba ont permis d'améliorer considérablement le niveau de vie des populations alors qu'au Venezuela des politiques de lutte contre la paupérisation doivent faire face à une situation catastrophique héritée du passé.

<sup>19</sup>Davis M., *Le pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La découverte, 2005

débrouille et des situations sous contrôle sanitaire, des représentations du monde et de soi (croyances dans les vertus magiques de substances animales par exemple) qui peuvent être totalement opposées aux représentations plus rationnelles d'urbains plus longuement scolarisés. Ces dimensions psycho sociales, amplifiées par des conduites à risque plus fréquentes<sup>20</sup>, rendent compte des hausses des taux de mortalité que l'on constate aussi ailleurs, par exemple en Louisiane, Etat où la pauvreté est accentuée et dans la région désindustrialisée de Detroit où un chômage de masse, dont on sait qu'il est désorganisateur de la psyché, sévit<sup>21</sup>. L'émigration rapide liée à une paupérisation entraîne toujours, avec des degrés variables selon les politiques qui l'accompagnent, une désorganisation des habitus et des discordances des structures temporelles qui ne peuvent pas demeurer sans effets sur les corps<sup>22</sup>. Il est vrai que les migrations des campagnes vers les villes, que l'on doit constater chaque fois qu'il y a industrialisation, transformations de l'agriculture et urbanisation, qu'elles soient politiques comme cela a été le cas en URSS<sup>23</sup> ou en Chine, qu'elles résultent d'application du droit de propriété de la terre comme dans l'Algérie colonisée<sup>24</sup> ou de l'industrialisation capitaliste comme dans la France ou la Belgique de la fin du XIX e siècle par exemple , entraînent toujours du sous-emploi<sup>25</sup>, de la misère et des transformations des « mœurs de famille »<sup>26</sup>comme les appelait Karl Marx. Phénomènes qui, dans des pays de forte densité démographique, prennent des proportions importantes.

Examiner les pratiques chinoises permet de comprendre que l'origine de l'épidémie n'est pas née d'une pratique isolée mais se révèle être l'élément saillant d'un ensemble dont la structure et l'origine dépassent de beaucoup la consommation d'une chauve-souris ou d'un pangolin. Ce qui est arrivé en Chine pourrait fort bien se produire en Afrique ou en Amérique latine ou en Asie du Sud-Est avec le passage d'un virus d'un animal sauvage à un animal domestiqué. Cela a été le cas, en 2012 au Moyen Orient, avec le passage du virus MERS-CoV au chameau, et, en Europe, avec le passage d'un virus au sanglier pouvant transmettre la peste porcine aux porcs d'élevage. Ce qui est en cause, là, concerne les transformations du rapport à la nature et,

---

<sup>20</sup> Mesrine A., La surmortalité des chômeurs : un effet catalyseur du chômage?, *Économie et statistique*, 2000, n° 334.

<sup>21</sup> Montlibert Ch.de, *La violence du chômage*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg,

<sup>22</sup> Bourdieu P., Sayad A., *Le déracinement ; la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, Editions de minuit, 1964.

<sup>23</sup> Levin M. L'État et les classes sociales en URSS 1929-1933, *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 2, n°1, février 1976.

<sup>24</sup> Luxemburg R. *L'accumulation du capital, l'explication économique de l'impérialisme*, Marseille, Agone, 2019, (première édition 1913). Bourdieu P., Sayad A., *Le déracinement*, Op.cit.

<sup>25</sup> Bourdieu P., *Algérie 60, Structures économiques et structures temporelles*. Paris, Editions de minuit, 1977, 124 P.

<sup>26</sup> Sayad A., *L'Immigration, ou les paradoxes de l'altérité*, De Boeck Université, 1992, 331 P.

sous-jacent, la domination sur des populations qui, jusqu'alors, avaient connu des modes de vie communautaires<sup>27</sup>.

## → Un agrobusiness triomphant

La nature naturelle n'existe pas : « *la nature est historique* », comme le disait déjà Marx<sup>28</sup>. Elle est sans cesse transformée par les rapports de production et produite par ces rapports. Pour le dire autrement le capitalisme s'est emparé de la nature. Pour en arriver là il aura fallu transformer totalement les paysanneries qui s'étaient adaptées aux contraintes géographiques locales en y adaptant leurs pratiques ; les rapports avec la flore et la faune sauvage en ont été complètement modifiés. Le constater en même temps qu'est constatée la disparition des modes de vie précapitalistes des sociétés rurales et même la réduction des possibilités d'existence de la petite paysannerie européenne conduit à penser que virus et bactéries (la méningite bactérienne qui a frappé l'Afrique de l'Ouest par exemple) sont insérés dans des chaînes de relations. Dans ces conditions la circulation des épidémies ne peut pas être pensée indépendamment de la mondialisation et des formes qu'elle prend en matière de production alimentaire et de production chimique destinée à l'agriculture etc.... d'une part, ainsi que des formes que prennent les politiques étatiques en la matière d'autre part. L'extension de l'agrobusiness, l'intensification de la rationalisation industrielle de production alimentaire et des pratiques sociales qui accompagnent la « *dépaysannisation* » contribuent à leur manière à expliquer le passage des virus et bactéries du réservoir de la faune sauvage à la chaîne animale domestiquée et à l'espèce humaine. Le fait social est là dans la domination des firmes capitalistes des pays dits « avancés » sur les sols souvent d'usage communautaire de populations obligées à la migration et/ou à rompre avec leur mode de vie. Le même processus qui affecte la vie des animaux sauvages affecte profondément la vie des populations en les paupérisant et les obligeant à l'émigration vers des villes où l'activité économique laisse espérer des emplois ou, au moins, la possibilité d'exercer des « petits boulots ».

---

<sup>27</sup> Sayad A., *La double absence ; des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Op.cit.

<sup>28</sup> Marx K., Engels F., *L'idéologie allemande*, Paris éditions sociales 1968, (1ère édition 1859) « prenons par exemple la question importante des rapports de l'homme et de la nature... comme s'il y avait là deux « choses » disjointes, comme si l'homme ne se trouvait pas toujours en face d'une nature qui est historique et d'une histoire qui est naturelle »

La mondialisation de l'organisation capitaliste ne s'exerce pas seulement, en effet, dans la production d'objets, elle s'exerce aussi sur les éléments qui entrent dans cette production : rien ne le montre mieux que la production alimentaire. L'industrie, *premièrement*, en s'en emparant, rationalise la production, en assurant un flux continu de matières premières grâce à l'anéantissement de formes précapitalistes de paysannerie traditionnelle et son remplacement par un agro-business – qui, en étendant la surface des champs pour utiliser des machines toujours plus puissantes et plus rapides, élimine mares, fossés, haies, bosquets et bois...- Le capitalisme alimentaire, *deuxièmement*, assure aussi la standardisation des produits en sélectionnant une espèce qui s'adapte mieux aux exigences du commanditaire industriel : il y avait, dans les années cinquante, au moins 48 variétés de vaches en France, en Allemagne on en comptait une vingtaine, près de 40 en Espagne, aujourd'hui l'industrie alimentaire n'en utilise guère plus que deux ou trois pour la production de viande, deux, issues de sélections répétées, pour la production laitière et trois ou quatre pour la production de veaux de boucherie. L'industrie, *troisièmement*, assurant enfin le contrôle de la reproduction des espèces sélectionnées par un raccourcissant des cycles naturels ( l'insémination précoce permettrait un gain économique, un gain de temps de travail, une accélération du « progrès génétique » au sein du cheptel) au risque d'une fragilité devant des maladies : on comptait il y a peu encore une dizaine de variétés de porcs alors qu'aujourd'hui celles qui sont élevées pour la consommation de masse sont obtenues par des croisements successifs et par des sélections jusqu' au résultat désiré d'une ou deux espèces prolifiques dont la prise de poids est rapide. Des sociétés de conseil se sont d'ailleurs développées pour aider les paysans dans cette transformation qui demande aussi de définir et de contrôler les nourritures à même d'assurer « la fidélité de la standardisation du matériau » donc de développer des cultures de plantes, à leur tour standardisées.

Mais s'emparer de la transformation industrialisée des produits agricoles en aliments comme le fait le capitalisme n'a de sens qu'en créant *un marché* où se réalise le profit : pour ce faire la production de nourriture, qui était, relativement, restée dans la sphère des « mœurs de famille »<sup>29</sup>, devait être extériorisée (conserves, produits surgelés, plats préparés, restauration ...).

---

<sup>29</sup> Karl Marx utilisait cette expression pour désigner les pratiques domestiques destinées à être remplacées par des produits industriels.

Reste que le marché n'existe pas en soi, il n'a d'existence qu'autant qu'il est pris, inséré, relié aux systèmes de relations sociales existant à un moment donné.

Dans les années soixante, soixante-dix – période durant laquelle s'accélère et s'étend la marchandisation d'une nourriture industrialisée - d'extension de surface cultivées en rationalisations, de rationalisations en sélection des espèces végétales et animales, la chaîne de production alimentaire connaît donc une expansion qui se continue aujourd'hui. L'observation de Marx qui notait que « *l'anéantissement de l'industrie domestique du paysan peut seul donner au marché intérieur d'un pays l'étendue et la constitution qu'exigent les besoins de la production capitaliste* »<sup>30</sup> vaut, à fortiori, pour aujourd'hui où l'extension du salariat exige aussi l'extension du marché des produits alimentaires donc la rationalisation de la production agricole. Dès lors la mise en place d'une agriculture industrialisée était initiée. Comme cette industrialisation ne saurait se passer de matières brutes, elle donne lieu à la formation d'une nouvelle classe d'exploitants agricoles, les firmes d'agro-business, pour lesquelles la production d'une agriculture destinée à la production capitaliste provenant de toutes les parties du monde exploitables, devient essentielle. Cette production rationalisée de produits agricoles destinés à l'industrie alimentaire détruit certaines formes d'agricultures (la paysannerie) et la remplace par d'autres (agro business de production de céréales, de viandes de boucherie, de production de lait, de poissons etc.<sup>31</sup>). L'agro-business est une nécessité pour créer des salariés et ainsi des consommateurs !

## → Circulation des virus et mondialisation

Reste à expliquer la rapidité de la diffusion du virus de son point de départ chinois vers l'Asie du Sud d'abord puis vers l'Europe occidentale et vers les USA puis vers les continents sud-américain et africain. Tout se passe comme si l'intensité et la rapidité des échanges de marchandises et de communications avaient augmenté la diffusion du virus<sup>32</sup>. La carte des

---

<sup>30</sup> Marx K. *Le Capital*, op.cit., P.757

<sup>31</sup> En France la fin des exploitations agricoles « traditionnelles » remonte aux années cinquante ; « l'exode rural » avait certes commencé bien avant pour fournir la main d'œuvre industrielle mais s'est accéléré avec le développement de l'industrie alimentaire convoitant ce marché qui nécessitait une main mise sur une production rationalisée des produits agricoles.

<sup>32</sup> Le tourisme qui conduit des cohortes d'humains dans des espaces habités par des animaux sauvages contribue aussi à la dissémination des virus.

premiers clusters épidémiques qui correspond étroitement à la carte de l'intensité de la circulation aérienne et maritime le montre bien : plus de 24 000 avions commerciaux (transportant des passagers) parcourent le monde. En 2018, ces avions ont réalisé plus de 38 millions de vols vers l'un des 3 500 aéroports. 9 milliards de tonnes de marchandises sont transportées par bateaux ; le transport maritime représente 80% du transport mondial. En 1973 289 926 navires transportaient des marchandises, 1 040 000 navires en 2011. C'est dire que la mondialisation contribue à la diffusion de l'épidémie.

La mondialisation des intérêts économiques, autre manière de dire extension sans limite du capitalisme (l'envahissement de l'espace céleste par les satellites *starlink* d'Elon Musk, déjà concurrencés par ceux d'Amazon et de Greg Wyler, en étant un bel exemple) est, en effet, le seul secteur des pratiques sociales où la « globalisation » soit très avancée. La mondialisation de plus en plus rapide et de plus en plus intense des échanges commerciaux est organisée par des rapports de domination nés dans les structures sociales du capitalisme. La pandémie actuelle, parce qu'elle amplifie la crise en arrêtant, temporairement, la course, est en quelque sorte un révélateur de ces rapports de domination en objectivant, à la fois et en même temps, les méfaits environnementaux et sociaux de la mondialisation capitaliste et la nécessité pour le capital d'augmenter les profits en s'étant emparé de la chaîne de production alimentaire. De fait la mondialisation capitaliste transforme morceau par morceau la réalité des pratiques : ici en diminuant la place de l'Etat, ailleurs en soumettant la production de la pensée à des orientations utilitaristes, là en réduisant le droit du travail, ailleurs en créant « une armée industrielle de réserve » qui pèse à la baisse sur le niveau des salaires, ailleurs encore en exploitant une main d'œuvre abondante tributaire de salaires faibles et, partout, en transformant toutes les pratiques sociales et tous les biens collectifs sans propriétaire en objets aliénables amplifiant ainsi les inégalités entre les classes sociales.

## Multinationales, division du travail et mondialisation

### → Une mondialisation organisée par le capital

Si les discours font constamment l'apologie de la mondialisation c'est qu'ils masquent la seule réalité vraiment en cours de réalisation, celle du champ économique et, en particulier, celle du champ financier. Ils contribuent efficacement, en faisant croire à l'inéluctabilité de la mondialisation et surtout à ses avantages, à masquer le fait qu'une petite minorité de propriétaires du capital industriel et commercial et de financiers internationaux, parmi lesquels les dirigeants des fonds de placement des Etats-Unis tiennent une grande place, imposent leurs volontés aux salariés des différentes parties du monde. Cette mondialisation dépend, en effet, d'une part des transformations du mode de gestion avec l'accentuation du pouvoir des actionnaires et d'autre part de l'intervention des Etats qui, avec leur *politique économique*, remettent en selle le capitalisme chaque fois qu'il est menacé par ses propres excès. Dans ces conditions les différents univers (intellectuel, politique, artistique, religieux etc.) sont dominés par ce monde particulier qui, en s'imposant comme référence et en affirmant ses codes et ses normes, réduit ainsi leur autonomie. Pour le dire autrement les différentes pratiques sociales sont plus ou moins soumises au champ financier international qui, en rétrécissant la part de liberté qu'entraîne la coexistence d'univers ayant leurs propres règles de fonctionnement, impose une domination qui présente toutes les caractéristiques d'un totalitarisme. On ne peut, en effet, que constater que la diffusion politique d'un mode de domination économique basée sur la déréglementation (visant à créer des marchés concurrentiels là où existaient des régulations garanties par des institutions d'Etat) et sur la financiarisation (visant à permettre aux actionnaires de prendre toutes les décisions favorables à l'accroissement de leur profit au détriment des investissements des entreprises et du niveau des salaires) est l'élément déterminant de la transformation de toutes les structures sociales. Comme ce système s'est propagé des USA vers l'ensemble des pays européens et des Etats qui en dépendent on doit bien admettre qu'il s'agit, au départ, d'une manifestation de la domination des Etats-Unis, ce qu'en d'autres temps on aurait appelé l'impérialisme nord-américain. Plus précisément il s'agit d'une « *universalisation des caractéristiques particulières d'une économie immergée dans une histoire et*

*une structure sociale particulière, celle des Etats-Unis.* »<sup>33</sup> Dans ce cadre les économies des pays en voie de développement soumises aux « plans d'ajustement structurel » ont été obligées de mettre à mal leurs marchés domestiques et concomitamment tous les modes d'organisation sociales qui les structuraient<sup>34</sup> sachant que leur endettement (le plus élevé jamais atteint avec 67 000 milliards de dollars - Cnuced 2019) les soumet au pouvoir des prêteurs.

Ce sont bien les Etats et les organismes internationaux qui exécutent leur volonté qui ont permis cette mondialisation financière qui, à son tour, organise le développement d'un champ économique international qui impose ses orientations aux peuples dépossédés de tout contrôle politique. Et ceci depuis les débuts mêmes du capitalisme : imposition à l'arrière-pays rural d'abord puis aux peuples colonisés ensuite et maintenant à l'ensemble de la planète en attendant de s'implanter dans d'autres mondes. Les travaux de Lénine et de Rosa Luxemburg sur l'accumulation du capital et le développement de l'impérialisme, menés avant la première guerre mondiale, montrent on ne peut mieux que cette question apparaissait comme centrale aux militants politiques qui pensaient, pour l'une, que la guerre en était le débouché probable et, pour l'autre, que la concentration du capital atteindrait un point tel qu'elle entraînerait sa « putréfaction ». Aujourd'hui Il suffit pour comprendre l'intrication entre les politiques étatiques et les politiques économiques de rappeler que progressivement, les divers mécanismes de contrôle et de régulation ont été démantelés ; aux USA a été voté le *Financial Services Modernization Act* qui abrogeait les dispositions de contrôle des activités financières mises en place après la crise de 1929. Reste qu'une extension du capitalisme à l'agriculture, n'a pu se réaliser qu'avec la création en 1948 du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) et plus tard de l'OMC. Le Fonds monétaire, FMI, et l'organisation mondiale du commerce, OMC, en effet n'ont pas été en reste dans cette libéralisation de la finance. Le *General Agreement on Trade in Services* et le *Financial Services Agreement* ont contribué à supprimer toutes les régulations. Les Etats européens, de leur côté, soutiennent « une concurrence libre et non faussée » qui n'est pas non plus pour rien dans la dérégulation et déréglementation de l'économie. Les Etats contribuent aussi à réparer les défaillances du système comme le montre le fait que le 2 avril

---

<sup>33</sup> Bourdieu P., « Unifier pour mieux dominer » *Contre-feux 2*, Paris, Raisons d'agir éditions, 2001.

<sup>34</sup> Bayor K., La réglementation de la nature : la construction de l'appareil administratif de gestion de l'espace rural au Togo, *Regards Sociologiques*, 1997, n° 14.

2009, se soit terminé le sommet du G20 (regroupant les vingt chefs d'Etats les plus puissants de la planète) qui a tenté, en réorganisant le cadre réglementaire pour que les « marchés » fonctionnent au mieux, de renflouer un capitalisme menacé de faillite par une spéculation financière désordonnée et sans limites. En somme la domination économique des tenants du néo-libéralisme ne peut durer qu'autant qu'elle est à même d'imposer la mondialisation du système dont elle tire ses profits.

Cette mondialisation du capital entraîne une réorganisation géographique des positions sociales d'une part et une transformation de leur organisation symbolique. Réorganisations géographiques d'abord avec les déplacements de populations plus ou moins appauvries, si ce n'est affamées, par les conséquences des plans d'ajustements structurels du FMI, vers les zones plus favorisées. Réorganisations sociales, ensuite, là où les gouvernements promeuvent des législations qui visent à « maîtriser » l'immigration si ce n'est à s'en protéger en érigeant de véritables forteresses quitte, en même temps, à favoriser l'émigration ; ailleurs, quand les flux migratoires internationaux sont impossibles ou interdits, les déplacements de populations paupérisées grossissent les villes d'une périphérie de bidonvilles ou, au mieux, de banlieues qui disposent de main d'œuvre à bon marché. Transformations symboliques ensuite, dans la mesure où les tenants du pouvoir savent mieux que quiconque reconvertir leurs anciennes manières de faire en compétences nouvelles plus à même de leur permettre de dominer l'international. Comme le dit Anne-Catherine Wagner<sup>35</sup>, il n'y a pas, pour les élites, à choisir entre une consécration nationale ou une reconnaissance internationale : la légitimité internationale vient toujours s'ajouter à l'excellence nationale confortant ainsi les positions dominantes en leur permettant de maîtriser la mondialisation.

## → **Les multinationales et les fusions-acquisitions**

Les multinationales sont nées de processus de fusions-acquisitions qui se sont accélérés après la déréglementation financière organisée, dès 1981, par le gouvernement Reagan et, en France, dès 1986, par les mesures Bérégovoy. Restent qu'elles sont plus anciennes comme le notait Lénine dans son étude des fusions bancaires et des acquisitions par les banques

---

<sup>35</sup> Wagner A-C., *Les classes sociales dans la mondialisation*, Paris, La Découverte, 2007.

d'activités industrielles à la fin du XIX e siècle et au début du XXe<sup>36</sup>. Rien ne le montre mieux que les fusions acquisitions dans l'industrie électrique : au début XXe siècle existaient sept compagnies électriques en Allemagne, cinq en 1905, et deux en 1912. Ces fusions-acquisitions se sont accrues à un rythme élevé depuis 2004, augmentant de 88 % de 2004 à 2005 pour atteindre 716 milliards de dollars. Elles ne se mettent en place qu'avec l'appui des experts des banques et des fonds de placement qui, en dernier ressort, investissent directement dans l'opération ou la financent sous forme de prêts. Comme exemple d'investissement dans l'agro-business on peut citer le fonds de placement *LMBO* qui a créé une filiale *Agro Ed* qui achète des milliers d'hectares au Bénin, en Guinée, au Mali pour cultiver une plante destinée à être transformée en carburant, ou l'assureur AXA qui a investi dans un fonds spécialisé dans la location de terres agricoles en Ukraine, ou encore le *Crédit Agricole* et la *Société Générale* qui ont mis en place le fonds *Amundi Funds Global Agriculture* pour acheter des terres et le *Baring Global Agriculture Fund* pour investir dans les sociétés agroindustrielles.

Cette nouvelle croissance des concentrations financières s'est notamment opérée grâce à 141 «méga-transactions» d'une valeur supérieure à 1 milliard de dollars, et grâce aux investissements de fond communs de placement<sup>37</sup>. La dimension financière est centrale dans les investissements directs étrangers (IDE) dans la production alimentaire des pays émergents passant, comme le chiffre la *CnuCED*, de 600 millions de dollars chaque année vers 1990 à 3 milliards de dollars en 2007-2008<sup>38</sup>. Le capital « fictif », comme le dénommait Marx, prélève des bénéfices toujours croissants sur les opérations de fusion-acquisition et sur les émissions de titres qui s'ensuivent<sup>39</sup>. Les multinationales qui résultent de ces processus concentrent un capital financier conséquent (la capitalisation boursière des 100 plus grandes entreprises dépasse les 20 000 milliards de dollars). Ces fusions-acquisitions permettent une augmentation de « la valeur actionnariale » en améliorant la rentabilité des capitaux investis : elles distribuent des dividendes en hausse (en France les dividendes ont augmenté de 47 milliards d'euros en 2017 à 51,8 milliards en 2019 ; dans le

---

<sup>36</sup> Lénine V.I., *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, Paris, Editions sociales, 1945 (1e édition 1916)

<sup>37</sup> Rosenblat C., Les entreprises multinationales : un processus urbain dans un environnement international et transnational, *L'Information géographique* 2007/2 (Vol. 71), pages 43 à 66

<sup>38</sup> Delcourt L., Les dynamiques d'expansion de l'agro business, IN Alternatives Sud, *Emprise et empreinte de l'agro-business*, Paris, Editions Syllepse, 2012.

<sup>39</sup> Le capital financier prélève aussi des bénéfices sur les emprunts d'Etat

monde les 1200 plus grandes entreprises ont distribué 328 milliards de dollars en 2017 soit 14,5 % de plus que l'année précédente).

Les dirigeants des multinationales savent faire appel à, des « cabinets conseils », « cabinets d'experts », « bureaux de consultants » qui prospèrent sur ce type de pratiques en y important et imposant des modes de pensée spécifiques (*Total Quality Management ; Just in Time ; Business Process Reengineering ; Efficient Consumer Response ; Economic Value Added ; Extended Producer Responsibility...*) car, dans toutes ces opérations de fusion-acquisition, les coûts de changement (difficultés managériales, restructurations ou démantèlements des collectifs, éviction d'anciennes équipes et reconstitutions de nouvelles dévouées, élimination de doublons, inquiétude devant d'éventuels licenciements, création d'une langue et de normes communes...) sont particulièrement élevés. Reste que toutes ces opérations se soldent par un renforcement du pouvoir des directions. Il est vrai que ces opérations de fusion-acquisition ne fonctionnent que parce qu'elles comblent la « libido dominandi » des dirigeants qui cherchent à conquérir des espaces, des corps et des idées. La guerre en est souvent le modèle sous jacent (l'incarcération au Japon de Carlos Ghosn le patron du conglomérat automobile *Renault - Nissan* l'illustrerait bien).

Cette volonté de pouvoir n'est pas indépendante des rapports entre les Etats ; si à la fin du XIXe siècle quatre pays ( les Etats-Unis, la France, l'Allemagne et l'Angleterre ) rassemblaient les sociétés les plus puissantes, en 2003, les 750 premières multinationales étaient issues des USA, de l'Angleterre, du Japon, de l'Allemagne, de la France, de la Suisse, des Pays Bas, de la Suède , du Canada ; en un siècle les USA ont confirmé leur suprématie, les pays européens sont plus nombreux à dominer le monde, le Japon a pris une place importante. C'est dire que le capital financier issu des pays qui ont dominé le monde est aujourd'hui une des formes qui permet de continuer d'exercer une emprise sur d'autres régions. Les compromis et même les complicités entre les dirigeants des plus grandes firmes multinationales et les instances politiques nationales et internationales y contribuent fortement. Les allers et retours entre les unes et les autres sont nombreux comme le sont les subventions offertes par des Etats aux firmes. Cette extension montre aussi que l'exportation des capitaux a accéléré le développement du capitalisme dans les pays vers lesquels elle s'est dirigée, l'amenant ainsi à s'étendre dans une plus grande partie du monde. Il faut

dire que nombre d'Etats des pays émergents y contribuent en développant des politiques de d'implantation des firmes d'agrobusiness comme le font, par exemple, d'autant plus les pays d'Afrique de l'ouest qu'ils y sont fortement incités par la Banque mondiale.

Ces multinationales organisent le commerce international. « *En 1995, l'ONU comptabilisait environ 44 000 firmes multinationales avec près de 300 000 filiales étrangères. En 2005, elle en dénombre 77 000 possédant plus de 770 000 filiales étrangères (Cnuced, 2006). Par leur activité, ces firmes multinationales sont porteuses d'une grande part des échanges entre les pays. Aujourd'hui, les deux tiers du commerce mondial seraient sous le contrôle des 200 premières multinationales (un tiers d'échanges internes entre les unités des groupes et un tiers entre ces groupes et leurs fournisseurs ou diffuseurs externes) (Cnuced, 2002).* »<sup>40</sup> On retrouve, là, les avions, les bateaux, les camions qui circulent d'un bout à l'autre du monde.

### **→ Dans le domaine agricole : multinationales d'agro business et firmes alimentaires**

La production agricole est maintenant dominée par des multinationales alimentaires. Le phénomène des grandes exploitations du sol est ancien : il débute sans doute avec les grandes plantations esclavagistes au XVII-XVIIIe siècle mais c'est vers 1880 que de grandes fermes se développèrent aux USA utilisant toutes les ressources de la mécanisation et ruinant les fermiers indépendants à tel point qu'en 1891 deux millions et demi de fermiers avaient hypothéqué leur propriété<sup>41</sup>. Si, au début du processus de fusion acquisition, il était encore possible de différencier les firmes d'agrobusiness qui tiraient leurs profits de leur maîtrise du marché des intrants et de la production, des firmes alimentaires qui tiraient leurs profits de la distribution et de la transformation, ce n'est plus guère possible aujourd'hui où les firmes alimentaires ont acquis la production et où les firmes d'agrobusiness ont acheté des sociétés de transformation et de distribution. Ainsi, le céréalier Cargill achète du soja aux agriculteurs brésiliens pour ensuite l'envoyer en Angleterre vers sa filiale Sun Valley.

---

<sup>40</sup> Rozenblat C., Les entreprises multinationales : un processus urbain dans un environnement international et transnational, Op.cit.

<sup>41</sup> Luxemburg R., *L'Accumulation du capital, contribution à l'explication économique de l'impérialisme*, Marseille, Agone, 2019, p.423

Cette entreprise "booste" des poulets au soja puis envoie la viande vers les Mac Do du monde entier. C'est dire qu'il y a interpénétration des deux secteurs et construction de monopoles sur l'ensemble de la chaîne alimentaire. Dorénavant l'industrie agro-alimentaire se situe au premier plan de l'industrie manufacturière dans de nombreux pays. À l'échelon de la planète, elle est loin devant l'automobile ou l'électronique<sup>42</sup>.

Ces multinationales de l'agrobusiness contrôlent les quatre principaux marchés, *marché des intrants, marché de la production, marché de la transformation, marché de la distribution*.

*Le marché des intrants* (semences, engrais, pesticides...) est contrôlé par dix firmes qui assurent 100% du marché des semences génétiquement modifiées (appelées également "transgéniques") soit : *Monsanto* (États-Unis), *DuPont/Pioneer* (États-Unis), *Novartis* (Suisse), *Limagrain* (France), *Advanta* (Angleterre et Hollande), *Guipo Pulsar/Semons/ELM* (Mexique), *Sakata* (Japon), *KWS HG* (Allemagne) et *Taki* (Japon). Six firmes contrôlent 77% du marché des produits chimiques pour l'agriculture : *Bayer, Syngenta, BASF, Dow, DuPont, Monsanto*. Pour ce faire ces firmes font appel à la biologie (élaboration de variétés par des sélections et de modifications génétiques) et en particulier à toutes les ressources de la sélection demandant sans cesse que les laboratoires (publics et privés) se convertissent à traiter leurs demandes. Monsanto<sup>43</sup>, par exemple, a déboursé l'année dernière 930 millions de dollars (854 millions d'euros) pour racheter The Climate Corporation, une entreprise de "big data" dont l'application permet aux agriculteurs de recevoir en temps réel des informations agronomiques et météo ultra-détaillées à l'échelle de chacun de leurs champs<sup>44</sup>. Les fondations Rockefeller et Bill & Melinda Gates ne sont pas en reste pour vendre des applications sophistiquées. Le capitalisme numérique sait se joindre au capitalisme agricole ! Il est vrai que tous les États mettent leurs instruments au service des firmes. Rien ne le montre mieux que les orientations données, en France, par le ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur et par le ministère de l'agriculture, aux laboratoires des écoles et de universités de servir l'agrobusiness. Ainsi ont été créés des instituts techniques agroindustriels,

---

<sup>42</sup> Rastoin J-L, les multinationales dans le système alimentaire, *Revue Projet*, 2008/6, n° 307, pp. 61 à 69

<sup>43</sup> African Centre for Biosafety, la mainmise de Monsanto sur l'agriculture sud-africaine, in *Alternatives Sud, Empreinte et empreinte de l'agrobusiness*, Paris, Editions Syllepse, 2012.

<sup>44</sup> <https://reporterre.net/Quand-les-multinationales-de-l-agrobusiness-s-achetent-une-vertu-climatique>

soit des organismes de recherche technologique, d'expertise, d'assistance technique et de formation, au service des entreprises et en particulier des PME. Les laboratoires de biologie des universités ont d'autant plus de chances d'obtenir des crédits qu'ils s'inscrivent dans des thématiques proposées par le ministère alors que l'Institut National de Recherche Agronomique, (INRA) a été invité à développer des recherches plus en phase avec les demandes des entreprises alimentaires. La mise en place des pôles de compétitivité, autour de « projets collaboratifs innovants recherche » répond au même objectif. La recherche doit servir l'économie.

Les multinationales s'efforcent aussi de contrôler **le marché des terres agricoles et de la production** avec l'appui des Etats intéressés par les possibilités de domination qui s'offrent là. Au Brésil, le groupe *Louis-Dreyfus* a pris possession de près de 400 000 hectares de terres destinées aux cultures de canne à sucre et de soja. Ses filiales *Calyx Agro* ou *LDC Bioenergia* se sont accaparé des terres en Uruguay, en Argentine et au Paraguay. Il achète, achemine et revend du blé, du soja, du café, du sucre, des huiles, du jus d'orange (le jus d'orange provient d'une propriété de 30 000 ha au Brésil), du riz et du coton, via sa branche de négoce, *Louis-Dreyfus Commodities*. Il a ouvert en 2007 la plus grande usine au monde de biodiesel à base de soja, à Claypool, au États-Unis (Indiana)<sup>45</sup>. De leur côté, *Danone* et *Lactalis*, spécialisés dans les produits lactés, *Sodexo* et *Elior*, firmes de la restauration, *Auchan*, *Carrefour* et *Casino*, sociétés de la grande distribution, détruisent, la forêt amazonienne, la savane du Cerrado au Brésil et la région du Chaco (Brésil, Argentine, Paraguay) pour y produire du soja. En Asie du sud-est, la production d'huile de palme, de caoutchouc, de fibres pour la pâte à papier, entraîne, de la même façon, des achats de terres et des déforestations. Des luttes nombreuses sont d'ailleurs engagées pour s'y opposer : le groupe brésilien *Benevides Madeiras* a été condamné pour déforestation illégale en Amazonie ; au Cambodge, des paysans dépossédés comme les paysans Bunong s'engagent dans des batailles juridiques ; les paysans du Cameroun luttent contre l'implantation ou la gestion de palmeraies par le groupe *Bolloré* ; la coordination paysanne au Mali réclame un autre usage de l'eau que celui préconisé par la *Société du Niger*... Il est vrai que la production agricole rapporte : comme le faisait savoir la *Deutsch Bank* « *le maïs est plus rentable que l'or !* »

---

45 <https://multinationales.org/Accaparement-des-terres-20>

L'Afrique est mise en coupe réglée. Pour cela la première attaque a été juridique. Il fallait créer un droit de propriété pour simuler une forme de légalité. Cela avait été le cas en Algérie (instauration d'un droit de propriété dès 1831, *senatus consulte* de 1863, loi foncière de 1873, loi de propriété foncière de 1897...), comme ce fut le cas en Afrique de l'ouest où les colonisateurs ont essayé de lutter contre l'usage coutumier des sols en déclarant les terres qui, à leurs yeux, étaient « *non immatriculées* » « *comme vacantes et sans maîtres* ». Cette politique n'a guère réussi pour autant à introduire la vente des sols (1% seulement furent immatriculées dans l'Afrique de l'Ouest. Il faudra, deuxième attaque, les injonctions de la Banque Mondiale, à partir de 1990 environ, (obtempérer était une nécessité à qui voulait obtenir un prêt), pour que les Etats indépendants promulguent des législations de « *sécurisation* » attribuant la terre à ceux qui l'achètent<sup>46</sup> : Burkina Faso 1996, Côte d'Ivoire 1998, Tanzanie 1999, Sénégal 2004, Angola 2004, Madagascar 2005, Mali 2006, Benin 2007...). Dès lors l'achat de terres par les multinationales de l'agro-business et par des firmes nationales devenait possible : les multinationales pouvaient s'implanter et les entreprises d'État chinoises acquérir ou louer de plus en plus de terres agricoles<sup>47</sup>. On estime à 134 millions d'hectares la surface ayant fait l'objet de transaction en Afrique entre 2000 et 2010 (soit l'équivalent du Tchad, deuxième plus grand pays d'Afrique subsaharienne)<sup>48</sup>. Au Sénégal, par exemple, outre la production d'arachide largement imposée par les multinationales de produits alimentaires, des sociétés étrangères acquièrent de grandes superficies et y imposent leur production : la société indienne *Sénéginidia* investit près du fleuve Sénégal pour produire à grande échelle de la pomme de terre<sup>49</sup>. Une ferme de plus de mille vaches est en cours d'installation par *Danone* près de Kaolack<sup>50</sup>, des investisseurs privés italiens se sont portés acquéreurs de plus de 20 000 hectares dans la région de Podor pour produire des plantes pour fabriquer des carburants.

---

46 Bouquet Ch., En Afrique, les terres appartiendront à ceux qui les achètent, (*In Africa, land will belong to those who buy it*), Bulletin de l'Association de Géographes Français, Année 2012, 89-3 pp. 388-398

47 Tabarly S., Agricultures sous tension, terres agricoles en extension : des transactions sans frontières, *Géocofluence*, ENS, Lyon, 2011. <<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/articles/agricultures-sous-tension-terres-agricoles-en-extension-des-transactions-sans-frontieres>> Au total, ce sont quelque 2,1 millions d'ha qui auraient ainsi été investis par des intérêts chinois dans le monde

48 <[https://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/acc\\_terres\\_ccfdjuin2012.pdf](https://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/acc_terres_ccfdjuin2012.pdf)>

49 <<http://laviesenegalaise.com/tag/la-societe-seneginidia-sarl>>

50 <<http://www.kaolackois.com/kaolack/importation-de-1000-vaches-pour-am%C3%A9liorer-la-production-laiti%C3%A8re-officiel>>

Entre la production et la distribution d'autres multinationales contrôlent **le marché de la transformation** comme le font *Danone, Nestlé, Coca Cola...* L'histoire du groupe Danone est un bel exemple de fusions-acquisitions : le groupe *Gervais-Danone* a progressivement acheté des sociétés productrices de pâtes alimentaires, de son côté le groupe *Boussais-Souchon-Neuvel* spécialisé dans le verre et les emballages achetait des marques de bière, d'eaux minérales et de nourriture infantile ; en 1973 les deux groupes fusionnaient pour former BSN-Danone achetant des marques de brasserie, de confiserie, de biscuiterie puis des marques de produits surgelés et de conserves de légumes ; devenant le groupe *Danone* la firme s'implante à l'étranger avec, entre autres, des achats en Chine. Par la suite Danone vendra des marques pour acheter de l'agro-alimentaire aux USA, pour s'implanter en Amérique latine, en Asie, en Afrique du Nord, en Europe centrale et pour entrer à la bourse de New York ; cette politique de vente se poursuit aujourd'hui pour continuer de s'implanter en Afrique (Kenya, Togo, Côte d'Ivoire, Nigéria, Ghana...) et dans la nourriture infantile...

Enfin, les multinationales contrôlent **le marché de la distribution**, sans aucun doute le stade de la chaîne d'approvisionnement le plus concentré. Des chaînes de supermarché comme *Wal-Mart*, ( 510 milliards de dollars de chiffre d'affaire), *Kroger, Carrefour, Tesco, Ahold Delaize, Casino...* exercent un véritable pouvoir<sup>51</sup>avec leur centrales d'achat pour contrer la puissance d'achat des grands fournisseurs de marques tels que *Nestlé, Danone, Mondelez, Unilever...* et affronter la concurrence avec les autres distributeurs. La plupart des entreprises de distribution ont créé, ou se sont affiliées à des centrales d'achats, prenant totalement ou partiellement en charge les approvisionnements de leurs magasins en pesant sur les prix imposés aux producteurs<sup>52</sup>.

Reste qu'il n'y a pas de commerce neutre et qu'en contre partie du soutien des Etats, les firmes se doivent d'afficher leur pavillon national, et ainsi de s'insérer dans les stratégies de puissance des Etats qui, avec l'agro-business, instaurent une domination des anciennes colonies et des pays soumis à leur puissance financière et militaire.

---

<sup>51</sup> [http://www.gresea.be/eludernormesenv\\_8juin06.html](http://www.gresea.be/eludernormesenv_8juin06.html)

<sup>52</sup> Wathelet V., *Les filières de production orchestrées par la Distribution*, GRESEA, Observatoire critique des multinationales, 12 juin 2015.

## → Conséquences

La transformation de la nature est, évidemment, une conséquence directe d'un développement capitaliste de l'agriculture avec son lot de déforestations, de détournement des cours d'eau, d'assèchement des zones humides, d'irrigation forcée etc. et aussi une pollution généralisée par les pesticides, une eutrophisation également généralisée, ainsi qu'une perte massive de biodiversité et d'agrobiodiversité, accompagnée de phénomènes de dégradation et d'érosion des sols, de salinisation voire de perte de nappes phréatiques<sup>53</sup>. La réduction des espaces de vie des animaux sauvages rapproche les survivants des espaces occupés par les animaux domestiqués et les humains rendant les contaminations d'autant plus probables que les modes de vie des populations locales sont bouleversés. Reste que le capital des pays occidentaux ne payera pas le coût des dégâts de l'environnement.

Le développement de cette agriculture industrialisée entraîne partout où elle achète ou loue des terres une expropriation des paysans qui vivaient là et concomitamment un déracinement des populations pressées à acheter les produits de cette nouvelle industrie agroalimentaire. Facteurs climatiques et extension de l'agrobusiness se mêlent et suscitent des déplacements très importants de populations qui, eux-mêmes, se combinent vite à des facteurs idéologiques (religieux et politiques) qui, en attisant des conflits, amplifient les déplacements. Abdelmalek Sayad et Pierre Bourdieu avaient raison de dire que la confrontation d'une petite agriculture traditionnelle et d'une agriculture industrialisée d'une part et la guerre d'autre part induisaient l'émigration. Celle-ci peut atteindre des proportions importantes comme en Afrique où 12 millions de personnes se seraient déplacées pour des motifs économiques qui mêlent effets d'exploitations intensives de la terre et transformations climatiques<sup>54</sup> ; comme en Amérique latine où l'agriculture d'exportation (modèle ancestral des multinationales de l'agrobusiness) de la canne à sucre, du café, du riz, du coton... a d'abord fait appel à la main d'œuvre importée des esclaves<sup>55</sup> puis - lorsque la mécanisation des entreprises agricoles est survenue<sup>56</sup> - a

---

<sup>53</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9volution\\_verte](https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9volution_verte)

<sup>54</sup> On sait que les deux facteurs ne sont pas indépendants : les transformations de la nature exigées par l'agro business entraînent des modifications locales du climat : en Europe la suppression des haies, des boqueteaux au sommet des collines, le comblement des mares entraîne une diminution localisée des pluies.

<sup>55</sup> Selon les sources l'Amérique aurait importé entre 9 à 11 millions d'esclaves.

<sup>56</sup> Chonchol J., Population, développement agricole et occupation de l'espace rural en Amérique latine. IHEAL  
< <https://books.openedition.org/iheal/1411?lang=fr>>

exporté de la main d'œuvre vers les villes- ne gardant que des ouvriers agricoles saisonniers ; comme en Asie du Sud-Est où quand les zones rurales sont « *passées d'une économie et d'une société fermées avec une large part d'auto subsistance à ... une société ouverte au monde et à une économie de marché.*<sup>57</sup> » il y a eu une appropriation et une concentration de la propriété des terres pour assurer la commercialisation des produits agricoles qui a entraîné la migration vers les villes. Croissance démographique aidant, les pays d'Asie du Sud Est ont d'ailleurs adopté des politiques d'exportations conséquentes de main d'œuvre comme cela avait été le cas ailleurs<sup>58</sup>.

L'expulsion, la paupérisation, le déplacement forcé des populations, les difficultés d'existence des petits paysans ou des pêcheurs indépendants... affectés par les emprises des multinationales de l'agrobusiness, forment donc le lot de la seconde conséquence. En attendant que la grande part des populations d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique centrale ou du sud trouvent un emploi salarié et se transforment en consommateurs des produits de l'agrobusiness et de l'industrie capitalistes, il leur reste, pour une minorité à devenir la main d'œuvre mal payée des grandes firmes d'agrobusiness , pour le plus grand nombre à vivre d'expédients divers en tentant de revendre les excédents ou les rebuts de la surproduction capitaliste, pour quelques un.e.s à devenir salarié.e.s des entreprises travaillant pour les multinationales et , pour d'autres à émigrer et à devenir une main d'œuvre soumise vivant dans les conditions d'existence difficiles dans ces zones de relégation que sont les banlieues des grandes agglomérations.

La situation des travailleurs ayant vendu leurs terres aux sociétés productrices d'huile de palme au Guatemala est à ce titre exemplaire. Forcés de vendre à la suite de manœuvres diverses, ils ont été embauchés par les sociétés d'agrobusiness : quelques-uns sont travailleurs permanents, d'autres « *travailleurs permanents sans contrat* » et doivent renoncer aux prestations sociales pour obtenir un emploi d'intérimaire quasi permanent, d'autres ont pu conserver un lopin de terre et complètent leurs ressources par un emploi saisonnier, les derniers enfin sont des travailleurs, travailleuses occasionnel.le.s ou saisonnier.e.s recruté.e.s au loin, *les cuadrilleros*, sans couverture sociale, qui, durant leur période de

---

<sup>57</sup> Bruneau M., Mobilités, migrations et pauvreté en Asie du Sud-Est, <<http://www.tamdaoconf.com/tamdao/wp-content/uploads/downloads/2010/08/Tam-Dao-2009-FR-SP5-Bruneau.pdf>>

<sup>58</sup> Sayad A., *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, De Boeck Université, 1992.

travail, vivent dans des campements. Ces employé.e.s sont rémunéré.e.s le plus souvent en dessous du salaire minimum légal, font des journées de travail très longues, sont mal nourri.e.s<sup>59</sup>.

Reste que le capital des pays dominants, responsable de la situation, ne payera pas la reproduction de cette force de travail qui sera laissée au bon vouloir des pays exploités qui ne peuvent l'assurer qu'en empruntant aux banques des pays dominants, oscillants qu'ils sont entre une exploitation de style précapitaliste de leur peuple aussi violente que celle qu'ont connue, au XIXe siècle, les pays en cours d'industrialisation ou, pour faire face à la concurrence de pays voisins qui ont les mêmes réserves de main d'œuvre à bon marché, une soumission accrue aux dictats politiques et économique des pays et des multinationales donneurs d'ordres.

La grande distribution en fin de chaîne n'est pas en reste. Elle entraîne d'abord une disparition d'emplois, (Jayati Ghosh remarque que, en Inde, pour un emploi créé dans une grande chaîne de distribution alimentaire 17 à 18 petits négociants sont « déplacés »<sup>60</sup>) Ensuite la standardisation crée des produits qui, lorsque la volonté de profit l'emporte, peuvent se retrouver fragilisés en multipliant les risques d'accidents pour les travailleurs de cette industrie et pour les consommateurs comme le montre bien l'étude de « *l'Encyclopédie de sécurité et santé au travail dans l'industrie alimentaire* » publiée par le *Bureau International du Travail* ( B.I.T. )<sup>61</sup> Ce qui est peut-être gagné en sécurité dans la chaîne alimentaire avec le contrôle des produits (encore que les épisodes de lait et fromages contaminés par la listeria montrent la fragilité de la chaîne de production<sup>62</sup>) et surtout dans leur conservation avec la réfrigération (encore qu'il y ait eu 104 accidents/incidents de réfrigération entre 1992 et 2009<sup>63</sup>) est, en quelque sorte, perdue au centuple avec la fragilisation des intrants aux virus et bactéries. Il ne s'agit plus d'animaux avec lesquels une relation s'installait, obligeant à une surveillance individualisée, mais d'objets qu'il faut standardiser et qui sont soumis à des procédures mécaniques de

---

<sup>59</sup> Hurtado L, Sanchez G., Les agrocarburants au Guatemala : accaparement des terres, spoliation des paysans et assujettissement au travail IN Alternatives Sud, *Emprise et empreinte de l'agrobusiness*, Paris, Editions Syllepse, 2012.

<sup>60</sup> Ghosh J., Pouvoir de la « grande distribution » alimentaire dans le monde en développement, IN Alternatives Sud, *Emprise et empreinte de l'agrobusiness*, Paris, Editions Syllepse, 2012.

<sup>61</sup> Encyclopédie de la sécurité au travail. Bureau International du Travail (B.I.T.) <<http://www.ilocis.org/fr/documents/ilo067.htm>>

<sup>62</sup> <<https://www.nsfinternational.eu/fr/le-risque-listeria-en-industrie-alimentaire-est-il-maitrisable-et-maitrise/>>

<sup>63</sup> *Accidents impliquant des installations de réfrigération*, Base de données ARIA, Ministère du développement durable. 2009

surveillance pour assurer la rentabilité de leur exploitation<sup>64</sup>. La fragilité que ces opérations induisent les rend plus aisément atteints par les virus portés par les animaux qu'ils sont amenés à côtoyer (rongeurs, chauves – souris...). Pire cette fragilisation se trouve amplifiée par des pratiques de consommation suscitées par les entreprises agro-alimentaires (additifs gustatifs qui créent une quasi addiction) qui ne sont pas sans rapport avec une prise de poids excessive. et partout où elle crée des marchés, une augmentation des diabètes, de l'obésité, des maladies cardio-vasculaires...

Enfin ce système, troisième conséquence, par sa politique de prix et par l'emprise pratique qu'exerce le réseau de magasins, tient non seulement les habitants des pays dominés mais aussi la quasi-totalité de la population des pays dominants à sa merci, la faisant, ainsi, collaborer au maintien du capitalisme. En effet si les prix sont moins élevées que pour une production locale, les consommateurs ont tout intérêt à fermer les yeux sur l'exploitation de salarié.e.s agricoles africain.e.s, asiatiques ou sud américain.e.s qui l'explique, si l'agro business apporte sur la table des aliments abondants (ou rares) les consommateurs ont tout intérêt à fermer les yeux sur les dégâts environnementaux. De gré, ou de force pour ceux qui ont des revenus plus faibles et dépendent des discounters, les consommateurs, en acceptant ou en supportant d'être les otages du capitalisme, le consolident sans cesse tout en se retrouvant plus souvent que d'autres victimes d'une « malbouffe » qui contribue au développement d'une obésité qui n'est pas sans conséquence sur leur situation sanitaire.

Tout se passe donc comme si la recherche du profit de l'agrobusiness facilitait les rencontres entre des populations déracinées et des animaux sauvages sans abris, et, ainsi, sans le vouloir expressément bien entendu, pouvait, indirectement, contribuer à ouvrir la voie aux virus. Les modes de domination intensifs des populations qui travaillent dans les firmes d'agrobusiness sont assez comparables à ceux qui existaient dans les premières grandes exploitations que furent les plantations - l'intensité de la violence physique en moins (ce qui ne l'empêche pas ici et là) - mais alors

---

<sup>64</sup> Thrall P.H., Oakeshott J.G., Fitt G., Southerton S., Burdon J. J., Sheppard A., Russell R. J., Zalucki M., Heino M., Denison R. F., *Evolution in agriculture: the application of evolutionary approaches to the management of biotic interactions in agro-ecosystems*, <<https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/j.1752-4571.2010.00179>>

que celles-ci importaient des esclaves celles-là exportent des travailleurs. Tout se passe donc comme si d'autres populations, déjà déracinées et prolétarisées, installées dans la banlieue des mégapoles, bien éloignées maintenant des animaux sauvages, avaient le plus de probabilités de souffrir des virus libérés. En somme la boucle est bouclée !

Pour autant il n'est pas question de revenir à une agriculture d'antan qui usait les corps prématurément, tant elle exigeait d'efforts et de souffrances et qui, procurant de très faibles revenus, laissait vivre la petite paysannerie dans un dénuement proche de la misère. Seule une science<sup>65</sup> attentive au monde social peut permettre de construire une relation moins violente dans le rapport aux autres espèces animales, une production alimentaire de qualité et de quantité plus en accord avec les contraintes climatiques qu'un siècle d'industrie a produites. Comme l'écrivait Emile Durkheim il y a plus d'un siècle : *« l'espèce humaine n'est qu'une des espèces animales et il est impossible de se faire une idée de l'homme si on ne le situe pas par rapport au reste de l'humanité ; si on ne comprend pas les liens qui l'unisse au milieu cosmique »*<sup>66</sup>

## Conclusion

La mondialisation unificatrice et pacificatrice du monde est largement un leurre. La croyance dans le « Progrès » qui justifie et légitime la course capitaliste vers le profit pourrait-elle être remise en question par la pandémie ? Le confinement, les décès, la mobilisation des soignants etc. pourrait-elle délégitimer la valeur du « Progrès » ? Pourrait-on agir pour arrêter la course ? On peut douter de la possibilité d'une rupture avec un système qui est même capable de produire du profit avec *« ses déchets, ses excréments »* comme l'écrit Marx, ajoutant qu'ainsi *« en [les]rejetant dans le cours circulaire de la reproduction elle convertit ces non valeurs en autant d'éléments additionnels de l'accumulation »*<sup>67</sup> C'est dire que je suis sceptique face aux déclarations de ceux qui pensent que la pandémie entraînera un changement de civilisation. Comme Jacques Bouveresse je pense que *« les problèmes du dégâts du progrès ne sera pas résolu par des corrections mineures introduites au coup par coup mais seulement par un changement*

---

<sup>65</sup> Canard B., la science fondamentale est notre meilleure assurance contre les épidémies, *Le journal du CNRS* 23 /03 /2020.

<sup>66</sup> Durkheim E., *L'évolution pédagogique en France*,

<sup>67</sup> Marx K., *Le capital*, Paris, Gallimard, Folio 1963 et 1968, Livre I, P.660

*d'attitude radical, qui est malheureusement peut-être devenu depuis un certain temps déjà impossible ... »<sup>68</sup>. Seule une défaite totale du capitalisme pourrait l'entraîner mais cela supposerait une mobilisation pour le moins importante et décidée que les classes populaires les plus démunies - étroitement surveillées qu'elles sont pour éviter les émeutes, et réduites, par ailleurs, à la résignation fataliste - ne sont guère en mesure de produire et à laquelle les classes moyennes, contraintes par les crédits et largement façonnées par l'individualisme néolibéral, ne sont pas prêtes d'adhérer. Dans ces conditions la course aux profits du capital risque fort de continuer et les épidémies et catastrophes environnementales de se multiplier.*

---

<sup>68</sup> Bouveresse J., *Le mythe moderne du progrès*, Marseille, Agone, 2017.

# **Systeme financier, mondialisation, recession**

Par **PIERRE KHALFA**<sup>69</sup>

La crise sanitaire a produit un choc sur l'économie mondiale. De nombreuses incertitudes demeurent tant sur la durée de cette crise qui peut passer par des rebonds successifs en l'absence de vaccin ou de médicament efficace que sur les leçons qu'en tireront les classes dirigeantes et leur division éventuelle. Enfin, il est aujourd'hui impossible de prévoir quel sera l'état des opinions publiques quand cette crise commencera à s'atténuer et donc de savoir quel sera le centre de gravité politique, ce qui aura aussi une importance sur la situation économique, l'économie n'étant jamais simplement de l'économie.

## **Une situation déjà bien dégradée avant la crise sanitaire**

La crise financière de 2007-2008 n'a jamais été réellement épurée. Si les plans de relance ont permis d'éviter que la récession de 2009 - moins 4,4 % du PIB dans la zone euro - ne se transforme en dépression longue, à partir de 2011 les politiques d'austérité plus ou moins massives suivant les pays les ont replongés dans la récession. Ainsi la zone euro n'est sortie de la récession qu'en 2014 sans jamais retrouver une dynamique importante de l'activité économique. Avant même la crise sanitaire, le spectre de la stagnation économique menaçait dès 2019, la France connaissant même un quatrième trimestre négatif et l'Allemagne un deuxième trimestre négatif avec un modèle basé sur les exportations qui s'essouffle au vu à la fois de la faiblesse de la demande dans les pays européens et du recentrage

---

<sup>69</sup> Ce texte a été terminé le 22 avril. Plutôt que le modifier à la lumière des événements ultérieurs, il a été laissé en l'état et complété dans un focus, qui débute en page 40, sur un point : les évolutions à l'oeuvre dans l'Union européenne.

progressif de la Chine vers son marché intérieur. Cette situation s'inscrit dans une tendance de long terme de ralentissement général de la hausse de la productivité du travail qui obère les conditions de rentabilité du capital et favorise ainsi la financiarisation, ce qui a pu faire dire à certains économistes que nous étions entrés dans une « stagnation séculaire ».

Si en Europe, le rachat de dettes souveraines par la BCE a permis d'éviter l'éclatement de la zone euro, les mesures prises sont revenues à distribuer de l'argent aux banques en espérant que celles-ci aient un refinancement plus aisé lorsqu'elles prêtent aux entreprises et aux ménages afin de relancer l'activité économique. Mais pourquoi les entreprises auraient-elles investi alors que la demande publique ou privée est anémiée par les politiques d'austérité et que l'activité économique stagne ? L'injection massive de liquidités a abouti à une situation que les économistes nomment « trappe à liquidité », dans laquelle la politique monétaire devient peu ou pas opérante. Faute de demande, la monnaie de la BCE a eu très peu d'effet sur la politique de crédit des banques et les liquidités ont été en partie conservées sur les comptes des banques à la BCE - et ce malgré un taux de dépôt négatif - pour faire face à des coups durs.

L'inflation du prix des actifs financiers et la forte croissance de l'endettement des entreprises a montré que l'argent mis à disposition par la BCE est aussi allé nourrir une nouvelle bulle financière, les banques se mettant à prêter pour les usages financiers des institutions financières ou des grandes entreprises. Le très faible niveau des taux d'intérêt a poussé à l'endettement des entreprises à la fois pour des raisons spéculatives (rachat d'actions), pour verser des dividendes confortables à leurs actionnaires et, pour les plus fragiles d'entre elles, pour pouvoir continuer leur activités (entreprises zombies). Il s'en est résulté un accroissement considérable de l'endettement des entreprises qui sont placées devant une contrainte permanente de solvabilité.

Les banques de l'Union européenne regorgent aujourd'hui de créances douteuses. Ce sont soit des prêts qui ont un retard de paiement conséquent - l'Autorité bancaire européenne l'a fixé à 90 jours -, soit qui ne seront probablement jamais remboursés. La banque doit donc les provisionner, ce qui peut lui poser problème. La part des « prêts non performants » peut à première vue apparaître modeste. Elle ne concerne que 4,9 % des crédits

émis dans la zone euro. Mais cela correspond à un montant de 730 milliards d'euros, dont une partie non négligeable, 395 milliards d'euros, n'a pas été provisionnée<sup>70</sup>, ce qui signifie que les banques sont ainsi très fragilisées. Cette situation est d'autant plus inquiétante qu'elle peut concerner des banques systémiques, c'est-à-dire des banques dont les difficultés peuvent mettre en danger le système financier dans son ensemble par ses liens avec d'autres établissements financiers. Comme l'indiquent les économistes du CEPII, « Les banques systémiques en zone euro sont ainsi en moyenne moins capitalisées que les autres, alors qu'elles devraient l'être davantage vu le risque qu'elles font courir au système<sup>71</sup>», et ce malgré les réformes prudentielles qui ont suivi la crise de 2008. Ces réformes ont certes accru les exigences de liquidité et de fonds propres pour les banques, mais ont épargné la finance de l'ombre, le *Shadow banking*, qui lui est structurellement liée. Les difficultés d'un établissement financier du *Shadow Banking* pourraient ainsi se transmettre aux banques. Et en Europe, le lobbying bancaire a fait échouer le projet de séparation des banques d'affaires et des banques de dépôt.

Ce scénario est d'autant plus possible qu'une des solutions préconisées par les institutions européennes pour résoudre le problème des créances douteuses est de favoriser leur titrisation, ce que qu'encourage la directive « STS » de décembre 2017. Il s'agit de transformer des prêts hasardeux en actifs financiers échangeables sur le marché en passant par un « véhicule » appartenant au *Shadow Banking*, juridiquement indépendant de la banque. Double avantage pour cette dernière : elle transfère le risque sur d'autres entités et n'a donc plus besoin de provisionner. Rappelons qu'en 2007, la crise des *subprimes*, élément déclencheur d'une des plus graves crises financières mondiales, trouve son origine dans un processus de ce type.

## Les ressorts de la récession

La crise sanitaire s'attaque donc à un corps économique déjà malade et est en train de provoquer un double choc. Un choc d'offre d'abord dû aux arrêts de la production de plus dans une situation où l'éclatement des chaînes de

---

<sup>70</sup> Céline Antonin, Sandrine Levasseur, Vincent Touzé, *L'union bancaire face au défi des prêts non « performants »*, revue de l'OFCE, 2018.

<sup>71</sup> Jézabel Couppey-Soubeyran, Thomas Renault, *10 ans après la faillite de Lehman Brothers, le risque systémique a-t-il baissé ?*, La lettre du CEPII, septembre 2018, [http://www.cepii.fr/PDF\\_PUB/lettre/2018/let391.pdf](http://www.cepii.fr/PDF_PUB/lettre/2018/let391.pdf).

production entre de nombreux pays est un élément de fragilisation extrême car il suffit qu'une seule pièce manque pour bloquer le processus de fabrication d'un produit. Les entreprises étant aujourd'hui insérées dans des chaînes de production mondiales, si l'une d'entre elles ferme, c'est la chaîne entière qui doit s'arrêter. Un choc de demande ensuite dû à la fois au confinement des personnes, à une consommation qui se réduit à l'essentiel, à un pouvoir d'achat des salarié.es en baisse avec le développement du chômage qu'il soit partiel ou non, sans même évoquer la probable hausse de l'épargne de précaution pour se prémunir face à un avenir incertain.

Choc de demande et choc d'offre ne sont d'ailleurs pas indépendants l'un de l'autre. Ils rebondissent l'un sur l'autre et peuvent s'entretenir l'un, l'autre. Un choc d'offre signifie d'une façon ou d'une autre une baisse des capacités productives des entreprises qui soit ont dû réduire ou arrêter leur production avec le confinement, soit risquent de faire faillite. Elles vont donc licencier, ce qui augmentera le chômage et aura des conséquences sur la demande. Mais cette chute de la demande rebondira sur l'offre car elle incitera les entreprises à ne pas investir et/ou à produire moins. La récession s'annonce donc et elle sera sévère. Toute la question est de savoir si elle se transformera en dépression longue, déflation à l'appui. Les mésaventures du prix du pétrole américain, le WTI (West Texas Intermediate), devenu négatif en est l'illustration. Il s'agit d'un produit dérivé dont le contrat à terme arrivait à échéance et dont le prix s'est effondré pour cause d'une telle surproduction que les vendeurs ont dû payer pour pouvoir en être débarrassés faute de pouvoir stocker les barils de pétrole correspondants<sup>72</sup>.

En France, selon une estimation publiée le 8 avril par la Banque de France, le PIB s'est effondré d'environ 6 % au premier trimestre 2020. Elle estime que chaque quinzaine de confinement entraîne un recul de 1,5 % du PIB sur un an et le gouvernement prévoit maintenant un recul de 8 % du PIB en 2020, à comparer avec les 2,6 % de la récession de 2009 suite à la crise financière. L'INSEE estime l'impact d'un mois de confinement à -35 % sur la consommation des ménages. De plus, comme le note l'OFCE<sup>73</sup> dans une

---

<sup>72</sup> Voir Martine Orange, Le pétrole en signe avant-coureur de la déflation qui menace, <https://www.mediapart.fr/journal/international/210420/le-petrole-en-signes-avant-coureur-de-la-deflation-qui-menace?onglet=full> et Jean-Marie Harribey, La vie au ralenti, journal d'un confiné (37) : Le signal-prix ne signale plus rien, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2020/04/22/la-vie-au-ralenti-journal-d-un-confine-37-le-signal-prix-ne-signale-plus-rien>.

<sup>73</sup> <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/pbrief/2020/OFCEpbrief65.pdf>

étude du 30 mars, un certain nombre de facteurs peuvent, ou pas, aggraver la situation : « la perte de productivité en cas de télétravail prolongé ; l'épuisement des stocks de produits critiques nécessaires à la production et donc une amplification de la rupture des chaînes de valeurs ; un durcissement des mesures de confinement (à l'inverse un assouplissement pourrait atténuer l'impact) ; les risques financiers et bancaires ainsi que des effets de stock sur les bilans (trésorerie, carnets de commande, prime de risque), en particulier des acteurs privés et donc la multiplication de faillites ».

Au moment où ces lignes sont écrites plus de 10 millions de personnes sont en chômage partiel et voient donc leurs revenus amputés, ce qui pour les bas salaires peut avoir des conséquences dramatiques. De plus, l'OFCE, dans une note du 22 avril<sup>74</sup>, indique que « Les destructions d'emplois se concentrent dès lors massivement sur les salariés les moins protégés : ceux en transition entre deux emplois et ceux en contrats de travail à durée très courte (CDD de moins d'un mois, missions d'intérim) » et pourraient se monter à 460 000 personnes au premier mois du confinement.

## Les réponses des classes dirigeantes

Dans les pays riches, les gouvernements ont tous pris des mesures similaires dont la logique est d'éviter l'effondrement du revenu des ménages et soutenir les entreprises pour empêcher que l'arrêt de l'économie dû à la crise sanitaire provoque des faillites en chaîne. En France, ce sont des reports du paiement des cotisations sociales patronales, leur annulation pour les cafés, hôtels et restaurants, la prise en charge du chômage partiel, un versement exceptionnel pour les allocataires de minima sociaux (RSA et ASS), une augmentation du fonds de solidarité pour les indépendants, des crédits pour aider les entreprises dites « stratégiques », etc.

En tout 110 milliards d'euros auxquels il faut ajouter 300 milliards d'euros pour la garantie des prêts bancaires aux entreprises afin qu'elles puissent faire face à leurs problèmes de trésorerie. L'État garantit les prêts bancaires pour que les banques acceptent de prêter aux entreprises afin d'éviter que celles-ci ne fassent faillite et ne puissent pas rembourser des emprunts

---

<sup>74</sup> Bruno Ducoudré, *Le recours au chômage partiel dans la crise*, <https://www.ofce.sciences-po.fr/blog/le-recours-au-chomage-partiel-dans-la-crise/>.

contractés avant la crise, ce qui pourrait provoquer en retour une crise bancaire.

Non seulement donc les dépenses publiques pour faire face à la crise vont augmenter, mais les recettes fiscales et sociales vont mécaniquement diminuer suite à la récession. Avec le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu, la baisse des recettes sera immédiate. Les recettes de la TVA vont diminuer suite à la baisse de la consommation due au confinement ainsi que celles de la TICPE. Le déficit public devrait atteindre 9 % du PIB et la dette publique 115 % du PIB. Et encore ces chiffres sont basés sur l'hypothèse d'une stabilisation de la situation actuelle.

Dans cette situation qui touche tous les pays européens, un tabou majeur est tombé. Pour la première fois, la Commission européenne, « gardienne des traités » a accepté de suspendre le pacte de stabilité afin de répondre à la crise. Cela n'avait pas été le cas lors de la crise financière. Cependant le plan d'aide mis en œuvre au niveau européen condense les contradictions d'une Union européenne qui se refuse à rompre avec les marchés financiers. Il comporte trois volets. La Banque européenne d'investissement (BEI) pourra accorder 200 milliards d'euros de prêts aux entreprises grâce à une garantie des États de 25 milliards. Cette mesure n'a pas fait l'objet d'affrontement entre les pays européens. De même, second volet, les États vont apporter 25 milliards d'euros de garanties pour que la Commission puisse emprunter 100 milliards d'euros pour financer le chômage partiel. Les Pays-Bas, qui y étaient opposés, ont obtenu que cela soit temporaire. Mais c'est le troisième volet qui a posé le plus de problèmes, le recours au Mécanisme européen de solidarité (MES), fonds créé en 2012 au moment de la crise de la zone euro.

Le MES est doté de 410 milliards d'euro et peut prêter aux États à condition que ces derniers se soumettent à des plans d'austérité drastique visant à réduire les dépenses publiques et à des réformes dites structurelles visant à remettre en cause le droit du travail et la protection sociale. Un certain nombre de pays - Pays-Bas, Finlande, Autriche, l'Allemagne étant sur une position plus en retrait – voulaient que ces « conditionnalités » soient appliquées lors de la crise actuelle, position refusée par les pays du Sud et par la France. Le compromis final indique que seules « les dépenses, directes et indirectes, de santé et de prévention liées au Covid-19 » ne

seront pas assorties de conditionnalités. Par contre, elles devront accompagner tout emprunt au MES pour soutenir l'activité économique. De plus, un pays ne pourra pas emprunter au MES plus de 2 % de son PIB, soit 36 milliards d'euros pour l'Italie et 50 milliards pour la France, des sommes nettement insuffisantes pour faire face à la situation actuelle.

L'effondrement des Bourses illustre une fois de plus le comportement mimétique des acteurs de la finance, mais un krach boursier n'est dangereux que s'il est le détonateur d'une crise financière. L'intervention de la BCE vise, entre autres choses à l'éviter. La BCE, qui avait déjà injecté près de 2600 milliards d'euros sur les marchés entre mars 2015 et décembre 2018, a repris sa politique d'achats massifs de titres privés et publics, plus de 1000 milliards d'ici la fin 2020. Son objectif est de faciliter le financement des entreprises, surtout d'ailleurs des grandes entreprises qui sont en capacité d'émettre des obligations, et de garantir aux banques la liquidité des titres publics, permettant ainsi que les taux d'intérêt auxquels les États empruntent n'explorent pas et ne divergent pas trop. Cependant, ces achats se font sur le marché secondaire. La BCE se refuse toujours à financer directement les États qui continuent à être obligés d'emprunter sur les marchés financiers. Elle a d'autre part prévu de prêter 3000 milliards d'euros aux banques à un taux d'intérêt négatif pouvant aller jusqu'à - 0,75 %. L'objectif affiché est d'encourager ainsi les banques à prêter de l'argent notamment en assouplissant les garanties demandées dans le cas des petites entreprises, travailleurs indépendants et particuliers.

Deux questions se posent face à toutes ces mesures. La première est celle de leur efficacité, la seconde celle de leur objectif final. Ces mesures visent à répondre à une situation de crise. Leur efficacité dépendra pour beaucoup de l'évolution de la crise sanitaire et du confinement. Les économistes envisagent en général trois scénarios de sortie de crise : un rebond rapide qui efface la crise, scénario en V ; un rebond rapide suivi d'une rechute, scénario en W ; une crise prolongée suivi d'un éventuel rebond, scénario en U. Il est aujourd'hui très difficile de savoir lequel se produira, même si le premier paraît le moins probable.

Mais surtout la sortie de crise dépendra de l'objectif recherché. Or, pour le moment, tout semble indiquer que les classes dirigeantes n'ont pour

objectif que de redémarrer comme avant<sup>75</sup>. Ainsi par exemple le gouvernement français vient de décider de consacrer 20 milliards d'euros, en plus des 4 milliards déjà prévus, pour sauver de grandes entreprises dites « stratégiques », comme Renault, Air France ou Vallourec, sans exiger la moindre contrepartie en matière sociale et écologique. De plus, les grandes entreprises en France, comme au niveau européen pratiquent un lobbying acharné pour que les objectifs de réduction d'émission de CO2 soient abandonnés. *Business Europe*, qui regroupe les grandes entreprises européennes vient d'ailleurs d'obtenir le report de plusieurs mesures, pourtant modestes, contenues dans le *Green Deal* de la Commission. Or non seulement un simple redémarrage reviendrait dans le meilleur des cas à une situation antérieure qui était elle-même bien dégradée, mais cela obérerait toute transformation écologique et sociale.

De plus, le débat autour de l'emploi des ressources du MES montre que la question du traitement des déficits publics et de la dette publique va revenir au premier plan comme cela avait été le cas après la récession de 2009. Le risque de mise en œuvre de plans d'austérité ne peut être exclu surtout si les dettes publiques de certains pays font l'objet d'attaques spéculatives de la part des acteurs financiers. L'Union européenne serait alors plongée dans une crise à côté de laquelle celle qui a suivi la crise financière apparaîtrait comme bénigne. Si tel était le cas, un éclatement de la zone euro ne pourrait pas être écarté.

## Où va la mondialisation néolibérale ?

Au-delà même du fait que le mode développement induit par le capitalisme productiviste, en détruisant la biodiversité favorise la transmission des agents pathogènes, la mondialisation néolibérale a joué un triple rôle dans la crise actuelle. Tout d'abord, elle a accéléré considérablement la diffusion du virus par des échanges de toutes sortes. Ensuite, les délocalisations opérées par les multinationales dans les pays à bas salaires et aux droits sociaux réduits, combinées à la logique du « zéro stock » et des flux tendus ont entraîné une dépendance vis-à-vis de quelques pays devenus les « ateliers du monde », en particulier la Chine. Enfin, la fragilité des chaînes de valeur mondiales a éclaté au grand jour aggravant encore les

---

<sup>75</sup> Voir Romaric Godin, <https://www.mediapart.fr/journal/france/200420/la-politique-economique-du-gouvernement-vise-surtout-sauver-le-vieux-monde>.

conséquences du confinement. Cette situation va-t-elle remettre en cause la globalisation du capital qui a accompagné l'installation du néolibéralisme<sup>76</sup> ?

Tout d'abord, il faut souligner que la mondialisation a surtout pris la forme d'une division entre trois grandes zones économiques, chacune avec leur périphérie propre : l'Amérique du nord, l'Europe et l'Asie. Ainsi, les importations françaises de biens intermédiaires proviennent à 66 % de l'Union européenne contre 9,3 % des États-Unis et 5,1 % de Chine. Les chaînes de valeur sont donc largement régionales. C'est le cas d'ailleurs des entreprises françaises qui sont intégrées dans des chaînes de valeur pour beaucoup agencées au niveau européen. Cependant même si les chaînes de fabrication sont organisées pour l'essentiel au niveau régional, il suffit qu'un seul produit fabriqué ailleurs, par exemple en Chine, manque pour que la chaîne s'arrête. De plus, la crise sanitaire a mis en évidence la dépendance sur des produits sensibles vis-à-vis de quelques pays devenus les « ateliers du monde », en particulier la Chine. Ainsi, la pénurie de médicaments apparue bien avant la crise du coronavirus s'explique en partie par la concentration de la fabrication de l'essentiel des molécules en Inde et en Chine.

La globalisation, commencée à la fin des années 1990, avait connu une phase ascendante jusqu'à la crise financière de 2007-2008, globalisation favorisée à la fois par les accords de libre-échange, la montée de la Chine comme « usine du monde », la baisse importante des coûts de communication et les stratégies de délocalisation des multinationales avec l'éclatement des chaînes de production. La structure du commerce mondial en a été bouleversée avec des échanges intra-firmes qui représentent plus de la moitié du commerce entre les pays de l'OCDE et un tiers du commerce mondial, les exportations mondiales augmentant plus vite que la production industrielle. La crise financière marque une première rupture. Depuis ce moment les exportations mondiales progressent à peu près au même rythme que la production industrielle. Cependant cette rupture doit être relativisée. Elle tient essentiellement au rééquilibrage chinois en faveur de la demande interne, le taux d'ouverture<sup>77</sup> des autres régions du monde

---

<sup>76</sup> L'essentiel des données de cette partie est issu des articles de Guillaume Gaulier et Vincent Vicard, *Le Covid-19, un coup d'arrêt à la mondialisation ?*, <http://www2.cepii.fr/BLOG/bi/post.asp?IDcommunique=806>, <http://www.cepii.fr/BLOG/bi/post.asp?IDcommunique=805>.

<sup>77</sup> Le taux d'ouverture d'un pays est mesuré par le ratio exportations/production industrielle.

ayant progressé de 10 % depuis 2010. Malgré les fortes tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis, on ne peut donc parler d'un retournement, et encore moins d'une fin, de la mondialisation néolibérale.

Quelles vont être les conséquences qui seront tirées de la crise sanitaire ? Il faut ici distinguer ce qui relève des États et ce qui relève des firmes. La dépendance vis-à-vis de la Chine qui s'est manifestée lors de cette crise sur toute une série de produits essentiels, comme le matériel médical ou les médicaments va probablement entraîner un changement d'attitude de la part des États, au moins dans les pays riches, qui vont devoir prendre en compte les risques systémiques et les anticiper. Il est donc vraisemblable que des relocalisations partielles d'activité dans un certain nombre de secteurs considérés comme « stratégiques » soient effectuées. Cependant il est peu probable que l'on assiste spontanément à une transformation radicale du comportement des grands groupes et ce pour deux raisons. La première tient évidemment au fait que ces derniers optimisent en permanence leur coûts et qu'on ne voit pas pourquoi ils renonceraient aux avantages que leur procurent les pays à bas salaires et pourvu d'un droit du travail et de protections de l'environnement lacunaires. La seconde raison tient au caractère mondial de la crise sanitaire. Tous les pays étant touchés par les mesures de confinement, de toute façon la production aurait été touchée de la même façon quelle que soit l'organisation des chaînes de production. On peut par contre penser que les grands groupes en tireront quelques enseignements, notamment en remettant en partie en cause l'organisation en flux tendu en constituant des stocks permettant de mieux résister aux chocs.

## **Conclusion provisoire**

Comme lors de la crise financière de 2007-2008, les déclarations sur le mode « rien ne sera plus comme avant » se multiplient, Emmanuel Macron en étant un exemple édifiant. On sait ce qu'il en est devenu ensuite. Trois voies possibles aujourd'hui. La première est celle qui vise à retrouver le plus rapidement possible les fondamentaux du néolibéralisme. Elle se traduirait par la mise en œuvre de plans d'austérité au motif qu'il faudrait réduire la dette publique, par une remise en cause encore plus importante du droit du travail et des impératifs écologiques au prétexte de faire face à l'effondrement de la production et par une relance du processus de

marchandisation et privatisation. C'est la petite musique déjà portée par le patronat, par certains responsables de droite et de la macronie ainsi que par une partie de l'appareil administratif comme le montre la note de la Caisse des dépôts sur l'hôpital. La seconde consiste en un aménagement à la marge du système avec la relocalisation de certaines activités de production avec des plans de relance limités pour éviter la transformation de la récession en dépression longue. Ces deux voies ne sont pas d'ailleurs contradictoires et elles auront en commun la volonté d'apporter des aides massives aux entreprises et dans les deux cas, le modèle productiviste et consumériste ne serait pas remis cause.

La troisième voie serait celle d'une bifurcation de la société qui s'engagerait résolument dans la transition écologique et sociale. Elle a pour elle l'ampleur du choc dans l'opinion qui peut transformer en profondeur les états d'esprit. Mais ce choc peut aussi pousser vers un repli nationaliste et sécuritaire. Dans cette situation, au-delà de la nécessité d'avancer des exigences immédiates qui répondent aux urgences de la situation et de favoriser tout ce qui peut permettre l'expression des mobilisations sociales et citoyennes, c'est *in fine*, sur le terrain proprement politique, et donc électoral, que se jouera l'avenir.

## FOCUS / Europe, les tabous tombent-ils ?<sup>78</sup>

La réponse à la récession économique due à la crise sanitaire a exacerbé les contradictions au sein de l'Union européenne entre d'une part les pays pour qui la priorité est de revenir le plus rapidement possible au fonctionnement habituel de l'Union avec une application stricte des règles et d'autre part ceux pour qui la crise actuelle nécessite de prendre des mesures inhabituelles. D'un côté notamment, l'Autriche, les Pays-Bas, la Finlande, le Danemark soutenus *mezzo voce* par l'Allemagne, de l'autre les pays du Sud, mais aussi l'Irlande et la France. Les sommets européens avaient abouti à un compromis d'autant plus provisoire que les mesures prises s'avéraient de toute façon insuffisantes pour faire face à la situation (voir plus haut).

Un jugement de la Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe allait bouleverser la situation<sup>79</sup>. Pour résumer, les juges reprochent à la BCE de ne pas avoir suffisamment justifié en quoi sa décision d'acheter des titres souverains était proportionnée à l'exercice du mandat, du seul mandat, conféré à la BCE par les Traités : assurer la stabilité des prix en zone euro, soit, selon l'interprétation de la BCE et la formule consacrée, maintenir « un taux d'inflation proche mais en dessous de 2 % ». Aussi lancent-ils un véritable ultimatum à la BCE : « Si le Conseil des gouverneurs n'adopte pas une nouvelle décision démontrant de façon substantielle et compréhensible que les objectifs de politiques monétaires poursuivis par le PSPP (le programme d'achat de titres souverains) ne sont pas disproportionnés par rapport aux effets économiques et budgétaires qui en découlent, la Bundesbank ne pourra plus participer à la mise en place et à l'exécution du programme ». La BCE a ainsi trois mois pour obtempérer, faute de quoi la Bundesbank devrait cesser les achats d'actifs auxquels elle procède pour la BCE.

C'est donc la politique monétaire de la BCE qui est directement remise en cause et avec elle l'avenir de l'euro. Sans les achats des titres publics par la BCE, les États seraient soumis à la spéculation sur leur dette publique et les taux d'intérêts auxquels ils empruntent augmenteraient et divergeraient de plus en plus. L'éclatement de zone euro serait au bout de ce processus

---

<sup>78</sup> Ce focus a été rédigé avant les propositions du plan de relance de la Commission européenne, fin mai 2020.

<sup>79</sup> Pour une analyse de cet arrêt, voir Pierre Khalfa et Jacques Rigaudiat, *Les fourmis contre les cigales : la revanche de la Cour constitutionnelle allemande*, <http://www.regards.fr/monde/article/les-fourmis-contre-les-cigales-la-revanche-de-la-cour-constitutionnelle>.

comme cela avait failli se produire dans les années qui ont suivi la crise financière de 2007-2008 avant que la BCE intervienne en achetant massivement des titres publics sur le marché secondaire.

La réaction du gouvernement allemand à cet arrêt est une évolution majeure par rapport à la situation antérieure. Jusque-là, l'Allemagne refusait par principe tout mécanisme de solidarité financière entre les États. Elle refusait ainsi l'émission d'*eurobonds* qui aurait permis, une mutualisation, non pas des dettes publiques, mais des taux d'intérêt auxquels les États empruntent. La création d'*eurobonds* n'était pourtant pas une solution miracle car elle laissait toujours la dette publique sous l'emprise des marchés financiers et de plus les États auraient dû de toute façon payer la charge d'une dette qui aurait augmenté régulièrement, même si aujourd'hui les taux d'intérêt sont très faibles, voire négatifs pour certains pays. Pourtant même cette solution était refusée par l'Allemagne.

La proposition « Macron-Merkel » change notablement la donne. Il s'agit d'un plan de relance européen de 500 milliards d'euros pour aider les pays, régions et secteurs économiques les plus touchés par la pandémie. Cette somme devrait être financée par un emprunt européen levé par la Commission. Elle serait ensuite répartie suivant les besoins. Il s'agirait donc de subventions et non de prêts. Le remboursement serait donc mutualisé au niveau européen. Pour la première fois donc, l'Allemagne accepte un mécanisme de solidarité financière au niveau européen. C'est un tabou qui tombe.

Mais plusieurs inconnues demeurent. D'abord sur la proposition elle-même. Quels seront les critères mis en avant pour accorder ces subventions ? Seront-elles basées sur la rentabilité financière future ou sur des critères sociaux et écologiques ? De plus, il faut remarquer que la somme envisagée représente moins de 3 % du PIB européen. Il est douteux que cela soit suffisant pour absorber le choc subi par l'économie européenne. Comment se passera le remboursement de l'emprunt ? S'il passe par le budget européen, le risque est de reprendre d'une main ce qui aura été donné de l'autre. Il faudrait donc pour opérer ce remboursement mettre en place des instruments fiscaux au niveau européen comme par exemple une taxe sur les transactions financières, ce qui serait une innovation majeure.

A moins qu'un autre tabou ne tombe, celui du rôle de la BCE. En effet, au lieu d'emprunter sur les marchés financiers, il serait possible que la

Commission émette des obligations perpétuelles à taux nul qui seraient achetées par la BCE. Cette dernière, contrairement aux banques commerciales - qu'elles soient privées ou publiques, peu importe ici - n'a de contrainte ni de capital ni de rentabilité. Elle a un pouvoir illimité de création monétaire. Elle crée *ex nihilo* de la monnaie et elle peut le faire tant que les citoyen·nes continuent à accorder leur confiance à la monnaie en question - dans le cas de la zone euro, tant que cette dernière n'est pas menacée d'un éclatement imminent ou que l'hyperinflation relève d'un passé révolu - et tant que le système productif est à même de produire les biens et services nécessaires. C'est ainsi qu'elle a suite à la crise financière de 2007-2008 inondé les marchés financiers de liquidités, son bilan passant d'environ 10 % du PIB de la zone euro en 2004 à 42 % en janvier 2019.

Si cette solution était adoptée, elle pourrait être un premier pas vers l'annulation des dettes publiques. En effet, suite à sa politique d'achat de titres publics, la BCE, par l'intermédiaire des banques centrales nationales, détient un pourcentage important des dettes publiques des États membres de la zone euro. Elle pourrait sans dommage aucun décider de les annuler d'une façon ou d'une autre, par exemple en transformant ces titres en obligations perpétuelles à taux nul. L'idéal serait d'ailleurs que la BCE rachète l'ensemble des dettes publiques et les annule d'une façon ou d'une autre. Évidemment, cela suppose, et c'est le problème majeur, un accord politique au sein de la zone euro. Certes le fonctionnement de la BCE ne requiert pas l'unanimité au sein du Conseil des gouverneurs. C'est ce qui a permis la mise en œuvre d'une politique monétaire « non conventionnelle » face à la menace d'éclatement de la zone euro suite à la crise financière de 2007-2008. Il s'agit donc d'une décision avant tout politique.

Et c'est bien une décision politique que les États devront prendre s'ils veulent valider la proposition franco-allemande car rien ne dit qu'elle fasse consensus. L'Allemagne vient de lâcher ses alliés traditionnels qui refusaient avec elle tout mécanisme européen de solidarité. A cette étape, rien ne dit que ce plan sera adopté tel quel et notamment le mécanisme de subventions. La crise de l'Union européenne est donc loin d'être terminée.

# Le capitalisme vert est incapable de répondre à la crise

Par **PATRICK FARBIANZ**

La crise sanitaire est d'abord une crise sociale écologique. Ses origines sont connues : Le coronavirus est une zoonose, une maladie qui opère par la transmission à l'homme d'un virus transmis par une bête sauvage vendue sur un marché semi légal de Wuhan. La destruction des habitations animales par l'homme, la déforestation, les progrès de l'urbanisation à marche forcée, la mondialisation des transports ont permis le développement accéléré de la pandémie. F. Engels, expliquait dès 1876 dans «Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme », un texte aussi prémonitoire qu'ambiguë puisqu'il se félicitait de la maîtrise de la nature par l'homme (et non par le capitalisme) : « *Seul l'homme est parvenu à imprimer son sceau à la nature, non seulement en déplaçant le monde végétal et animal, mais aussi en transformant l'aspect, le climat de son habitat, voire les plantes et les animaux, et cela à un point tel que les conséquences de son activité ne peuvent disparaître qu'avec le dépérissement général de la terre* ». Le coronavirus transmis par le pangolin est une parfaite illustration de ce désastre du temps du Capitalocène.

Le coronavirus n'est pas le premier exemple de cette accélération du rythme des fléaux qui sont engendrés par le dérèglement des équilibres écologiques - les incendies en 2019, de l'Australie à l'Amazonie, sont là pour en témoigner. Il ne sera pas le dernier car le Coronavirus, nous en faisons l'hypothèse, a été à l'échelle de la planète, une répétition générale avant la mère des batailles, la crise climatique.

Le Covid-19 est *a minima* un avertissement. Dans les deux cas, la logique d'accumulation pour le maximum de profit à court terme rend le système capitaliste incapable d'empêcher une catastrophe annoncée. Dans les deux cas, les gouvernements oscillent entre le déni et l'inadéquation de politiques conçues prioritairement en fonction du profit, pas des besoins des populations. Le danger climatique est infiniment plus global et plus grave. Mais dans les deux cas, le capitalisme par son court termisme est un capitalisme du désastre qui met en danger la communauté humaine. La méthode pour le combattre, le confinement, a en elle-même, illustré ce que disent les écologistes sur la fragilité de nos sociétés, les risques d'effondrement, les limites du modèle croissanciste.

Les discours sur le « jour d'après » ont donc fait florès appelant à ne pas redémarrer sur les bases d'une croissance productiviste. Comment orienter vers un mode de production et de consommation fondé sur les besoins et non sur le profit ? Comment réfléchir à de nouveaux indicateurs de richesse basés sur autre chose que le PIB ? Comment dans une société de post-croissance organise-t-on la décroissance choisie et non subie ? Mais si en général, ces appels et tribunes font de bons diagnostics et posent de bonnes questions, celles et ceux qui se réclament de l'écologie politique n'ont pas les mêmes réponses. Les écologistes - mais c'était vrai historiquement pour le courant républicain puis pour le courant socialiste ou communiste - font partis d'un écosystème politique complexe et divers. On y trouve des écologies, de droite, de gauche, d'accompagnement du capitalisme, des écologies autoritaires et des éco-fascismes, des écologies dites profondes ou de conservation, des écologies de rupture et de transformation, elles-mêmes segmentées. Les écologies politiques ont donc eu des réponses différentes durant la crise, traçant des avenir possibles mais distincts sinon opposés. D'un point de vue stratégique, le Grand Confinement aura donc aussi été une répétition générale pour les écologies politiques.

On peut ainsi distinguer :

→ **La réponse incantatoire de l'écologie mainstream et hors sol, d'accompagnement du capitalisme vert** qui en exposant des principes généraux et généreux veut réconcilier l'inconciliable. L'anaphore de Nicolas Hulot sur le thème « Le temps est venu de ... » en est la caricature mais beaucoup d'appels de personnalités, d'artistes, voire de politiques

situés à gauche vont dans le même sens. Il s'agit de démontrer le caractère incontournable des questions posées par l'écologie tout en suppliant les grandes entreprises, le pouvoir, les citoyens de se serrer les coudes pour changer la donne. Mais en refusant d'assumer l'affrontement avec ses adversaires, cette écologie là en dépolitise les enjeux. **Or la crise du Coronavirus a montré que la lutte de classes - ou plutôt au sens de Bruno Latour, la lutte des « classes géo-sociales » - traverse l'écologie politique.** Les inégalités sociales, écologiques et territoriales n'ont jamais été aussi profondes. En France, le territoire qui a payé le plus cher est la Seine -St -Denis, département le plus pauvre de France, un des plus pollués, là où les foyers de migrants sont les plus nombreux, là où le logement est le plus dégradé, là où le précarité et les bas salaires sont la règle... Ce sont les derniers et d'abord les dernières de corvée qui ont sauvé les vies : aides-soignantes, infirmières, caissières, éboueurs, travailleuses du nettoyage... Ce sont elles et eux qui ont payé de leur santé et parfois de leur vie leur engagement. Elles et eux ne pouvaient ni se délocaliser dans le télé travail, ni fuir dans leurs maisons de campagne. Ceux qui continuent à déclamer des principes écologiques abstraits sont déqualifiés. L'entraide, la solidarité populaire, la coopération, la mutualisation des moyens ont été portées non par les experts de l'écologie d'en haut mais par celles et ceux qui ont construits des solidarités par en bas.

→ **La réponse réelle des partisans de la croissance verte** : ceux-ci qui se confondent parfois avec les précédents sont réunis dans de multiples cercles patronaux ou d'économistes ou de Think Thank misent sur un New Green Deal européen pour relancer la croissance. Ils s'appuient sur l'écologie mainstream pour construire une alternative aux entreprises du capital carboné. Les Verts allemands notamment sont à la manœuvre comme les Verts autrichiens, déjà au pouvoir avec le chancelier Kurtz, le néoconservateur naguère allié aux néo fascistes. En France une partie des macronistes se verraient bien piloter cette politique en liaison avec tout ou partie d'EELV. Ce qui est intéressant dans les cas autrichiens, suédois, allemands et même français<sup>80</sup>, c'est que là où des écologistes sont impliqués dans des politiques réelles, cela ne change strictement

---

<sup>80</sup> En France avec le lobbyisme écolo libéral de Dany Cohn Bendit, Pascal Canfin ou du groupe parlementaire Ecologie- Démocratie-Solidarité qui réunit les macronistes de l'extérieur.

rien à l'orientation des politiques économiques suivies. Dans tous ces cas, ils mettent en musique le greenwashing du parti du PIB.

→ **La réponse éco-autoritariste.** Le confinement lui-même est une expérience de bureaucratie autoritaire qui vise à discipliner les corps et les esprits. Si personne ne se revendique explicitement de cette écologie-là, certains, notamment dans les rangs des collapsologues ou des décroissants, ont pu voir dans cette crise la possibilité de développer un régime permettant d'imposer face aux menaces climatiques et écologiques, leur vision apocalyptique. Cette répétition générale de l'effondrement, si elle accentue la crédibilité de leurs prophéties auto-réalisatrices, ne débouche pas sur la résilience mais soit sur un survivalisme où chacun est tenté de défendre son territoire sans tenir compte de l'intérêt général, soit sur un Etat qui en exaltant l'hygiénisme et le contrôle social, organise le rationnement, impose des mesures autoritaires pour contrôler les flux de population, limite les libertés démocratiques et met fin à ce que ces néomalthusiens considèrent comme le « surpeuplement » de la Terre. Ce courant a toujours existé chez les écologistes même s'il n'est pas politiquement assumé<sup>81</sup>. Là aussi l'état d'urgence sanitaire est un avant-goût de l'exception climatique.

→ **La réponse expertocratique et scientifique :** Dans la première phase du confinement, le pouvoir politique s'est dissimulé derrière les scientifiques et les experts. Comme si ce pouvoir pouvait remplacer la décision politique. Or si les experts sont divisés sur l'évaluation d'un virus qu'ils ne connaissaient pas, ils ont un point de vue uniquement construit autour de leur discipline. Instrumentaliser des scientifiques en leur faisant croire qu'ils ont le pouvoir de décider au nom de la Science ce qui est bon pour la société permettait de dédouaner les dirigeants d'un Etat néo libéral, qui ont cassé les reins à la Recherche dans tous les domaines et qui se réfugient maintenant dans un scientisme magnifié et célébré dans les Chaines d'Info et sur les réseaux sociaux. La lutte entre le Professeur Raoult et Jérôme Salomon, le représentant de la DGS, a illustré cet affrontement entre les « anti systèmes » et le pouvoir. On a pu voir Cédric Villani, l'ex-député LREM, cofondateur du groupe parlementaire « Ecologie-Démocratie-Solidarité », se féliciter ainsi de l'émergence d'une écologie de la science, fixant son agenda et ses

---

<sup>81</sup> Sauf peut-être dans le cas d'Yves Cochet, ancien député et ministre Vert, animateur de l'Institut Momentum

orientations à l'Etat et à la société. Ce retour du scientisme est bien connu dans les milieux de la lutte contre le dérèglement climatique. Faute d'imposer des mesures comme l'arrêt de toutes subventions aux entreprises carbonées, les dirigeants, incapables en temps et en heure d'avoir pris des décisions adaptées ont recours à une fuite en avant dans la géo-ingénierie ou dans le nucléaire, censés régler par le recours aux technologies des problèmes profondément sociaux politiques.

Mentionnons aussi les réponses des forces de gauche traditionnelles qui tout en commençant à écologiser leur discours, ont souvent essayé de l'adapter à leur mantra néo-keynésien qui rejoignait peu ou prou les partisans de la croissance verte sans aucunement en remettre en cause les fondements.

A la charnière entre ces forces politiques et les courants de l'écologie de rupture, se place l'appel « Plus jamais ça » regroupement associatif et syndical de 18 organisations. La CGT, Solidaires, ATTAC, les Amis de la Terre, Greenpeace et la Fondation Copernic, ont proposé, dès le début de la crise, une alternative programmatique qui pourrait être la base d'un programme de rassemblement des gauches autour d'une écologie de transformation. Ce programme, en comprenant à la fois des mesures d'urgence et l'esquisse d'un programme de transition écologique, pourrait jouer le rôle de passerelle avec le récit de l'écologie populaire.

## **Le capital contre la vie : de l'écologie de la survie à l'écologie du Vivant et du bien Vivre**

Le Grand Confinement a reposé différemment la question des deux écologies, l'écologie de rupture et l'écologie d'accompagnement du capitalisme vert. Il a montré que les inégalités environnementales existent et que tous les humains ne sont pas égaux devant les risques écologiques. Toutes et tous n'ont pas le droit à l'eau, à l'air, à la terre de la même façon. Toutes et tous ne sont pas frappés de la même manière par une pandémie.

Longtemps, l'écologie d'abondance des habitants des centres villes des pays du Nord l'a emporté sur l'écologie de survie des pays du Sud et des quartiers populaires des métropoles. L'écologie libérale-libertaire promouvait la qualité de la vie par rapport aux besoins immédiats des

populations en matière sociale et écologique : le triptyque « bio-vélo-micro » remplaçant le « métro boulot dodo », vécu par les classes populaires, servait de viatique à cette écologie des classes moyennes à capital culturel élevé.

Parallèlement les luttes contre l'extractivisme, la déforestation, les grands barrages, la pollution chimique et industrielle faisaient émerger une écologie populaire dans le reste du monde. En Europe, les Gilets Jaunes furent le premier mouvement social à se doter d'un agenda social écologique. Leur situation géo-sociale les amenait à contester le contenu même de la politique menée par l'écologie technocratique et à remettre au centre les préoccupations populaires. Les soulèvements dans le monde qui l'accompagnèrent en 2019, renforcèrent cette tendance.

Mais, avec la situation créée par le Coronavirus, comme dans chaque crise, les gérants du capitalisme voient une occasion d'administrer une stratégie du choc. Le MEDEF et l'Institut Montaigne n'ont pas hésité en plein confinement à engager la bataille du temps de travail, demandant de travailler plus, de ne pas prendre ses congés, de réduire les jours fériés, d'en finir avec les 35 h. Les mêmes ont demandé un moratoire sur les mesures environnementales contraignantes pour les entreprises ; les préfets s'appuyant sur des décrets du gouvernement ont encouragé les agriculteurs à faire des épandages de produits phytosanitaires à trois mètres des maisons.... Les tenants de l'accélération technologique ont aussi avancé leurs pions pour imposer le télétravail afin de casser un peu plus les collectifs de travail, pour imposer l'Intelligence Artificielle comme solution miracle ; les champions du contrôle social en ont profité pour faire valider le tracking, les drones, la fin du secret médical, toutes mesures favorisant la discipline biopolitique annoncée par Michel Foucault dès 1976.

Cette stratégie du choc s'est pourtant heurtée en partie au mur du réel, le Grand Confinement donnant momentanément la priorité à la santé sur l'économie. C'est cette brèche que l'écologie populaire a ouverte à travers des pratiques sociales et des analyses fondées sur les liens plutôt que les biens. La crise de l'hôpital public et le désastre des EHPAD en particulier ont montré que, souvent, en cas de maladie ceux qui s'en sortent le mieux et le plus rapidement sont ceux qui ont pu tisser les plus forts liens d'amitié, de parenté, qui ont brisé la solitude et renforcé in fine l'efficacité des soins et médicaments. Mais l'écologie populaire est elle aussi diverse et n'ayant

pas de représentation politique unifiée a réagi en fonction de ses sensibilités.

## **L'écologie sociale et communaliste**

L'Appel Covid-Entraide, suscité par les Gilets Jaunes de Commercy et les militants antinucléaires de Bure, soutenus par des intellectuels écologistes a entraîné la création de plus de 650 groupes d'entraide qui ont montré leur efficacité en terme de solidarité populaire. De multiples expérimentations utiles et nécessaires ont eu lieu : multiplication de Brigades de Solidarité Populaires, de cantines et de soupes populaires, d'épiceries, de circuits courts villes – campagnes prises en main par les habitants des quartiers et des villages. Ces communautés de lutte et d'auto-défense sociale s'organisent à partir des territoires et des bassins de vie pour organiser un ensemble de pratiques fondées sur des valeurs politiques et culturelles communautaires visant à la défense des intérêts des populations. Ce qui est en jeu dans cette auto-organisation, c'est le droit à l'existence reposant sur des droits fondamentaux (droit à l'alimentation, droit à la santé, droit au logement).

Ces pratiques d'entraide populaire rejoignent quatre principes issues de l'économie morale, concept créé par l'historien E. J. Thompson : l'affirmation d'un droit prioritaire de la communauté sur les ressources produites localement ; l'existence d'un "juste prix", qui est celui qui permet à tous les membres de la communauté d'accéder aux subsistances ; la légitimité d'une sanction pour ceux qui tirent profit de la situation (multiplication par exemple des plaintes des familles de victime contre les Ministres) ; la conviction d'agir en toute légalité. De la révolte à l'entraide, ce mouvement populaire communaliste exprime un puissant besoin d'auto-organisation sociale fondé sur la notion d'Assemblées populaires locales et non sur un municipalisme replié sur soi et identitaire.

Les appels comme celui de « se fédérer » ou « agir contre l'intoxication du monde » ont tenté de traduire politiquement cette écologie d'en bas mettant en avant un local sans les murs, c'est-dire sans xénophobie, ouvert au monde, mariant local et métissage. Cette écologie de l'Entraide est l'héritière du zadisme et des Ronds-points. Elle se défie des alliances

d'appareils et prône comme stratégie, la construction d'une autonomie passant par l'émancipation collective.

## Les paysans et la souveraineté alimentaire

Dès le début de la crise, et à l'échelon internationale, le combat pour le droit à l'alimentation a pris une ampleur nouvelle dans les quartiers populaires. Des circuits courts se sont organisés à la fois pour aider les petits paysans victimes de la crise mais aussi pour aider les gens à ne pas mourir de faim. Ce constat s'est posé partout sur la planète et n'est pas seulement un combat pour la survie des plus pauvres. Comme le dit le 17 avril, Via Campesina qui réunit 182 organisations et 200 millions de paysans : « Les marchés paysans ont été fermés soudainement, peu ont réouvert. Bien que les paysan·ne·s produisent la plus grande partie de l'alimentation consommée mondialement, les marchés paysans ont été fermés pendant le confinement sous le prétexte d'arrêter la propagation du coronavirus, alors que les grandes surfaces et les supermarchés sont autorisés à ouvrir.

De nombreux paysan·ne·s ont moins de points de vente. Des tonnes de produits frais pourrissent dans les champs, certains sont confisqués et détruits par les autorités dans le but de dissuader tout mouvement de la population. (...) Les supermarchés et les grands agriculteurs industriels ont bénéficié de manière disproportionnée des programmes de soutien des gouvernements.

Tel est le cas dans la plupart des pays en Afrique, en Europe, en Asie et aux Amériques. Le Canada et les États Unis ont mis en place des mesures qui évitent la fermeture des grandes fermes et assure la livraison des produits. La Confédération Paysanne membre de Via Campesina dans une lettre ouverte en date du 20 mars, indique :

*« Si on continue à piller les ressources naturelles, à considérer la terre, le vivant et la main d'œuvre comme des marchandises comme les autres, à produire l'alimentation comme une denrée industrielle standardisée et échangeable à travers la planète, comment ferons-nous face à l'effondrement de la biodiversité, aux conséquences sanitaires et agronomiques du changement climatique ? Si on continue à breveter le vivant et déléguer la production de semences à des firmes multinationales, qu'en sera-t-il en*

*période de crise si nous n'avons pas la main sur la base de toute notre alimentation ? Si on continue à construire des filières internationalisées dont le moindre choc économique, sanitaire, climatique engendre une volatilité catastrophique des marchés, comment garantir des prix justes, stables et sécurisés pour faire face à la mort lente de 30 % des terres arables par l'usage d'intrants trop violents ; nous paysans qui vous nourrissons ici et ailleurs ? Si on continue à prôner l'agrandissement et l'industrialisation de nos structures agricoles et donc à favoriser la disparition de nos emplois paysans et la dépendance au secteur de l'agrobusiness, comment ferons-nous alors que nous avons besoin de paysan.ne.s nombreux.euses pour faire face aux enjeux de climat, de biodiversité ou de crise sanitaire qui sont et seront devant nous ? Si on continue à spécialiser les territoires, à segmenter les filières, à faire parcourir aux biens agricoles et agroalimentaires le tour de la planète, comment ferons-nous quand nous nous rendrons compte que la France ne produit plus que la moitié des fruits et légumes consommés par sa population ? ».*

Le mouvement pour une souveraineté alimentaire nous dit que pour réduire l'apparition de nouveaux foyers de virus, le système agricole dominant et son industrialisation par les Etats et l'agro business doit changer radicalement car il engendre des méfaits bien connus : l'accaparement des terres appauvrit les sols, dégrade 30 % des terres arables par l'usage d'intrants trop violents, favorise l'exode rural et l'émigration contrainte. L'agro business est responsable de 30 % des gaz à effet de serre, cause de la disparition de 70 % de la biodiversité en Europe.

La production et la consommation alimentaire sont à l'origine, de l'obésité pour 35 % des enfants et d'un adulte sur deux, de la multiplication des maladies cardio-vasculaires, des diabètes, de nombre de dépressions et de cancers... Sortir du modèle agricole actuel pour favoriser une agriculture paysanne en stoppant l'implantation de fermes-usines, en instaurant des prix rémunérateurs et des circuits courts, en favorisant la vente directe, en plafonnant les marges des intermédiaires et des grandes surfaces... permettrait de créer en France 300 000 emplois selon certaines études. Cela nécessitera des pratiques agro écologiques qui protègent l'environnement et les agriculteurs qui cultivent nos aliments.

Enfin la souveraineté alimentaire réorganise la question de la souveraineté. Ce n'est plus la nation qui en est le vecteur mais la paysannerie et le droit à l'alimentation des populations.

## **Le rôle du Care et de l'éco féminisme**

Autour des hôpitaux, la solidarité ne s'est pas concrétisée qu'à vingt heures avec les applaudissements de « nos héros ». Partout des groupes d'entraide sont venus soutenir les soignant-e-s. L'invisibilité du travail des femmes est apparue au grand jour avec la crise sanitaire. Ce sont principalement les femmes qui prennent en charge le travail d'utilité sociale. Pas seulement le travail des infirmières, des aides-soignantes, dans les hôpitaux et les EHPAD, mais aussi les caissières, les travailleuses du nettoyage, les institutrices, les employées des services à la personne, les assistantes maternels, accompagnantes d'enfants en situation de handicaps, les animatrices périscolaires, les auxiliaires de vie sociale... autant de métiers, soit près de 1,5 millions de personnes, pour lesquels bâtir un statut digne et accorder des revenus suffisants est devenu un objectif politique.

Mais, c'est aussi et peut être surtout le travail invisible de la reproduction sociale dans le cadre familial qui a été rendu visible dans cette crise où, soumises au télétravail, les femmes plus souvent que les hommes devaient s'occuper des enfants, des maris, du ménage. Plus profondément ce qui a émergé c'est une culture du « care », du souci, du soin de l'autre, de la nature, en lien avec l'expression de la troisième vague du féminisme, l'éco-féminisme.

Cette culture n'est pas née à l'occasion de cette crise. Ces dernières années, nous avons vécu une résurgence des luttes dans les hôpitaux, les crèches les écoles, les entreprises de nettoyage. En Allemagne, il y a eu une très longue lutte des éducatrices et éducateurs en 2015. Ce qui est en jeu, ce ne n'est pas uniquement la nécessaire revalorisation des salaires mais la reconnaissance, l'amélioration des conditions de travail et du statut dégradés sous la pression de la réduction du coût du travail.

L'ensemble de ces activités du soin de l'autre et du lien social, très souvent considérées comme féminines, sont d'une utilité sociale bien plus

importante que beaucoup de boulots de cols blancs. Ces derniers, lorsqu'ils cessent leur activité, ne provoquent pas une paralysie du système. Ce qui est apparu en pleine lumière durant le confinement, c'est la nécessité de remettre en cause les hiérarchies sociales et le système de domination patriarcal qui contraint les classes subalternes et notamment les femmes.

Concevoir un pouvoir qui prend en compte l'entièreté des expériences individuelles et la seule utilité sociale nécessite de prendre en considération face au capitalisme patriarcal, la question de la reproduction sociale. La conséquence de cette prise de conscience peut reconfigurer l'écologie politique, celle-ci pouvant être bousculée par la naissance d'un mouvement autonome et populaire des femmes pour le care se réclamant de l'écoféminisme, de la même manière que le mouvement de libération des femmes avait contribué à l'implosion de l'extrême-gauche viriliste des années soixante-dix.

**Le courant éco socialiste** a mis en avant la nécessité **d'une planification écologique** partant des territoires et d'une coopération entre Etats, aussi bien au niveau continental qu'au niveau mondial.

Sans planification écologiste pas de relocalisation qui nécessite une prévisibilité des besoins économiques et sociaux des territoires, pas de reconversion des entreprises de l'automobile, de l'aéronautique, du textile, de la mode, de la chimie, de la machine-outil, de l'énergie carbonée, du luxe, du tourisme, de l'armement...

Sans planification démocratique, c'est la pérennité de ces entreprises et l'emploi des salariés qui sera mise en danger car les marchés antérieurs à la crise auront disparu. Cette reconversion ne peut se réaliser sans les salariés, sans faire appel à leurs compétences, sans une démocratisation de leur mode de gestion. A Toulouse ce débat fait déjà rage au sein de la gauche et du syndicalisme sur la reconversion d'Air Bus et du secteur de l'aéronautique. Le grand confinement a aussi validé la proposition éco socialiste d'un redéploiement des services publics accessibles à tous, dégagés de l'emprise du marché et reposant sur l'extension de la gratuité et de la démarchandisation. Les secteurs concernés par « l'économie de la vie » sont, sans être exhaustifs : la santé, la prévention, l'hygiène, la gestion des déchets, la distribution d'eau, l'alimentation, l'agriculture, la protection des territoires, l'éducation, la culture, la recherche, l'innovation, l'énergie, le

numérique, le logement, les transports de marchandises, les transports publics, les infrastructures urbaines, la culture, la sécurité, l'assurance, l'épargne et le crédit.

Dans tous ces domaines, il est essentiel que des services publics pensés comme autant de « biens communs » soient accessibles à tous et puissent échapper à un management dicté par le privé ou l'étatisation.

C'est l'une des conditions de la réconciliation entre la démocratie politique et de la démocratie sociale. Pour cela leur gestion devrait relever des usagers et des salariés. C'est pourquoi dans la période post-confinement, les luttes pour les biens communs, l'extension de la gratuité, l'accès aux droits fondamentaux seront autant de luttes fondatrices d'une société de post-croissance.

La nécessité de construire un Etat social écologique a donc été mise à jour durant les deux mois de confinement. Le socle de tout rassemblement, ce sont à la fois les mesures d'urgence et le programme de transition et de rupture écologique qui jetteront les fondations de ce projet fondé sur la sécurité humaine et la protection du Vivant.

Les « 3 P » : principe de précaution, politique de prévention, protection sociale-environnementale des citoyens forment le bouclier social écologique de cet Etat social écologique du 21eme siècle. L'Etat providence avait comme objectif de maîtriser les risques sociaux. Aujourd'hui les risques écologiques ne sont plus des incertitudes impossibles à calculer comme le prétend le secteur des Assurances privées.

L'épidémie du Coronavirus n'était pas imprévisible. Les zoonoses avaient été documentées. Il était possible de planifier les stocks de masques, de gants, de gels hydro-alcooliques, les besoins en lits de réanimation. De même la crise climatique est mise en chiffres, cartographiée comme les risques liés à l'extinction des espèces. L'apparition des maladies écologiques rend nécessaire d'intégrer les facteurs environnementaux à la politique de protection sociale. Les maladies infectieuses prédominaient il y a quelques années. Dorénavant, les maladies chroniques (cardiopathies, accidents vasculaires cérébraux, cancers, affections respiratoires) sont responsables des deux tiers des décès dans le monde. 10 à 20 % des cancers

peuvent être considérés comme des maladies environnementales émergentes. Il faut donc que l'Etat social écologique assume des fonctions d'allocation des ressources économiques pour réduire les inégalités environnementales (pollution de l'air, des sols,) afin d'intégrer les risques environnementaux et climatiques au périmètre de l'Etat social, mais aussi de redistribuer les richesses en fonction des zones territoriales et des populations, et des générations futures. Cela inclut la question du revenu de base, dont on a vu ressurgir la problématique (qu'on le nomme Revenu de Transition Ecologique, revenu d'existence universel voire salaire à vie), avec l'explosion du chômage les conséquences immédiates sur le droit au logement ou l'alimentation. Il faut donc construire comme en 1945 les institutions de l'Etat social écologique pour supporter les crises sanitaires, écologiques et climatiques à travers une nouvelle approche de la santé environnementale et de la sécurité sociale : remise sur pied des CHSCT mais avec participation des usagers et des riverains, création d'une nouvelle branche consacrée aux risques sociaux écologiques, création de nouveaux indicateurs de richesse, nouvelle décentralisation à partir des bassins de vie et des fédérations de commune, chambre du futur, démétropolisation... A travers ce projet d'un Etat social écologique Il s'agit d'inverser la tendance en remettant au cœur de l'Etat, la question de la justice sociale et environnementale, la protection des plus vulnérables et la lutte contre les inégalités.

Si les riches détruisent la planète, (Raphaël Kempf), les classes populaires populaires, peuvent la sauver. Comme le dit Paul Ariès « les pauvres entretiennent d'autres rapports au travail, à la consommation, à l'argent, à l'espace, à la nature, au temps, aux autres, à la maladie, au vieillissement, à la mort donc à la vie ». Ils peuvent la sauver car leur monde ne tourne pas autour du profit mais de la vie, du bien vivre, du souci des autres. L'écologie populaire et sociale est une écologie de rupture mais les réponses en terme de communaliste, de souveraineté alimentaire, de care et même d'écosocialisme sont partielles. Elles restent muettes sur la question de l'Etat soit en le niant, soit en voulant le briser. Or la réalité de services publics de santé dépecés par l'austérité, des Ehpad privatisés responsables de milliers de morts, de l'absence de planification (masques, tests, gants, appareils de réanimation, gels), ont remis l'Etat au centre du débat politique y compris chez les écologistes. Que ce soit un Etat non Etat (pour Marx dans la Guerre civile en France), ou un Etat issu du confédéralisme démocratique

selon Murray Boochkin, ou d'un Etat providence chère à la gauche keynésienne, ce retour de l'Etat doit ne plus être tabou dans la pensée écologiste.

Le danger de la réponse uniquement localiste, c'est le séparatisme social qui pourrait en découler. Les militants les plus ancrés s'enfermant dans une auto organisation sociale limitée à des zones d'autodéfense de la population sans saisir qu'une grande majorité de la population reste en dehors de ces tentatives. Il s'agit dès lors de concevoir une articulation entre des communes, des ZAD, des alternatives auto-organisées et un rassemblement majoritaire qui ne s'empare pas de l'Etat comme on prend un château fort, mais qui par le rapport de force social et politique institué en amont, l'oblige à transformer ses fonctions et ses objectifs, le contamine de l'intérieur. C'est ce métissage entre mouvement social et rassemblement politique qui a permis chaque grande avancée sociale en 1936, comme en 1945, après 1968, comme après 1995. Nous avons une urgence, celle d'unir le camp de l'écologie de rupture pour rassembler les gauches sociales, syndicales, associatives et le mouvement afin d'anticiper et créer les conditions de la prochaine échéance qui nous attend, le combat pour la justice climatique mondiale.

Ce combat ne peut pas seulement se mener dans le cadre franco-français ni même dans celui dans celui de l'espace européen. Il est celui de la communauté humaine placé par le capitalocène devant le dilemme : écologie ou barbarie. Ce combat n'est pas celui du souverainisme national ni d'une écologie libérale qui sont les deux faces d'un capitalisme du désastre annoncé. Il est celui d'une souveraineté populaire nouvelle, la souveraineté écologique.

# Déchaînements capitalistes, enchaînements des insécurités

Par **PHILIPPE BOURSIER**

Si la vitesse de propagation de la pandémie du Coronavirus à l'échelle planétaire est absolument inédite, les processus qui ont conduit à ce choc sanitaire majeur n'ont rien de nouveau. Issue de processus longs de transformation du capitalisme, la crise actuelle est multidimensionnelle et précipite des dynamiques qui étaient à l'œuvre avant le déclenchement de la pandémie, notamment sur le plan économique. La force particulière de cet événement structurant à l'échelle planétaire provient précisément du fait qu'il synchronise des dynamiques anciennes de crise sanitaire, écologique, économique et financière.

L'issue de cette séquence de synchronisation de crises du capitalisme ne peut être qu'incertaine<sup>82</sup>. Le mode de régulation néolibéral tel qu'il s'est imposé à partir des années 1980, entremêlant transformations managériales, mondialisation de la production et financiarisation de l'économie, a peut-être atteint des limites qui entravent la reproduction du système capitaliste. Mais, dans ce moment-clé où s'exacerbent des risques et des insécurités multiples annonciateurs de l'accélération des catastrophes socio-écologiques à l'échelle planétaire, il ne faut pas sous-estimer la capacité du capitalisme contemporain à instrumentaliser les dangers et les peurs que sa propre dynamique engendre. L'optimisme de la volonté incite à se réjouir de l'espace politique qui s'ouvre pour construire

---

<sup>82</sup> Comme le rappelle Michel Husson, la logique de cette crise déclenchée par une pandémie étant absolument inédite, les prévisions notamment économiques s'avèrent particulièrement incertaines, voire impossibles.  
<https://www.contretemps.eu/economie-mondiale-chaos-husson/?sfns=mo>

une alternative globale à un système capitaliste emporté par ses logiques mortifères. Mais le pessimisme de la raison nous rappelle aussi que cette sortie de crise par le haut n'a rien de certaine quand la propagation planétaire des risques s'accompagne aussi de leur instrumentalisation par les classes dominantes et de leur intériorisation par les classes dominées car les peurs incorporées défont les contestations et produisent du consentement extorqué.

Les grands bouleversements en cours invitent les peuples à s'éloigner du capitalisme. Ils peuvent aussi inciter le capitalisme à composer un nouveau mode de régulation permettant à un système dont on connaît la plasticité, de s'adapter pour mieux perdurer. Dans le clair-obscur de cette période insécure, les dominants se mobilisent afin que leur vieux monde ne meure pas et pour qu'une société émancipée ne puisse apparaître. Aussi faut-il s'efforcer de mesurer en quoi les insécurités que la « crise » engendre nous oblige à penser des stratégies inédites et sécurisantes d'éloignement du capitalisme avant que dans ce clair-obscur ne surgissent de nouveaux monstres.

## **Le confinement de masse comme expérience disciplinaire d'incorporation des risques du capitalisme**

Courant avril 2020, plus de la moitié de la population mondiale était confinée. En France, les effets politiques de l'expérience de deux mois de confinement de masse sont aujourd'hui encore difficiles à évaluer. On sait cependant que durant ces journées particulières enveloppées par un climat anxiogène, les classes populaires et moyennes ont été souvent exposées à de multiples formes d'isolement et de précarisation qui, dans un contexte de neutralisation provisoire des contre-pouvoirs, ont accru leurs vulnérabilités et fragilisé les sécurités nécessaires au déploiement de l'action collective.

### **→ Des déstabilisations individuelles vécues comme toujours plus menaçantes à mesure qu'on descend dans l'échelle sociale**

Durant le confinement, le sentiment diffus et omniprésent de risque sanitaire lié à l'épidémie a été exacerbé par d'autres formes de

déstabilisation vécues comme toujours plus menaçantes à mesure qu'on descend dans l'échelle sociale.

Peu d'enquêtes sont accessibles pour documenter précisément ces processus.<sup>83</sup> Quelques données disponibles soulignent cependant l'accentuation de certaines pathologies physiques et psychiques du fait de la moindre accessibilité des soins ; la déstabilisation familiale et l'accroissement probable des séparations conjugales comme en Chine à partir du déconfinement ; la démultiplication des violences intrafamiliales infligées principalement aux femmes et aux enfants ; l'augmentation des addictions (aux jeux vidéos, à l'alcool, aux médicaments, etc) mais aussi des troubles liés au sevrage forcé, provoqué par la rupture des filières d'approvisionnement.

Pour les classes populaires et les fractions basses des classes moyennes, ce cumul de précarités est violemment aggravé par des anticipations anxieuses sur l'évolution du niveau de vie perçue comme de plus en plus accablante. Pendant le confinement 1 actif sur 3 voit son revenu disponible diminuer ; de 6 à 7 millions de personnes vivent dans des foyers qui ont du mal à payer leur logement ; ouvriers, employés et petits producteurs indépendants sont les premiers touchés. Pour les plus pauvres, l'accès à la nourriture devient un problème de plus en plus aigu. Le Secours populaire constate qu'« avec l'urgence sanitaire, un véritable « tsunami » de la faim s'est abattu sur des millions de personnes qui d'ordinaire maintiennent tant bien que mal leur tête hors de l'eau. » Ses bénévoles ont aidé 1,27 million de personnes, entre la mi-mars et début mai, dont 45 % de nouvelles demandes.<sup>84</sup>

Loin des visions enchantées célébrant les vertus libératrices du confinement - qui « libère » en fait surtout les peu ou les moins dominés – il faut prendre acte que l'état d'urgence sanitaire durcit les oppressions subies par les plus dominés. Dans les foyers surpeuplés, dans les Centres de rétention, dans les prisons il faut faire face à la fois au virus qui se propage et à la violence répressive. Pour les sans-papiers, sans droits, sans revenus,

---

<sup>83</sup> Depuis le 23 mars, l'agence sanitaire Santé publique France (SPF) en lien avec l'institut de sondage BVA a lancé l'enquête CoviPrev qui couvrent les thématiques suivantes : santé mentale, adoption des mesures de protection, addictions, alimentation et activité sportive.

<https://www.santepubliquefrance.fr/etudes-et-enquetes/covid-19-une-enquete-pour-suivre-l-evolution-des-comportements-et-de-la-sante-mentale-pendant-le-confinement#block-249162>

<sup>84</sup> <https://www.secourspopulaire.fr/confinement-faim-tsunami-urgence-repas-alimentaire>

l'accès aux allocations proposées par l'Etat n'est pas alors possible. Pour tous ceux et toutes celles qui sont à la rue, le confinement et la quasi-disparition de la monnaie métallique comme instrument d'échange, tarissent les quelques revenus issus de la mendicité et propagent l'insécurité sociale et sanitaire mais aussi la faim.

Le semi-enfermement dans l'espace domestique intensifie également l'exploitation du travail d'une partie de la population et notamment des femmes des classes populaires et des classes moyennes exposées simultanément à une triple journée de travail faite de surcharge de travail domestique, de prise en charge de l'accompagnement scolaire à la maison et de télétravail ou de poursuite de l'activité professionnelle sur le lieu de travail habituel. La fermeture des établissements scolaires et des services de garde réactive la division genrée de la prise en charge familiale des enfants et des adolescents. Les enquêtes montrent qu'en temps ordinaire le télétravail accroît sensiblement la charge matérielle, mentale et émotionnelle des femmes dans l'espace domestique. Avec le confinement, les tâches quotidiennes à assumer au foyer et à planifier, à l'instar des repas familiaux beaucoup plus nombreux, sont considérablement alourdies, ce surtravail incombant principalement aux femmes.

Parallèlement dans l'espace professionnel, les métiers très féminisés tournés vers le soin aux autres - les métiers du « care » - sont les plus exposés au risque de contamination : infirmières, auxiliaires de vie, métiers de service, caissières, agentes d'entretien, métiers de l'éducation. Dès lors, l'enchevêtrement des tâches à accomplir et des risques à assumer, conduit nombre de femmes au bord de l'épuisement physique et psychique. Alors qu'Emmanuel Macron, dans une mise en scène martiale, réunit à l'Élysée un Conseil scientifique du Covid-19 composé quasi-exclusivement d'hommes, l'expertise masculine mène l'offensive tambours battants sur les plateaux de télévision, indifférente le plus souvent au surinvestissement contraint des femmes. La non reconnaissance du surtravail et de la surexposition aux risques dans l'espace privé, est ainsi redoublée par l'invisibilisation et la précarisation symbolique des « premières de corvée » dans l'espace public.

Ces précarités cumulées se conjuguent à l'expérience de l'atomisation des personnes que le confinement détache des liens sociaux tissés autour de l'exercice du métier et des activités sociales non professionnelles -

associatives, sportives, de voisinage, militantes, etc. Cette déliaison est tendancielle plus forte dans les groupes sociaux les plus dominés, quand le lien social avant le déclenchement de la crise sanitaire pouvait être déjà abimé notamment par la désaffiliation de l'emploi qui souvent défait les attaches familiales et affectives et distend les autres liens sociaux. Le dispositif du confinement s'avère en outre singulièrement anxiogène en rendant impossible une partie des contacts directs avec les proches dans une période où s'avive le besoin vital de compter à la fois sur les autres et pour les autres.

### → La « société de vigilance » accentue la vulnérabilité des classes populaires

L'expérience de la « distanciation sociale » et des gestes « barrières » dans l'espace public peut également fragiliser la confiance dans les relations sociales, a fortiori dans une période où les individus sont privés de leur liberté de mouvement. Face au risque de contamination, le contact avec les autres devient beaucoup plus incertain. De nouvelles formes d'autocontrôle transforment les gestes, les attitudes corporelles, les expressions, les déplacements... Ces nouvelles normes de comportement, où les pratiques déviantes exposent à des contraventions, voire à des gardes à vue, et plus sûrement encore à la désapprobation de celles et de ceux qui en sont les témoins, encouragent le repli dans l'espace privé. Dans ce contexte, le confinement forcé dans les foyers peut aussi être vécu comme une passion triste, un évitement de l'anxiété sociale. Cette peur des autres, la parole gouvernementale relayée par les chaînes d'infos en continu n'a de cesse de la propager : Président et ministres se défont de leur propre incurie sur les « français » « immatures » et « irresponsables », coupables de répandre l'épidémie en s'aventurant, par exemple, dans les parcs alors qu'on leur demande le même jour d'aller voter.

Les mots qui s'imposent pour distinguer les conduites souhaitables et les conduites proscrites épousent la doctrine discrètement paranoïaque de la « société de vigilance » promue par Emmanuel Macron. La confusion volontaire faite entre « distanciation sociale » et « distanciation physique » et « gestes barrières » et « gestes protecteurs » participe aussi à la diffusion de cette perception angoissée des « autres » et de son corolaire, l'assignation à collaborer à la surveillance de tous par tous. Durant ces huit

semaines de confinement, vécues dans des conditions matérielles très inégales et où des solidarités se renforcent et d'autres se délitent, les frustrations accumulées peuvent trouver un exutoire dans des logiques de ressentiment tournées contre ceux et celles qui transgressent les règles. La parole officielle invente et diffuse les figures imaginaires responsables de la propagation du Coronavirus – les joggers, les fêtards, les jeunes des quartiers ... - pour mieux occulter l'impéritie de sa gestion de la crise sanitaire.

Cette stratégie de culpabilisation des citoyens encourage la délation : selon le syndicat Alternative Police, à la mi-avril 2020 le nombre d'appels pour dénoncer des personnes qui ne respectaient pas les règles du confinement dans les grandes agglomérations pouvait représenter près des  $\frac{3}{4}$  des appels.<sup>85</sup>

La propagande officielle infantilisante et la gestion autoritaire de la crise sanitaire accentuent plus particulièrement les vulnérabilités des classes populaires. Sur le plan symbolique, ce sont bien les habitants des « quartiers » qui sont implicitement désignés comme les principaux auteurs d'incivilité sanitaire pendant le confinement tandis que l'exode des classes dominantes vers les résidences secondaires échappe à la vindicte gouvernementale. Les conditions pratiques d'existence imposées par les décisions présidentielles accroissent également les privations de bien commun pour les classes populaires qui sont soit assignées à résidence dans des logements parfois exigus et surpeuplés, soit contraintes de se rendre sur le lieu de travail, y compris via des transports bondés, ou dans les grandes surfaces quoi qu'il en coûte pour leur santé et celle de leurs proches. Dans les départements, nombre de préfets donnent dans la surenchère propice à leur déroulement de carrière, en durcissant les injonctions gouvernementales. Sont ainsi empêchées les promenades qui ne présentent aucun risque sanitaire - en forêt, en montagne ou sur le littoral. Des moyens policiers considérables sont mobilisés - drones, hélicoptères, moto cross, 4x4, quads, patrouilles en VTT ou à pied - pour interdire l'accès aux espaces naturels, aux ressources alimentaires et aux plaisirs gratuits qu'ils procurent et à ces moments rares et réparateurs où la domination qui maltraite les dominés, est comme provisoirement suspendue.

---

<sup>85</sup> [https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/confinement-la-delation-represente-jusqu-a-70-des-appels-dans-certaines-grandes-agglomerations-selon-le-syndicat-alternative-police\\_3914689.html](https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/confinement-la-delation-represente-jusqu-a-70-des-appels-dans-certaines-grandes-agglomerations-selon-le-syndicat-alternative-police_3914689.html)

Le déconfinement n'a pas mis fin à la maltraitance de ceux et de celles qui n'ont pas accès à des jardins privatifs. Une enquête de Reporterre souligne ainsi qu'au lendemain du confinement « les bivouacs en montagne restent interdits en Savoie et en Haute-Savoie. Les parcs urbains et périurbains sont inaccessibles dans les départements classés rouge. Et ce qui a été ré-autorisé dans les départements verts reste incertain : par un décret publié le 11 mai 2020, le gouvernement permet aux préfets de réinstaurer à tout moment une réglementation identique à celle en vigueur pendant le confinement. »<sup>86</sup>. Ainsi l'orientation autoritaire de la gestion de la crise sanitaire se conjugue avec l'ethnocentrisme et les méconnaissances de la noblesse d'Etat qui fabrique les réglementations, pour pérenniser des dispositifs de contrôle, sans justification sanitaire cohérente, qui accentuent les vulnérabilités des classes populaires.

### **→ Des déstabilisations des collectifs privés de la liberté de faire mouvement**

Le travail de culpabilisation des citoyens par le gouvernement est aussi rendu possible par la déstabilisation des contre-pouvoirs et des mobilisations. Dès le début du confinement, l'action collective aussi a été brutalement inhibée. Adoptée à marche forcée dans une atmosphère de sidération assez générale, la loi sur l'état d'urgence sanitaire entrée en vigueur le 24 mars pour deux mois, met un coup d'arrêt brutal aux mobilisations dans l'espace public, en particulier aux manifestations. Ce coup de massue juridique intervient au lendemain d'une période d'effervescence sociale marquée par plusieurs mois de lutte contre la réforme des retraites, par la poursuite de la mobilisation des Gilets jaunes et par les mouvements de grève dans l'éducation, notamment contre le « bac Blanquer ».

La loi met en œuvre un arsenal de dispositifs qui paralysent les mobilisations : contrôle de la population et de ses déplacements, sanction des « délinquants » présumés, élargissement des pouvoirs confiés aux forces de l'ordre dans le placement en garde à vue, fermeture ou réglementation de l'ouverture de lieux de réunion, limitation <sup>drastique</sup> des

---

<sup>86</sup> <https://reporterre.net/Priver-les-Francais-de-nature-la-societe-de-controle-jusqu-a-l-absurde?sfns=mo>

rassemblements. Initialement présentée comme étant d'exception, cette loi qui interdit notamment les rassemblements excédant 10 personnes est ensuite prorogée jusqu'au 10 juillet 2020 inclus. Dès le premier jour de déconfinement, le 11 mai, les premières actions militantes sont réprimées à coup de contraventions et de gardes à vue, comme à Marseille où cinq personnes sont arrêtées après avoir participé à un «*déconfilé*» organisé par l'organisation écologiste Extinction Rébellion sur la Canebière.

Cet arsenal disciplinaire qui déstabilise l'action collective et la vie des organisations, est redoublé par l'autorisation donnée au gouvernement jusqu'au 31 décembre 2020 de légiférer par ordonnances, c'est-à-dire sans véritable débat parlementaire, et de modifier en particulier des règles essentielles du Code du travail et du Code de la Sécurité sociale.

L'exécutif tire ainsi profit de la neutralisation partielle des mobilisations et des contre-pouvoirs, syndicaux notamment, pour attaquer brutalement le droit du travail. Les réactions collectives sont alors sans commune mesure avec l'ampleur de l'offensive conduite contre les règles qui encadrent le temps de travail. Réfugiée dans les réseaux sociaux, la contestation a quasiment disparu de la rue, les grèves se sont momentanément effondrées, comme jamais sans doute depuis le régime de Vichy.

Au final, la coagulation de précarisations multiples et cumulatives, de fragmentation de la vie collective, de dispositifs de contrôle et de sanction policiers, de neutralisation des contre-pouvoirs, de propagande officielle qui nourrit les peurs et les instrumentalise, a inhibé l'action collective, ou, *a minima*, l'a mise en jachère dans l'attente de temps meilleurs.

## **Une séquence de synchronisation de crises du capitalisme où s'exacerbent des risques et des insécurités multiples**

Les classes populaires et moyennes ont des raisons bien fondées de se sentir menacées par les mutations en cours. Elles sont de fait les plus exposées aux dérèglements sanitaires et écologiques que la dynamique du capitalisme provoque. Dans le même temps, la pandémie catalyse une crise économique et financière qui met objectivement en danger le monde du travail de plus en plus précarisé tandis que les Etats néolibéraux et les

institutions politico-financières endossent la fonction d'assureur public des grands intérêts privés.

### **→ L'épidémie du Covid 19 fait éclater les contradictions structurelles du capitalisme qui engendre des pandémies et ruine les possibilités d'y faire face**

La genèse de la crise sanitaire du Coronavirus est directement liée à l'expansion séculaire du capitalisme qui déstabilise profondément les habitats sauvages et les écosystèmes ; sa diffusion à une vitesse inédite à l'échelle planétaire, est la conséquence directe de l'intensification des flux d'échanges économiques encouragés par le néolibéralisme, flux eux-mêmes intimement liés à la division internationale des processus productifs orientée par le déploiement des firmes multinationales.

Dans la plupart des pays, la crise sanitaire est également exacerbée par les effets des politiques néolibérales qui ont marchandisé la santé. En France les politiques de prévention ont été délaissées sous la pression des hauts fonctionnaires du ministère des Finances obnubilés par la réduction des dépenses publiques, toujours suspectes, selon eux, de participer à une mauvaise allocation des ressources, a fortiori quand elles engagent la mise en œuvre d'un principe de précaution sur le long terme.

L'hôpital public a ainsi été durement déstabilisé par la pénurie budgétaire et par les méthodes de rationalisation des coûts importées des entreprises privées consistant notamment à plaquer sur le service public hospitalier la recherche d'économies d'échelle et des modes de gestion en flux tendus qui engendrent les pénuries de lits, de médicaments, etc. Les mêmes politiques ont favorisé la privatisation des établissements d'hébergement pour personne âgées dépendantes, alors que les Ehpad publics devenaient souvent vétustes, étranglés par le manque de moyens et par des règles budgétaires qui stimulent la rentabilité du privé lucratif désormais exploité par de grands groupes financiers (fonds d'investissement, banques, fonds de retraite, etc).

Parallèlement, la recherche publique, si vitale à long terme en matière de prévention et de traitement des épidémies, a été pour partie sacrifiée sous la pression de la recherche compulsive de profits à très court terme qui anime les marchés financiers et imprègne les cadres de pensées de la haute fonction publique.

L'épidémie du Covid 19 fait ainsi éclater les contradictions structurelles du capitalisme néolibéral qui à la fois crée les conditions de la diffusion de la pandémie et des pandémies à venir – par la déforestation, l'expansion urbaine et l'intensification des flux d'échanges – et ruine les possibilités d'y faire face à l'instar des pays tels que la France frappés par le manque de ressources matérielles indispensables pour endiguer l'expansion et la létalité de la maladie – masques, gels, respirateurs, ... - et la pénurie de moyens humains à l'hôpital, dans les Ehpad et dans le travail de prévention sur le terrain.

Malgré les progrès immenses accomplis, tant sur le plan des connaissances et des technologies permettant de faire face aux grandes vagues épidémiques qui ont décimé les populations au cours des siècles, de grandes puissances économiques sous l'emprise de la « modernité » néolibérale en sont ainsi réduites à réactiver dans l'urgence le répertoire moyenâgeux du confinement de masse.

Cet échec absolu des politiques néolibérales en matière de santé démontre l'inanité des théories qui célèbrent l'efficacité des mécanismes de marché et stigmatisent l'Etat social, perçu comme contre-productif parce que soustrait aux bienfaits supposés de la concurrence de tous contre tous. Au plan économique, la pandémie fait également éclater les contradictions d'un système lui-même aveuglé par sa recherche frénétique de profits, notamment financiers, qui en vient à agir contre ses propres intérêts en créant les conditions de l'effondrement - sur courte période ? - de la production et donc de la plus-value qu'il extorque au monde du travail.

Ces contradictions multiples du capitalisme contemporain sont particulièrement exacerbées là où les pouvoirs politiques en place sont les plus tenus par des transactions étroites nouées avec les technocraties néolibérales qui oeuvrent au sein des « grands » ministères ainsi placés sous l'influence directe du grand patronat et des grands groupes financiers. Les oscillations chaotiques de la politique gouvernementale française dans la gestion de la crise sanitaire illustrent ces tensions et inhibitions qui traversent un Président tenaillé par l'obligation politique de contenir une épidémie dont il n'a pas voulu voir assez tôt la gravité et l'impératif de ne pas nuire à la noblesse d'Etat et aux dirigeants de grandes entreprises qui l'ont fait roi.

Fragilisation extrême du service public hospitalier, notamment des services de réanimation, manque de respirateurs, absence de stock suffisant de masques et de gel hydro-alcoolique, retard dans la diffusion des gestes barrières, multiples injonctions paradoxales, déficit de programmation de la production de tests, incapacité à organiser une campagne de dépistage de masse permettant de réduire le confinement aux personnes malades, stratégie de déconfinement incertaine... le bilan provisoire de la gestion de la crise sanitaire en France est absolument désastreux. La comparaison avec un pays de développement équivalent tel que l'Allemagne est accablante : au 20 avril 2020, on enregistre en effet provisoirement près de 20 000 décès du Covid 19 en France pour une population de 65 millions d'habitants, soit plus de 4 fois plus qu'en Allemagne - 4500 décès - malgré sa population plus élevée - 83 millions d'habitants. Soit un taux officiel de mortalité du Coronavirus près de 6 fois plus important en France qu'outre-Rhin où les capacités de réanimation hospitalière et les campagnes de dépistages systématiques ont permis de sauver des milliers de vies. Preuve supplémentaire, s'il en fallait une, que la plupart des décès en France sont donc bien directement imputables aux plus grandes insuffisances des politiques de santé publique du pays.

### **→ La pandémie catalyse une crise économique et financière structurelle à l'issue incertaine**

Les économistes les plus liés à l'ordre social dominant ont d'abord perçu la crise économique qui frappe simultanément l'ensemble des Etats comme un simple phénomène conjoncturel engendré par une épidémie qui met à l'arrêt, brutalement mais momentanément, une partie de la production et impacte négativement les différentes composantes de la demande adressée aux entreprises – chute des exportations, vive contraction de la demande des ménages, paralysie de l'investissement. De fait, la récession de très grande ampleur qui frappe l'économie mondiale a bien été déclenchée par un double choc négatif d'offre et de demande lié à l'épidémie et aux mesures de confinement qui frappent l'économie réelle. Les marchés de matières premières ont subi de plein fouet ce double choc qui a déjà provoqué un effondrement des revenus des pays exportateurs de pétrole. De même, l'allongement de la durée des mesures de confinement a étiré des logiques récessives et a eu des effets cumulatifs : le blocage des « chaînes

de valeur » qui a paralysé une partie des activités industrielles conjugué à l'arrêt prolongé de l'activité dans de nombreux secteurs et à l'effondrement de la consommation des ménages, font déjà flamber le chômage et engendrent des licenciements et des faillites d'entreprise de plus en plus nombreux qui joueront négativement sur l'évolution à moyen terme de la demande au risque de plonger la production dans une spirale récessive.

Le scénario de « courbe en V » d'une récession de quelques mois suivie d'une reprise vigoureuse que les dirigeants d'entreprise espéraient, n'est plus crédible aujourd'hui. La pandémie est loin d'être contenue et l'incertitude radicale qui pèse sur l'issue de la crise sanitaire inhibe les décisions d'investissement des entreprises et décourage les achats de logements par les ménages. Le fléchissement de l'activité provoqué par le blocage partiel d'une partie de l'appareil productif s'accompagne d'une contraction durable de la demande des ménages. En France, la progression remarquée de 20 milliards d'euros sur les livrets A au mois de mars 2020, dit l'inquiétude des ménages populaires ou moyens qui renforcent leur épargne de précaution.

La dépense rapide de l'épargne forcée durant le confinement, devient de plus en plus improbable, d'autant que certains services aux particuliers non consommés depuis plusieurs mois - dans les cafés, les restaurants, les salles de spectacle, les salons de coiffure ...- sont définitivement « perdus ». Dans ces conditions, une forte reprise de la croissance à très court terme dopée par la consommation différée des ménages n'est pas à l'ordre du jour.

Le tout à fait contestable indicateur du PIB a cependant un mérite, celui de donner à voir l'intensité de cette crise majeure du capitalisme. Même si la pandémie de Covid-19 recule au second semestre de cette année, le produit intérieur brut (PIB) mondial baissera de 3 % en 2020, et peut-être plus encore en 2021 selon le Fonds monétaire international (FMI). La dépression serait encore plus brutale dans la zone euro (- 7,5 %), aux Etats-Unis (- 5,9 %) en Amérique latine et dans l'Afrique subsaharienne. Seuls les pays émergents d'Asie auraient une croissance très fortement ralentie mais encore positive. En France, selon l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), les huit semaines de confinement (du 17 mars au 10 mai) vont à elles seules, réduire de 5 points le produit intérieur brut

annuel. Selon l'Insee, le PIB pourrait chuter « d'environ 20% » au deuxième trimestre 2020. La chute annuelle du PIB français pourrait être de 8 à 10 % en 2020. Dans les pays les plus économiquement dominés, la pandémie risque d'avoir un impact dévastateur tant sur le plan sanitaire - les systèmes sanitaires sont fragiles et mal approvisionnés en fournitures médicales essentielles - que sur le plan économique du fait notamment de leur dépendance aux échanges commerciaux, en particulier sur le plan alimentaire.

Cet immense choc planétaire conjoncturel précipite une crise structurelle du capitalisme. Cette crise historique peut en effet s'aggraver encore par l'interaction d'une crise sanitaire dont le dénouement est toujours incertain et d'une crise financière de grande ampleur. Ses prémises étaient d'ailleurs déjà perceptibles avant le déclenchement de la pandémie avec la formation d'énormes bulles spéculatives sur de multiples actifs, du marché des actions au marché obligataire, en passant par le marché immobilier des métropoles, caractérisé par des hausses de prix de plus en plus déconnectées de l'évolution de la valeur produite telle que la mesure le PIB. La crise peut gagner rapidement le financement de l'économie par de multiples canaux. Nombre de grandes entreprises ont contracté un endettement excessif, souvent pour des motifs spéculatifs, consistant par exemple à emprunter pour racheter leurs propres actions.

Sur des marchés financiers longuement maintenus sous perfusion par des taux d'intérêt à 0% ou même négatifs qui ont fait enfler les bulles spéculatives, les grands groupes financiers ont multiplié les placements sur des titres à risque. Aussi le krach boursier déclenché depuis la fin février qui a vu le cours des actions plonger d'environ 30 % dans le mois qui a suivi, doublé de l'effondrement du marché des matières premières notamment du pétrole, pourrait être suivi d'une vague de défauts de paiements déstabilisant notamment les banques qui détiennent une masse croissante de créances douteuses issue pour partie de leur propres errements spéculatifs. Le resserrement des crédits accordés accentuerait alors la contraction de l'activité économique provoquant alors de nouveaux défauts de paiements ce qui accentuerait les risques d'effets en chaîne parcourant une structure financière de plus en plus dégradée avec le risque, jamais totalement nul, de faillites bancaires et d'une crise systémique aux conséquences difficilement mesurables.

La crise financière a déjà atteint le marché des dettes publiques frappant notamment les pays émergents les plus endettés, qui subissent simultanément une chute des revenus de transfert des immigrés, une fuite des capitaux, et une hausse des taux d'intérêt qui leur sont concédés. Les sorties de devises déprécient les monnaies locales, cette baisse de parité renchérissant le coût de la dette. De février à mai 2020 la valeur des monnaies du Brésil, de l'Uruguay, de la Colombie et de l'Afrique du Sud a déjà chuté d'environ 15%. Les revenus des pays qui dépendent du pétrole ou du tourisme s'effondrent. À la mi-avril 2020 une centaine de pays avaient fait une demande officielle de prêt au FMI.

En Europe, les fluctuations de l'écart (ou « spread ») entre le taux des obligations d'Etat italiennes, considérées comme plus risquées, et celui des obligations souveraines allemandes, jugées les plus sûres, est l'un des nombreux indices des incertitudes qui travaillent les marchés financiers et d'une crise des dettes souveraines toujours possible.

### **→A l'échelle planétaire les institutions politico-financières endossent la fonction d'assureur public des grands intérêts privés**

Pour éviter que ce que le FMI nomme « le grand confinement » ne dégénère en effondrement général du système économique et financier et en crises géopolitiques qui s'enchaînent, les institutions politico-financières sont contraintes de renoncer provisoirement aux dogmes libéraux pour leur préférer des dispositifs pragmatiques de secours du capitalisme. Etats capitalistes et banques centrales endossent la fonction d'assureur public des grands intérêts privés en couvrant les risques que dirigeants et actionnaires ne veulent pas assumer en temps de crise. La Réserve fédérale aux Etats-Unis et la Banque centrale européenne rachètent ainsi en masse aux institutions financières privées des titres de dette émis par des firmes multinationales et des titres de dette publique. Les banques commerciales et les fonds d'investissement sont ainsi assurés de pouvoir se défaire auprès des Banques centrales des créances douteuses qu'elles détiennent.

Parallèlement, la menace d'une crise systémique encourage les Etats à s'écarter des dogmes budgétaires en augmentant les dépenses publiques pour maintenir à flot les entreprises et compenser pour partie la perte de revenus primaires des ménages. Cette flambée des dépenses publiques au

moment où la dépression contracte les recettes des États, creuse très rapidement les dettes publiques. Dans l'Union européenne, les règles absurdes de discipline budgétaire sanctuarisées par le Pacte de stabilité - des déficits et une dette publics limitées respectivement à 3 % et à 60 % du PIB - sont suspendues. Le gouvernement français, par exemple, table sur un déficit public de 9% du PIB et d'une dette publique de 115% du PIB qui accompagneront une contraction du produit intérieur brut (PIB) de 8% en 2020. D'autres estimations disent que la récession pourrait être de -10 % avec mécaniquement un déficit et une dette publique plus élevés encore.

L'explosion à venir des dettes publiques dans l'Union européenne oblige la banque centrale européenne à intervenir massivement sur les marchés financiers pour éviter que la spéculation ne se déchaîne contre les Etats les plus endettés – et notamment l'Italie, l'Espagne voire même la France. Dès le 17 mars, la BCE a annoncé qu'elle pourrait désormais acheter spécifiquement les dettes publiques des pays en difficulté modifiant son programme antérieur de *quantitative easing* (facilitation de liquidités) qui la contraignait à acheter les obligations de tous les pays en fonction de leur poids dans le capital de la BCE. Cette nette inflexion de la politique monétaire vise à empêcher une flambée des taux d'intérêt qui reconduirait le début du scénario infligé à la Grèce à partir de 2010 et, dans une moindre mesure au Portugal, à l'Espagne et à l'Italie. L'Etat grec fût contraint d'appliquer des plans socialement cruels d'« ajustement structurel » en contrepartie des « aides » de la BCE et du FMI. Dix ans plus tard, le taux de chômage des jeunes s'élève à près de 40 % en Grèce. Le carcan austéritaire imposé par ces institutions supranationales était censé infléchir à terme les anticipations des marchés financiers sur les emprunts grecs, c'est-à-dire, plus prosaïquement, les calculs des grands groupes bancaires et des fonds de placements qui s'enrichissent en spéculant sur les dettes publiques. Si des taux démentiels qui interdisent de se refinancer sur les marchés étaient aujourd'hui imposés à l'Europe du Sud, le dénouement de cette nouvelle crise des dettes souveraines serait sans doute fatal à l'euro. Dans la crise actuelle, le volume gigantesque des mouvements en jeu sur le marché des capitaux, le poids économique et politique des Etats menacés par les marchés financiers, conduiraient probablement à l'éclatement rapide de la zone euro.

Les interventions massives de la BCE poursuivent donc le triple objectif de contenir l'effondrement de la production et des profits qu'elle génère, d'assurer le système bancaire contre le risque de défaut de paiement et de prévenir les risques d'implosion de l'euro. Mais les décisions monétaires non conventionnelles et le relâchement du carcan budgétaire n'engagent aucune rupture avec l'orientation à plus long terme des politiques économiques d'austérité promues par les institutions néolibérales. D'ailleurs les textes qui encadrent les politiques économiques nationales permettent à un Etat de déroger temporairement au Pacte de stabilité européen (TSCG) en cas de « circonstances exceptionnelles ». L'article 3 du Pacte de stabilité précise d'ailleurs que pour un Etat de la zone euro, « *l'écart temporaire ... (ne doit pas) mettre en péril sa soutenabilité budgétaire à moyen terme* ». En orientant principalement sa politique monétaire sur le rachat de montagnes de dettes privées et publiques aux banques commerciales, la BCE protège les banques et les entreprises privées et met les Etats endettés sous perfusion tout en conservant l'essentiel du cadre qui, à terme, va de nouveau enserrer étroitement les politiques économiques nationales.

### **→ Poussée historique du chômage, élimination des producteurs indépendants, précarisation accrue du monde du travail**

L'essor fulgurant du chômage un peu partout dans le monde donne à voir l'ampleur de la grande dépression annoncée. Aux Etats-Unis le nombre de nouveaux demandeurs d'allocations chômage augmente en moyenne de près de 5 millions par semaine depuis la mi-mars 2020, soit plus de 33 millions de chômeurs en plus en cumul sur sept semaines. À la mi-mai le taux de chômage y a déjà égalé celui de la Grande dépression dans les années 1930. En France l'envol du chômage a provisoirement ralenti par les effets stabilisateurs de l'emploi public et par les mesures massives de chômage partiel. Malgré ces amortisseurs de crise, les demandes d'inscriptions à Pôle emploi ont fait un bon historique depuis la fin janvier 2020 avec plus d'un million demandeurs d'emploi sans activité de plus dans la catégorie A.<sup>87</sup> Pendant le confinement, le nombre de non-

---

<sup>87</sup> Cette progression fulgurante des chômeurs de catégorie A, est très liée à la plus grande précarité des précaires : nombre de ceux et celles qui exerçaient une activité réduite (missions, temps partiel, etc.) dans des secteurs mis à l'arrêt (hôtellerie-restauration, bâtiment, métiers du spectacle) n'ont plus eu accès aux CDD et aux contrats d'intérim et ont donc changé de catégorie dans la classification de Pôle emploi.

renouvellements de missions intérim ou de contrats courts a grimpé en flèche. L'INSEE estime qu'au premier trimestre 2020 plus de 450.000 emplois ont été détruits dans le secteur privé, notamment dans les services marchands et dans l'intérim.

La moindre prise en charge du chômage partiel par l'Etat à partir du 1er juin 2020, va pousser les entreprises à licencier en masse. De grandes entreprises toujours plus nombreuses annoncent des fermetures de site et des compressions drastiques d'effectifs. Renault qui a bénéficié de 5 milliards d'aides publiques prévoit la fermeture de 4 sites et annonce 4600 suppressions de postes en France et près de 15 000 dans le monde, provoquant la première grande mobilisation sociale de l'après confinement. Air France qui a encaissé 7 milliards d'aides publiques, annonce un plan de départ volontaires. Les exemples pourraient être multipliés mais les vagues de licenciements annoncées par les grandes entreprises ne doivent pas cacher la marée des destructions d'emploi provoquée par la déstabilisation des petites entreprises notamment dans le secteur des services marchands aux particuliers et aux entreprises. Avec la multiplication à venir des faillites de petites entreprises que les banques refuseront de renflouer, les chiffres officiels du chômage poursuivront leur envol dans les prochains mois.

La destruction des emplois salariés accompagne la destruction en cours de la « biodiversité économique » qui se manifeste notamment par la disparition à venir de petits agriculteurs fragilisés par la fermeture des marchés et de très nombreux petits commerces non franchisés, métiers de l'artisanat : cafés, restaurants, détaillants et petits producteurs des marchés, électriciens, plombiers, coiffeurs, chocolatiers, cavistes, cordonniers, marchands de jouets, papeteries, vendeurs d'accessoires de cuisine ou de vêtements... En France, on repère déjà les signes de l'accélération de la concentration du capital fondée notamment sur l'élimination des producteurs plus ou moins indépendants au profit d'un ensemble d'oligopoles qui s'engouffrent dans la brèche ouverte par la crise sanitaire. Pendant le confinement la grande distribution a, elle, tiré son épingle du jeu et bénéficié des largesses gouvernementales.

Les grandes surfaces sont restées ouvertes et ont été autorisées à maintenir la vente de biens et de service non essentiels. De même, les grands groupes de la distribution - Darty, Fnac ou Decathlon - ont également tiré profit de

leur avantage comparatif en matière de services de commerce en ligne qui leur permettent de répondre à la demande de leurs clients.

La déstabilisation des indépendants s'annonce particulièrement violente dans les métiers liés à la production et à la diffusion des biens culturels. Les maisons d'édition indépendantes sont menacées et avec elles les professions de libraires, auteurs, correcteurs, maquettistes, imprimeurs, illustrateurs, etc. Dans la chaîne du livre, la vulnérabilité des libraires indépendants a été accrue par la distorsion de concurrence durant le confinement où les grandes surfaces et Amazon ont augmenté leur part de marché. Intermittents et indépendants du spectacle sont également violemment précarisés quand, dans le même temps, des plateformes de streaming voient leur nombre d'abonnés et le cours de leurs actions exploser.

## **Une stratégie libérale-sécuritaire d'instrumentalisation des risques visant à défaire les protections collectives**

Opérons ici un point d'étape. En France, mais sans doute aussi ailleurs, l'organisation autoritaire et anxiogène du confinement des classes populaires et moyennes, a diffusé un profond sentiment d'insécurité lié à des précarisations multiples et cumulatives, à la fragmentation de la vie collective, à la banalisation des dispositifs de contrôle et de sanction policier, à la neutralisation des contre-pouvoirs, à la propagande officielle moralisatrice, infantilisante et culpabilisante, etc.

Cette expérience disciplinaire menée à grande échelle s'est déployée dans un contexte où les classes populaires et moyennes ont des raisons bien fondées de se sentir directement menacées et par la crise sanitaire, et par l'explosion en cours du chômage et de la précarité.

Ces insécurités incorporées accentuent la vulnérabilité des groupes dominés. En l'absence de mobilisation collective et d'espérance émancipatrice, elles peuvent fragiliser les solidarités, aviver les concurrences et les jalousies « de proximité », donner libre cours à l'expression des ressentiments. Les classes dominantes ont bien perçu

comment les peurs éprouvées par le plus grand nombre pouvaient être détournées des causes réelles qui les ont engendrées. La dynamique du capitalisme propage des risques bien réels à l'échelle planétaire et, simultanément, crée les conditions de l'instrumentalisation par les classes dominantes mobilisées pour défendre leurs privilèges et préserver leur légitimité. Dans des champs sociaux très divers et à des échelles multiples, les diverses oligarchies convergent progressivement autour d'une stratégie qui manipule les peurs pour mieux défaire les protections collectives du monde du travail, pour accroître ses vulnérabilités, et *in fine* pour conforter les rapports de forces qui permettent d'extorquer le consentement des classes dominées.

Sans être exhaustif, on peut repérer la mise en œuvre de cette stratégie que nous appellerons « libérale-sécuritaire » simultanément à la tête de l'Etat français et des grandes entreprises, dans les institutions supra-européennes et dans le champ du capitalisme numérique.

**→ L'état d'urgence sanitaire permet d'accélérer la casse du Code du travail, d'approfondir la surveillance des populations et de neutraliser provisoirement les mobilisations**

En France, la synchronisation des crises sanitaires et économiques fait-elle perdre un peu plus de légitimité à un exécutif initialement affaibli ou, au contraire, lui offre-t-elle de nouvelles opportunités politiques ? De multiples indices de la perte de légitimité de l'exécutif étaient perceptibles bien avant la crise déclenchée par le Coronavirus. Les enquêtes d'opinion soulignaient l'extrême impopularité du gouvernement Macron-Philippe bousculé par la contestation pugnace du mouvement des Gilets jaunes et par une mobilisation syndicale d'une longévité inédite contre la nouvelle réforme des retraites.

A la veille du déclenchement de la pandémie, le pouvoir politique apparaissait de plus en plus fragilisé par la perte d'appuis annonciatrice de crise politique à venir. Des prises de position critiques du Conseil d'Etat ou de la Cour des comptes sur la gouvernance actuelle, révélaient une prise de distance d'une partie de la haute fonction publique qui a depuis éclaté au grand jour avec la tribune au vitriol d'une quinzaine de hauts fonctionnaires

de l'Education nationale contre le ministre Jean-Michel Blanquer.<sup>88</sup> A l'Assemblée nationale, des députés de plus en plus nombreux faisaient défection du groupe LREM fragilisant ainsi sa majorité. Un nouveau groupe parlementaire issu des rangs de la majorité s'est depuis dissocié du parti présidentiel. Le premier tour des élections municipales marqué par un taux d'abstention record dans un contexte de crise sanitaire, a durement sanctionné les listes soutenues par LREM : jamais sous la cinquième République un parti majoritaire à l'Assemblée nationale et dans l'exécutif, n'avait sans doute été autant minorisé au cours d'une élection intermédiaire. Ce processus de délégitimation d'un gouvernement qui incarne jusqu'à la caricature les politiques néolibérales, s'inscrivait dans le mouvement général de contestation du néolibéralisme qui a parcouru de nombreux pays ces dernières années.

Bien des conditions semblent donc réunies en France pour que soit instruit le nécessaire procès en incompétence et en imprévoyance de l'exécutif accablé par ce qui est majoritairement perçu comme une gestion chaotique de la crise. La crise du Coronavirus va-t-elle alors précipiter l'effondrement des politiques néolibérales et du gouvernement qui en France l'incarne ? Rien n'est moins sûr. Cette séquence de crises multidimensionnelles peut être au contraire saisie par l'exécutif pour durcir les lignes de forces de son action et pour tenter de refonder sa légitimité en instrumentalisant la montée de risques multiples – sanitaires, écologiques, économiques, sociaux, etc - qui caractérise la période.

Dans un premier temps, l'épidémie a créé un mouvement de panique chez les gouvernants contraints de suspendre la réforme des retraites et de différer l'application de la réforme du chômage. Fut même alors invoquée la nécessité d'un Etat qui prohibe les licenciements et nationalise. Les mesures massives de chômage partiel ont pu aussi entretenir l'illusion du « virage social » d'un gouvernement subitement devenu attentif aux conditions d'existence des classes populaires. À la mi-mai 2020, selon l'Insee, 12,4 millions de travailleurs du secteur privé étaient concernés par les dispositifs du chômage partiel financé par l'Etat. En pratique, 8,6 millions l'ont effectivement perçu soit environ 4 salariés du privé sur 10. Cette intervention indispensable mais ponctuelle, n'engageait cependant aucun changement de ligne durable du gouvernement.

---

<sup>88</sup> <http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2020/05/14052020Article637250435761243497.aspx>

Avec la mise au chômage partiel et provisoire de millions de salariés dans l'attente de la reprise économique, il s'agissait d'abord de réduire sur fonds publics les coûts des entreprises confrontées à la paralysie de la production, de modérer les anticipations d'effondrement de la demande solvable adressée aux (grandes) entreprises et de contenir ainsi l'affaissement de la valeur des actions côtées en Bourse. De fait la politique économique gouvernementale depuis le déclenchement de la crise sanitaire relève d'une logique où l'Etat promet au grand jour des dispositifs d'assurance sociale tout en se faisant, dans l'ombre, l'assureur des grands intérêts privés et des actionnaires. Les mesures de soutien public aux grandes entreprises se font sans contrepartie. Ni réquisitions, ni interdiction de versements de dividendes, ni interdiction de licenciement, ni planification de reconversion des activités polluantes. L'Etat socialise aujourd'hui les pertes sans contrarier la privatisation des profits de demain.

Emmanuel Macron reste attaché aux lignes de forces d'une politique étroitement façonnée par le système de transactions avec les groupes dominants qui l'ont porté au pouvoir. Il met à profit cette période où les mobilisations du monde du travail sont entravées pour durcir les attaques menées contre ses droits conquis. L'état d'urgence sanitaire adopté dès le 23 mars 2020 permet de déployer une vaste offensive gouvernementale et patronale contre le droit du travail au moyen d'ordonnances adoptées à marche forcée. La fragilisation conjoncturelle des capacités de mobilisation du monde du travail et du syndicalisme de lutte, libère la violence d'une classe dominante pleinement mobilisée pour restaurer les profits que la crise économique érode. Cette offensive a un objectif central : défaire les protections sociales qui freinent l'exploitation du monde du travail et l'extorsion de la plus-value. La mise à pied depuis le 15 avril 2020, d'Anthony Smith, inspecteur du travail du département de la Marne, responsable syndical national, par la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, donne à voir cette stratégie du choc conduite contre le monde du travail et de mise au pas de ceux et de celles qui défendent ses droits. L'ordonnance n° 2020-323 du 25 mars 2020, applicable jusqu'au 31 décembre 2020, permet ainsi de s'en prendre aux limitations du temps de travail prévues par la loi ou les conventions collectives : passage aux 12 heures de travail par jour, ou même par nuit et aux 60 heures par semaine facilité, réduction du temps de repos minimal, suppression du repos dominical... Dans la

foulée, l'Assemblée porte un coup de plus au Code du travail le 15 mai en votant la possibilité pour les employeurs de déroger aux règles de reconduction des CDD jusqu'à la fin 2020.<sup>89</sup> Les entreprises peuvent désormais contourner les accords de branche qui encadrent le recours aux contrats à durée déterminée ou à l'intérim jusqu'au 31 décembre 2020. Les salariés précaires, les plus exposés à la crise, sont maintenant plus insécurisés encore et vont gonfler les rangs d'une immense armée de travailleurs pauvres de réserve qui renforce la pression à la baisse sur l'ensemble des salaires.

Une stratégie homologue pourrait être conduite contre l'hôpital public et la protection sociale. Le plan « Ma santé 2022 », lancé par Agnès Buzyn, qui prévoit des fermetures d'hôpitaux de proximité et prolonge la logique de l'« hôpital entreprise » n'est pas annulé. Confronté à la contestation croissante et populaire qui monte dans les hôpitaux, l'exécutif annonce avec le Plan Ségur des mesures censées revaloriser des métiers de l'hôpital tout en disant son intention d'y remettre en cause les 35 heures. Bien des indices suggèrent également que la protection sociale est plus que jamais dans le viseur du gouvernement. L'assurance-chômage voit aujourd'hui ses comptes considérablement dégradés avec une augmentation considérable des dépenses - plus de chômeurs indemnisés et prise en charge d'une partie des revenus perçus par les millions de salariés du privé au chômage partiel - alors même que les recettes diminuent fortement - moins de cotisations reçues, plus d'exonérations de cotisations pour les employeurs. Le déficit qui se creuse sera invoqué pour appliquer la réforme de l'assurance-chômage - particulièrement punitive pour les précaires et les chômeurs - à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2020. L'annonce de la création d'une 5<sup>e</sup> branche de la Sécurité sociale pour la prise en charge de la perte d'autonomie induit aussi deux menaces possibles : sortir cette branche du financement par les cotisations sociales et financer sur fonds publics les grands groupes financiers (Korian et Orpéa) qui exploitent le secteur privé à but lucratif des Ehpad.

L'état d'urgence sanitaire a également durci les tendances autoritaires du gouvernement qui, une fois encore, se sont cruellement manifestées dans la répression des révoltes de jeunes des quartiers à la mi-avril. Plus

---

<sup>89</sup> <https://www.mediapart.fr/journal/france/150520/l-assemblee-vote-la-precarisation-des-contrats-courts?onglet=full>

généralement, en jouant sur le tableau de la médiatisation anxiogène de l'épidémie et de la culpabilisation de la population confinée, l'exécutif est parvenu à banaliser des mesures liberticides qui portent atteinte aux libertés fondamentale de circulation, de réunion, de manifestation et de droit à la vie privée et familiale et à l'éducation. « Avoir peur, c'est se préparer à obéir » disait Hobbes. Les mesures liberticides qui se multiplient sont précisément légitimées par le climat d'insécurité que l'exécutif propage avec la complicité de ceux qui relayent ses éléments de langage.<sup>90</sup>

Cette suspension des droits des personnes, imposée sans véritable débat public, a considérablement affaibli les contre-pouvoirs et les procédures de contrôle qui peuvent limiter les débordements du pouvoir. Le Conseil d'Etat a lui-même désavoué plusieurs abus de pouvoir de l'exécutif. Une décision du lundi 18 mai 2020 lève ainsi l'interdiction de fréquentation des lieux de culte et considère que l'usage de drones par la police est illégal car il constitue une atteinte à la vie privée, même durant la crise sanitaire. Cette dérive sécuritaire pourrait trouver un nouveau prolongement avec un système logiciel qui permet de suivre un déplacement voulu par un gouvernement qui, bien avant la crise du Covid 19, affichait son goût pour les outils de contrôle de la population telle que la reconnaissance faciale. Sous prétexte de sécurité sanitaire, la généralisation du tracking via l'application Stop Covid, reviendrait à installer un bracelet électronique virtuel sur la population<sup>91</sup> qui serait ainsi toujours plus privée de liberté et toujours plus tenue comme responsable des nouvelles vagues épidémiques.

L'instrumentalisation des risques sera sans doute au cœur des recompositions politiques visant à relégitimer la tête de l'Etat. Très classiquement, Emmanuel Macron en appelle aujourd'hui à l'unité nationale pariant ainsi sur le ralliement de groupes sociaux plus ou moins favorisés soucieux de minimiser les risques de déclassement dans un contexte économique de plus en plus incertain. L'exploitation des peurs cherche ainsi à trouver une traduction proprement politique avec le remaniement gouvernemental en gestation qui, sous couvert d'union nationale, pourrait intégrer un personnel politique venu de la droite tout en confiant des

---

<sup>90</sup> <https://www.tf1.fr/tmc/quotidien-avec-yann-barthes/videos/zoom-la-strategie-par-la-peur-et-la-culpabilisation-pour-lutter-contre-lepidemie-40063118.html?sfns=mo>

<sup>91</sup> [https://www.liberation.fr/debats/2020/04/19/stopcovid-un-bracelet-electronique-pour-tous\\_1785727](https://www.liberation.fr/debats/2020/04/19/stopcovid-un-bracelet-electronique-pour-tous_1785727)

postes à des « personnalités » identifiées comme « environnementalistes ». La modernité de cette entreprise se situe précisément dans la tentative de cimenter les intérêts des dominants autour d'une idéologie libérale-sécuritaire qui se veut durablement ajustée à une époque tourmentée par l'imminence de la catastrophe écologique généralisée.

### → **L'épée de Damoclès de la dette pour imposer l'austérité**

Depuis le début de la crise, les politiques monétaires non conventionnelles arrêtées n'ont pas levé le tabou qui interdit à la BCE de financer directement les Etats en achetant directement les « bons du trésor » qu'ils émettent et de transformer les titres publics à 3, 5 ou 10 ans qu'elle détient en une dette dite « perpétuelle », c'est à dire une dette qui ne sera jamais remboursée. Ce dispositif qui permettrait à la fois de mutualiser le financement des Etats de la zone euro tout en annulant une bonne partie de leur dette, n'est pas (encore ?) à l'ordre du jour. La BCE, sous la pression notamment des intérêts dominants dans les pays d'Europe du Nord et des marchés financiers qui auraient beaucoup à perdre en cas de retour de l'inflation, se refuse toujours à apporter des concours directs au Trésor, c'est-à-dire à financer directement les Etats par création monétaire. La perspective d'annulations massives de dettes publiques n'est pas non plus envisagée ouvertement. Les rapports de force internes à l'Union européenne ont dans un premier temps fait échouer les tentatives de création d'emprunts européens – « coronabonds » ou eurobonds – qui permettraient aux Etats les plus endettés – l'Italie et l'Espagne notamment – de se financer sur les marchés financiers tout en se protégeant des attaques spéculatives grâce à ces emprunts mutualisés. Mais ces emprunts en commun conduiraient mécaniquement à mutualiser les taux d'intérêt au risque de renchérir le coût de la dette des Etats dominants de l'UE qui empruntent actuellement à taux négatifs.

Dans un contexte de dépression longue et de moindres rentrées fiscales comment les Etats les plus endettés de la zone euro pourront-ils alors réduire leur dette publique ? La création monétaire leur est interdite. L'annulation officielle d'une partie de leurs dettes n'est pas ouvertement envisagée. Il ne reste alors que deux possibilités : soit augmenter les recettes publiques avec la fiscalité, soit comprimer fortement les dépenses publiques avec, à terme, le retour des politiques de « super austérité ». Une

fiscalité plus juste et plus écologique pourrait accroître considérablement les marges de manœuvres avec le rétablissement d'une plus grande progressivité de l'impôt sur le revenu, sur le patrimoine et sur la consommation, la suppression de niches fiscales et la lutte contre l'évasion fiscale. Mais ces réformes fiscales nécessaires sont combattues à la fois par les marchés financiers, par les classes dominantes et par le personnel politique qui défend leurs intérêts.

À l'horizon de la classe dominante, il n'y a donc pas d'autre politique économique possible que celle de l'austérité. Pour Bruno Le Maire, ministre des Finances, la sortie de crise passera nécessairement à terme par des coupes claires dans les dépenses publiques : « je ne l'ai jamais caché : le redressement économique sera long, difficile et coûteux. Il demandera des efforts de la part de tous les Français... Sur le long terme, il est nécessaire de disposer de finances publiques saines et de réduire la dette ». Ces prises de position du ministre des Finances qui rassurent les oligarchies économiques et financières, donnent aussi des gages aux marchés financiers ainsi encouragés à concéder des taux d'intérêt très bas aux émissions de titre de dette de l'Etat français. D'autres signes montrent la force des logiques annonciatrices des politiques d'austérité. Les ministres des finances de l'UE ont déjà convenu le 9 avril 2020 d'utiliser le Mécanisme européen de stabilité (MES), une institution financière qui peut financer en partie des Etats en difficulté en empruntant sur les marchés financiers mais qui, jusqu'à présent conditionnait ses soutiens à l'engagement des États « aidés » à mener des (contre) réformes diminuant les dépenses publiques et de protection sociale et flexibilisant le marché du travail. S'il devait avoir lieu, le retour anticipé de l'inflation - lié à la conjonction des surcoûts du déconfinement et du pouvoir de marché accru des entreprises de plus en plus concentrées - inciterait aussi à freiner les dépenses publiques et les salaires dans les pays placés sous la coupe des marchés financiers avides de préserver leurs profits.

L'imposition d'un horizon uniquement austéritaire pour les pays du Sud de l'Europe se heurte cependant à une limite évidente : un scénario « à la grecque » provoquerait la sortie de l'UE des Etats les plus endettés et une déflagration financière qui emporterait l'euro dans la tourmente. Pour limiter le risque de ce scénario catastrophe pour les intérêts financiers dominants en Europe, une stratégie pragmatique pourrait consister à

mutualiser, non pas la totalité, mais une partie de la dette des Etats de l'UE<sup>92</sup>. La proposition franco-allemande d'un plan de relance de 500 milliards d'euros financé par des emprunts de la Commission sur les marchés "au nom de l'UE" vise à ajouter de la dette mutualisée aux dettes souveraines qui progressent rapidement. Cette orientation pragmatique, qui n'a pas encore l'accord des 28 Etats membres, répond à la décision de la Cour constitutionnelle allemande qui, le 5 mai dernier, demandait à la BCE de s'expliquer sur son programme d'achat de dettes, posant ainsi un ultimatum à l'UE pour que soient maintenues l'interdiction de financer directement les États et la priorité donnée à la lutte contre l'inflation. La Commission européenne prolonge aujourd'hui l'initiative franco-allemande en proposant un plan de relance inédit fondé sur un premier grand emprunt européen de 750 milliards d'euros qui permettrait d'accorder 250 milliards de prêts ainsi mutualisés<sup>93</sup> et des subventions à hauteur de 500 milliards d'euros, en direction notamment des Etats d'Europe du Sud. Les dons seraient alors financés à partir de nouvelles taxes levées dans l'Union (taxe carbone aux frontières de l'UE, impôt sur les revenus des grandes entreprises).

Cette proposition inédite de la Commission européenne est surdéterminée par les menaces que font peser les marchés financiers sur les dettes souveraines espagnoles et italiennes et, assez directement, sur l'euro. Néanmoins, elles n'engagent pas une rupture avec l'orientation néolibérale qui structure les institutions européennes. La règle de l'unanimité des 27 est encore un obstacle à l'instauration des taxes européennes. Qui plus est, les pays bénéficiaires de soutiens financiers devraient soumettre leur plan d'investissements et de réformes à la Commission et conduire les réformes structurelles censées améliorer leur compétitivité.

Quel que soit le scénario final arrêté, la montée de l'endettement des Etats contraints de se financer sur les marchés financiers maintient une épée de Damoclès au-dessus de la tête des peuples. La manipulation de la « dette »

---

<sup>92</sup> Une autre position pragmatique pourrait consister, pour la BCE, à continuer à racheter un maximum de titres de dettes des Etats européens par création monétaire, puis dans un second temps, à réduire la montagne de dettes accumulées par les Etats dominés en jouant sur la durée et le taux des emprunts, ou même en renonçant à terme à se faire rembourser d'une partie des créances détenues. Du reste, ce renoncement pourrait lui-même s'inscrire dans un mouvement mondial d'"abandon de créances" massif par les Banques centrales sous la pression des Etats qui partout accumulent des volumes titanesques de dettes.

<sup>93</sup> Dans le scénario provisoire proposé par la Commission européenne, les emprunts européens se font à des taux très peu élevés sur les marchés financiers. Les Etats qui bénéficient des prêts européens commenceraient à payer les intérêts commencent dès 2021, le remboursement des sommes empruntées n'ayant lieu qu'à partir de 2028 et devant s'achever en 2058.

fait peser la menace d'une crise des dettes souveraines pour les Etats les plus endettés désignés comme coupables de la situation financière qui leur est réservée. En jouant sur la peur et la culpabilité, les marchés financiers pourront ainsi à terme sommer les Etats d'accepter les politiques d'austérité salariale et budgétaire au risque d'approfondir plus encore les logiques récessives qui les ruinent.

### **→ L'expansion accélérée du capitalisme numérique intensifie l'exploitation du travail**

La crise du Coronavirus devrait raisonnablement inviter à organiser méthodiquement une démondialisation écologique de la production qui prendrait appui sur des réseaux courts et locaux favorisant une « biodiversité économique » peu consommatrice de ressources naturelles et peu polluante. Mais les restructurations en cours du capitalisme et les principales forces en mouvement dans le champ économique vont dans un sens exactement contraire, celui d'un renforcement d'oligopoles planétaires organisant les marchés mondiaux à leur guise.

En quelques mois la crise actuelle a donné un coup d'accélérateur à l'expansion du capitalisme numérique. Depuis le début de l'année, la cotation des « Gafam » - G pour Google, A pour Apple, F pour Facebook, A pour Amazon et M pour Microsoft - a gagné 10%, à Wall Street où début mai 2020 leur capitalisation boursière dépassait 5000 milliards de dollars, soit le ratio historique de 22 % du principal indice boursier américain phare, le S&P 500. A rebours de l'horizon d'une production relocalisée, les spéculateurs anticipent un monde de demain dans lequel les géants du numérique, auront étendu leur emprise sur l'économie mondiale. A la faveur de la pandémie, les « Gafam » partent, par exemple, à la conquête des marchés gigantesques de la santé dont les budgets vont exploser à l'échelle mondiale. Dans cette perspective, Facebook, Google, Twitter, Instagram proposent déjà aux gouvernements des services dédiés à la lutte contre la pandémie : applications de dialogue, outils de travail coopératifs, données géolocalisées utiles à la lutte contre le virus, cartes interactives ... Microsoft, Google et Amazon tentent d'imposer partout dans le monde une application commune de traçage, très intrusive, qui ouvre un champ de profit phénoménal pour les géants du numérique, avec notamment la vente de publicités ciblées. Les mutations en cours pourraient aussi précipiter les

stratégies de fusion entre de grandes compagnies d'assurance et des géants du numériques qui auront su collecter et privatiser des masses de données sur la santé des individus. Dans le domaine de l'éducation, les expériences de masse de télé-enseignement où **ont été utilisées des applications produites par les Gafam - WhatsApp, des chaînes YouTube ou la plateforme Zoom** -, pourraient aussi étendre les nouveaux marchés du « e-learning » au détriment de l'offre éducative des établissements scolaires et des universités.

Le blocage des chaînes de valeurs dans l'industrie ne va pas engendrer mécaniquement une relocalisation générale des activités économiques. Dans le domaine de la production des produits matériels, l'intérêt bien compris des grandes firmes industrielles sera de relocaliser une partie des processus productifs pour éviter ce type de choc d'offre qui les met à l'arrêt. Mais l'expérience socialisatrice du confinement simultané de centaines de millions de travailleurs des services marchands et non marchands assignés au télétravail ouvre des perspectives gigantesques de délocalisation du travail qualifié vers des pays à faible coût du travail. Ces délocalisations de la production de services à forte valeur ajoutée pourraient prendre appui sur le travail très qualifié de travailleurs des pays du Sud installés en « free lance » et généraliser ce qui existe déjà pour les activités de plateformes téléphoniques, d'assistance informatique ou de gestion des dossiers clients. On voit ainsi comment le télétravail à l'échelle planétaire permettrait aux grandes entreprises de réduire le coût salarial et le coût des équipements tout en contournant des réglementations sociales nationales qui freinent l'intensification du travail.

Le capitalisme numérique qui étend son emprise sur le monde du travail recèle sans doute des gisements de productivité - et d'exploitation du travail- considérables. Exploitation des salariés atomisés, contraints de prendre à leur charge une partie des dépenses de l'entreprise - chauffage, électricité, équipements informatiques, repas, etc - détachés du collectif et de ses protections, incités à faire tomber les séparations qui cloisonnent les rythmes de la vie privée et les cadences professionnelles. Exploitation des consommateurs et des usagers que la généralisation du numérique permet de mettre gratuitement à contribution en leur faisant exécuter eux-mêmes leurs demandes. Les grandes entreprises s'engouffrent déjà dans la brèche ouverte par le choc du confinement. Mark Zuckerberg, fondateur du réseau

social Facebook annonce que la moitié de ses employés pourraient travailler à domicile et de façon permanente, d'ici 5 à 10 ans.

En France le télétravail, longtemps réservé aux cadres et aux professions intellectuelles du tertiaire marchand s'est étendu massivement au monde enseignant et à des centaines de milliers d'employés et de professions intermédiaires du tertiaire marchand - banques, assurances, centres d'appels,...- et de la fonction publique territoriale. Selon la Dares, c'est un salarié sur quatre qui a participé dans l'urgence à cette expérimentation de masse d'une nouvelle forme d'organisation du travail à domicile conduite sans règles protectrices, sans considération ergonomique, dans des conditions de stress exposant souvent la santé des salariés à de nouveaux risques psycho-sociaux. Non encadrée, cette généralisation du travail à domicile pourrait aussi provoquer des destructions massives d'emploi dans la fonction publique - dans l'enseignement notamment. Et permettre demain la mise au travail de salariés aujourd'hui en arrêt maladie ou en congé maternité ?

Ainsi, à la faveur des crises du capitalisme qui se synchronisent, les oligarchies en place instrumentalisent les risques et les précarités multiples qui s'exacerbent pour défaire plus encore les protections collectives. Cette « stratégie du choc » précipite des mutations du capitalisme qui étaient en cours avant le déclenchement de la crise du Coronavirus et accélère un tournant « libéral-sécuritaire » qui tente de défaire les résistances des classes populaires et les classes moyennes.

## **Un anticapitalisme pragmatique comme alternative raisonnable et protectrice à la montée des insécurités**

Résumons. En France, mais sans doute aussi ailleurs, l'organisation autoritaire et anxiogène du confinement des classes populaires et moyennes, a diffusé un profond sentiment d'insécurité qui s'est déployé dans un contexte où les classes dominées ont des raisons bien fondées de se sentir particulièrement menacées par la crise sanitaire et par l'explosion en cours du chômage et de la précarité. Ces peurs ressenties et ces risques objectifs, instrumentalisés par les oligarchies en place, ont infléchi les

rapports de forces au cours du confinement, inhibé momentanément l'action collective et précipité les processus antérieurs à la crise qui défont l'Etat social et participent à l'insécurité générale qui gagne les classes dominées.

Ce qui se joue avec la pandémie du Covid 19 a sans doute valeur de répétition générale des grandes crises socio-écologiques à venir. L'onde de choc de la crise actuelle préfigure à la fois les désastres que les dynamiques du capitalisme engendrent et la manière dont les classes dominantes utilisent la montée des risques pour extorquer le consentement à un ordre inégalitaire et écocidaire. La question de l'insécurité, de ses causes et de ses solutions, devient ainsi durablement une question politique majeure. Cette thématique ne peut plus être abandonnée aux manipulations idéologiques des courants libéraux-sécuritaires attachés au capitalisme financier, pas plus qu'elle ne doit être laissée aux droites nationalistes prédisposées à manipuler les précarités et les peurs. Les « gauches » doivent au contraire œuvrer prioritairement pour désigner les véritables causes des insécurités qui se propagent, expliciter les mécanismes qui les engendrent et promouvoir les protections collectives qui permettront de les réduire.

Ce moment politique de « grande transformation » au cours duquel s'amplifient les insécurités sociales, sanitaires et écologiques, exige qu'un anticapitalisme pragmatique place la construction des protections collectives au cœur de ses pratiques, de son projet et de sa stratégie. La crise actuelle ouvre un champ de lutte considérable pour la préservation et l'élargissement des protections existantes – stabilité des emplois, droits des personnes, droit du travail, service public, protection sociale, protection de l'environnement...- et pour la construction de nouvelles protections collectives socio-écologiques<sup>94</sup> et intergénérationnelles. Elle met au jour les différentes échelles des protections collectives à préserver et à inventer, depuis les solidarités de quartiers ou dans le monde rural promues par l'auto-organisation des habitants pendant le confinement<sup>95</sup> aux solidarités supranationales à construire en réorientant profondément, par exemple, les politiques macroéconomiques en Europe. Cette crise historique invite à construire sans relâche les rapports de forces qui protègent le plus grand

---

<sup>94</sup> Perspective que soutient également également Patrick Farbiaz dans sa contribution à cet ouvrage.

<sup>95</sup> Dans le sillage des pratiques d'auto-organisation populaires étendues par le mouvement des Gilets jaunes, le réseau Covid-entraide fédère plusieurs centaines de collectifs qui organisent des solidarités concrètes.  
<https://covid-entraide.fr>

nombre en soutenant la relance des luttes du monde du travail et en tissant des alliances inédites entre des groupes sociaux exposés à des formes différentes d'exploitation, de domination et d'oppression. Elle encourage à mettre en cohérence la diversité des pratiques d'autoprotection qui permettent de s'éloigner du capitalisme et qui ont formé le versant désirable de l'épisode du confinement : rejet de la surconsommation et pratiques de sobriété volontaire, réduction du temps de travail et « ralentissement » des rythmes sociaux, etc. Elle appelle le syndicalisme de lutte à poursuivre sa convergence avec l'écologie de combat, avec les associations d'entraide populaire et les mobilisations dans les quartiers pour mieux articuler différentes formes de solidarité et de protections face aux violences sociales, policières<sup>96</sup>, environnementales infligées aux classes dominées. Elle encourage ces forces militantes à se rassembler durablement autour de mesures d'urgence et d'un projet de transformation écologiste, féministe et sociale, à l'instar du plan de sortie de crise « Plus jamais ça » rendu public par 20 organisations associatives et syndicales<sup>97</sup>. Elle exige de construire collectivement un programme socio-écologiste rigoureux de reconversion des activités polluantes notamment au regard des objectifs climatiques.<sup>98</sup> La crise dit la nécessité absolue, comme le rappelle le collectif Critique, de « faire le lien entre les pratiques d'auto-organisation mises en place dans le contexte de la pandémie, et les formes de responsabilités collectives à créer après la crise, et hors de l'Etat néolibéral » et « nous oblige à imaginer un autre monde commun né de cette multitude d'expériences ».<sup>99</sup> Elle invite les formations politiques de gauche à recréer un lien de coopération conflictuelle avec les contre-pouvoirs populaires, associatifs, syndicaux qui irriguent les territoires et sans lesquels nulle transformation véritable n'est possible.<sup>100</sup>

---

<sup>96</sup> Amnesty international, de manière non exhaustive, « a authentifié quinze vidéos d'usage illégal de la force et/ou de propos discriminatoires de la part des forces de l'ordre dans quatorze villes de France, pendant la période de confinement du 18 mars à la nuit du 24 au 25 avril. Toutes ces vidéos illustrent des cas de violations du droit international relatif aux droits humains : usage illégitime, excessif ou non-nécessaire de la force, insultes racistes ou homophobes. »

<https://www.amnestyalgerie.org/2020/05/07/france-pratiques-policieres-pendant-le-confinement-amnesty-international-denonce-des-violations-des-droits-humains/?sfns=mo>

<sup>97</sup> <https://solidaires.org/Plus-Jamais-ca-34-mesures-pour-un-plan-de-sortie-de-crise>

<sup>98</sup> A l'image du travail réalisé sur la filière aéronautique à Toulouse par des militants de plusieurs organisations (les Amis du Monde Diplomatique Toulouse, Attac Toulouse, Université Populaire de Toulouse et de l'Antenne toulousaine de la Fondation Copernic)

<sup>99</sup> <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/140520/vers-un-monde-solidaire>

La crise nous commande de former une grande coalition émancipatrice suffisamment diverse et puissante pour briser les chaînes de l'insécurité, pour mutualiser et socialiser ce qui doit l'être afin, dans un même mouvement, de propager l'égalité et de protéger le vivant.

# Une épidémie révélatrice et amplificatrice

Par **PATRICK LE MOAL**

La pandémie que nous vivons n'est pas un simple incident de parcours, une épidémie de plus. C'est un avertissement, une première secousse d'un séisme plus profond, lié à la conjonction de l'entrée dans l'anthropocène et des effets de la mondialisation néo-libérale.

Son origine autant que sa gestion par le gouvernement sont révélatrices des effets des politiques capitalistes sur la planète et sur ses habitants. Cette gestion a aggravé et amplifié toutes les inégalités, toutes les injustices.

## Une pandémie issue de l'activité humaine

L'émergence de ce type de virus est en lien direct avec l'entrée dans l'anthropocène, ou plus précisément dans le capitalocène, car c'est bien le mode développement imposé par le capital qui a conduit à ce nouvel âge où les activités humaines sont devenues la principale force agissante du devenir de la Terre.

C'est la troisième épidémie provoquée par un coronavirus en moins de vingt ans : le SRAS en 2003, le MERS en 2012, et maintenant le SARS-CoV2. Et les zoonoses, ces maladies générées par des virus présents dans l'animal sauvage qui se transmettent à l'homme, se sont multipliées au cours des dernières décennies : VIH, SARS1, H1N1, H5N1, Ebola, MERS, SARS2. La déforestation, la destruction des écosystèmes et des habitats naturels d'animaux sauvages pour extraire des ressources, et pour développer certaines plantations industrielles, multiplient les zones de contact entre les humains et les animaux sauvages, et sont donc responsables de ces zoonoses. Dès lors qu'il existe des zones de passage permanentes pour le

saut d'espèces, une mutation du virus peut permettre le passage chez l'homme. Nous sommes, et probablement serons, donc constamment menacés par ces maladies émergentes, lesquelles sont pour l'essentiel, voire exclusivement, liées à l'empreinte que l'homme laisse sur la planète. Ce qui est valable pour le climat, pour l'environnement, est tout aussi valable pour les maladies infectieuses, en particulier émergentes, et les trois sont liés.

## **La rapidité de la propagation**

La vitesse de propagation de la pandémie s'explique par l'accélération des flux d'humains et de marchandises tout autour du globe : ce sont les humains qui transportent les maladies infectieuses. Aujourd'hui, l'aviation transporte presque quatre milliards de passagers par an, et la carte des foyers d'infection et celle des vols aériens intercontinentaux se recouvrent à 100 %.

## **L'épidémie met au grand jour le délabrement du système de santé**

Alors qu'il y avait en France l'un des meilleurs systèmes de santé au monde, face à la pandémie du COVID-19, notre système de santé public actuel a eu le plus grand mal à faire face. Ce qui a entraîné une crise sanitaire sans précédent, avec un taux de mortalité supérieur à bien des pays européens.

C'est le résultat de choix politiques. Depuis des décennies, les politiques d'austérité n'ont eu de cesse de l'affaiblir et de détruire le système solidaire mis en place à l'issue de la seconde guerre mondiale. Différentes lois instaurant l'Objectif National des Dépenses de l'Assurance Maladie, la tarification à l'activité (T2A) en 2004, et la réforme de l'hôpital (loi HPST) en 2009, par la diminution drastique des financements et l'instauration d'une gestion uniquement comptable, ont largement démantelé l'hôpital public. Cette doctrine néolibérale, qui veut faire fonctionner l'hôpital comme une entreprise, en lui fixant des objectifs de rentabilité dans lesquels le travail humain n'existe pas, a dégradé considérablement les conditions de travail des personnels : elle est responsable de la crise actuelle de l'hôpital public. De même, l'objectif d'un taux d'occupation des

lits à quasi 100% et l'assimilation d'un parcours de soins à une chaîne de production industrielle, sont adaptés aux « usines à soins », mais sont incompatibles avec la mission d'accueil de tou-te-s par l'hôpital. Les soins urgents et non programmés supposent en effet d'avoir en permanence des lits disponibles, si on ne veut plus que les patients continuent à passer des heures sur des brancards. C'est d'ailleurs pour mettre fin à cette situation que les personnels de santé se sont massivement mobilisés depuis des mois, en réclamant un plan d'urgence et des dizaines de milliers d'embauches. Mais face à cette exigence, à cet avertissement provenant des personnels de santé, le gouvernement Macron-Philippe est constamment resté campé sur sa politique d'économies et de restrictions pour la santé et l'hôpital, sur le thème « il n'y a pas d'argent magique ». En envoyant même, à de multiples reprises, la police contre les mobilisations des personnels de santé.

Résultat : du fait des dizaines de milliers de lits supprimés, des dizaines de fermeture d'établissements, l'hôpital public n'a plus été en capacité de répondre correctement à ses missions. Il ne restait, au début de l'épidémie, à la mi mars, que 7 000 lits en réanimation (28 000 en Allemagne !). L'épidémie de COVI-19 a mis au grand jour le délabrement des hôpitaux publics, du médico-social et du social, et plus globalement de l'ensemble de notre système de santé. Ce qui a rendu notre pays particulièrement fragile.

## **L'absence de toute préparation**

L'État a abandonné toutes les préparations relatives à la gestion d'une pandémie grave, qui avaient été initiées dans les années 2000, sous la pression de l'OMS durant l'épidémie H1N1. Avaient pourtant, à cette époque, été anticipées l'irruption d'épidémies, avec des procédures définissant en détail les modalités de l'intervention de l'État, la réorganisation de la société, le maintien des fonctions essentielles de l'économie, avec des budgets et des stocks stratégiques. Par exemple, il avait été décidé de financer une fabrication française de masques, notamment FFP2, pour ne pas dépendre d'importations incertaines venues d'Asie et pour disposer de stocks conséquents.

Tout ceci a été démantelé à partir de 2012, et le budget a été divisé par 10. Symboliquement l'usine de fabrication de masques bretonne, rachetée en 2010 par le groupe américain Honeywell, qui a délocalisé la production en

Tunisie, a fermé totalement ses portes en 2018 ; et ses chaînes de production ont été détruites.

La raison de l'abandon de ces préparations est politique : la traque de toutes les réserves d'argent public « dormant », qui impose d'éliminer les stocks ; les réserves étant appréhendées comme des immobilisations et des dépenses inutiles. Cette « optimisation » de l'argent public sur le court terme a eu et continue d'avoir des effets catastrophiques.

## **Le retard pris dans les premières réactions du gouvernement**

Pour toutes ces raisons, le gouvernement, l'État et l'hôpital public n'étaient pas préparés à l'arrivée et à la gestion d'une épidémie de cette importance - d'autant que la rapidité inhabituelle de sa progression nécessitait des réponses exceptionnellement rapides.

Mais rappelons ici la temporalité du Covid-19 et du prodigieux retard à l'allumage du gouvernement.

Au début du mois de janvier 2020, on apprend l'existence de cette nouvelle maladie dont les caractéristiques sont inconnues. Dès le 30 janvier, l'OMS considère le SARS-CoV-2 comme une urgence de santé publique au niveau mondial, la maladie s'étant déjà propagée à 18 pays. Le 25 février, pour certains spécialistes, la pandémie l'a déjà emporté, même si l'OMS ne l'a déclaré officiellement que le 12 mars.

Lorsque l'épidémie a atteint la Lombardie (Italie), à partir du 21 février, il était évident qu'elle ne pouvait que se développer en France. Le premier décès en France est déclaré le 25 février, le nombre de personnes atteintes s'élève à 57, seulement trois jours après, le 28 février.

Un conseil des ministres exceptionnel est convoqué le samedi 29 février pour traiter de l'épidémie de coronavirus. Il y a alors, officiellement, 100 personnes atteintes du virus (le chiffre a doublé en une journée). C'était là le moment ad hoc pour faire du traitement de l'épidémie une priorité. Avec un ensemble coordonné de mesures : a) montrer à l'ensemble de la population l'urgence de mettre en place les gestes barrières, b) se donner les moyens de produire en France tous les masques (FFP2 pour tous les personnels de santé, ainsi que des masques pour toute la population), c) travailler aux tests nécessaires pour pouvoir faire des campagnes de tests

accompagnées d'une politique de suivi des personnes infectées, et d) décider une politique hardie d'embauches et de moyens donnés à l'hôpital public.

Au lieu de cela, le gouvernement décide... l'activation de l'article 49.3 de la Constitution pour faire passer sans vote la (contre) réforme des retraites à l'Assemblée nationale. La priorité du gouvernement est le passage en force de cette réforme, contre laquelle se sont mobilisées des millions de personnes !

Pour accentuer le message et minimiser l'épidémie, le président de la République se met en scène, à la sortie d'un théâtre parisien, avec son épouse, le vendredi 6 mars, en déclarant : « La vie continue. Il n'y a aucune raison, mis à part pour les populations fragilisées, de modifier nos habitudes de sortie ».

Ensuite, même retard dans la prise en compte du risque. Dès le 9 mars, au moment du pire krach boursier mondial depuis 1929, les rassemblements de plus de 1 000 personnes deviennent impossibles. A partir du 11 mars, toutes les visites aux Ehpad sont interdites, les établissements scolaires sont fermés à partir du 12 mars, mais pourtant le premier tour des élections municipales se tient le dimanche 15 mars ! Deux jours avant que soit instauré le confinement total à partir du mardi 17 mars.

Ces deux semaines, durant lesquelles la priorité a été donnée aux débats à l'Assemblée nationale, et aux élections municipales, plutôt qu'au combat de l'épidémie, ont pesé très lourd.

A ceci, s'ajoutent les mensonges pour masquer les difficultés, sur les masques par exemple; l'imposition du registre moral, l'héroïsation des soignants pour produire une dépolitisation des questions qu'accompagne la stigmatisation des mauvais Français... Se surajoutent des décisions très personnelles du monarque présidentiel, comme on le verra au moment de trancher sur la date et le volume du déconfinement, contre l'avis du conseil scientifique, et sans prévenir les membres du gouvernement, à part le ministre de la Santé.

## Les principes politiques de la gestion gouvernementale de la crise sanitaire

Sans préparation en amont, sans anticipation, sans mettre au centre des décisions l'expertise scientifique classique pour toute maladie infectieuse, sans chercher un consensus démocratique sur les mesures à prendre, faute de masques et de tests, dans l'incapacité à tracer les cas, avec dans certaines régions une grave pénurie de moyens médicaux, a finalement été adoptée une stratégie de gestion de crise par défaut : celle de limiter le nombre de malades susceptibles d'avoir besoin d'une réanimation, tout en maintenant au maximum les activités économiques. D'autres pays, avec une pratique intensive de tests et de suivi des personnes infectées, ajoutée aux gestes barrières, ont été capables de juguler l'épidémie avec beaucoup moins de décès et parfois même sans confinement total.

Quand cette première stratégie du gouvernement Macron-Philippe a échoué, il ne restait plus que la mesure extrême du confinement et la mise à l'arrêt d'une grande partie du fonctionnement économique et social.

Si l'approche gouvernementale avait été médicale, elle aurait visé à juguler l'épidémie en faisant le moins de morts et de personnes malades. Cette approche n'a pas été médicale, elle a été politique, elle a été une politique néolibérale : une « gouvernance » qui gère la société comme une entreprise, en se donnant les moyens que les personnes et leurs besoins coûtent le moins possible. Dans le cadre de la crise, on en arrive alors à ce que le ministère de la Santé puisse suggérer de limiter fortement l'admission en réanimation des personnes les plus fragiles. On en arrive au fait que les experts de l'ARS Ile-de-France puissent écrire : « Il est possible que les praticiens sur-sollicités dans la durée soient amenés à faire des choix difficiles et des priorisations dans l'urgence concernant l'accès à la réanimation », quitte dans cette situation d'exception, à admettre une non admission en réanimation dès lors qu'elle « risquerait aussi de priver un autre patient d'une prise en charge en réanimation, alors qu'elle/il aurait plus de chance d'en bénéficier ». Cette règle n'a pas aucunement été contestée par le gouvernement.

## Les conséquences dramatiques à toutes les étapes de la crise

On peut dresser un bilan du « grand n'importe quoi » qui régna durant l'épidémie.

La ministre du Travail a tancé publiquement les entreprises du bâtiment rétives à reprendre le travail durant le confinement. Elle a suspendu un inspecteur du travail entamant une procédure pour obliger qu'une association d'aide à domicile mette à disposition des salarié.es des masques de protection et autres équipements de protection individuelle – alors que ces salarié.e.s travaillaient au contact de personnes infectées ou à risque.

L'ensemble des personnels médicaux, celles et ceux ne travaillant pas à l'hôpital, mais travaillant dans les Ehpad et ailleurs, les sages femmes, les dentistes, les orthophonistes, éducateurs, etc. n'ont pas été déclarés prioritaires pour disposer de protections adéquates. Plus largement, la même situation a été de règle pour l'ensemble des salarié.e.s pourtant indispensables à la vie quotidienne : dans les commerces alimentaires, la poste, le ramassage des ordures, etc ... alors que toutes ces personnes ont risqué leur vie en travaillant.

Malgré les déclarations présidentielles et gouvernementales, sur les questions matérielles des masques et des tests, puis des surblouses, des tests, etc. rien n'a été fait en urgence pour mettre en place, par réquisition si besoin, une production adaptée aux besoins des populations.

Il est vrai que la désindustrialisation n'a pas facilité la réalisation de cet objectif. Or, les multiples initiatives prises dans tout le pays montrent qu'une telle politique était accessible. Mais le gouvernement a choisi de ne pas quitter son cadre conceptuel, selon lequel ce n'est pas à l'État de faire, il lui revient d'agir pour que le marché fasse, tout en continuant à organiser la compétition, en commandant sur le marché mondial pour répondre aux besoins, avec les difficultés, les augmentations de prix et les lenteurs de livraison propres à une période de pénurie mondiale. Cela a conduit à des aberrations, comme celle de milliers de respirateurs commandés par l'État qui s'avèrent inadaptés à la réanimation lourde, au moment même où une initiative citoyenne fabriquait des respirateurs pour un coût nettement inférieur. Idem pour l'explosion des tarifs des masques : le tarif maximal du

masque chirurgical allant jusqu'à devenir dix fois supérieur à ce qu'il était avant la pandémie !

Situation ubuesque : pour commander les masques nécessaires, deux structures ont été mises en place par le gouvernement Macron-Philippe, l'une au ministère de la Santé, qui a fait de très grosses commandes pour les professions désignées prioritaires, et l'autre avec une cellule spécialisée au ministère des Finances, pour aider les entreprises à importer. Résultat : Renault ou Michelin ont obtenu des masques FFP2 alors qu'il en manquait dans les hôpitaux pour les soignant.e.s directement exposé.e.s aux malades.

Tout a été à l'avenant. Au 28 avril, en testant 9,1 personnes pour mille, la France se situait très loin de la moyenne des pays de l'OCDE (23,1 personnes testées pour mille). Mais le gouvernement Macron-Philippe laissera d'abord sans réponse l'offre de services des 75 laboratoires vétérinaires départementaux et des laboratoires de recherche publics. Avant de mettre des semaines à accepter leur participation à la campagne de dépistage. Le gouvernement refusera également de réquisitionner les entreprises françaises « leaders du marché du diagnostic », comme le demandait pourtant depuis le 18 mars l'Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament. Il mettra en place un groupe de travail le 1er avril, lequel décidera de mandater un cabinet d'études privé pour opérer un audit sur les capacités des laboratoires à réaliser ces tests !

Toutes ces insuffisances gouvernementales se retrouvent dans les conditions du déconfinement : impossibilité de distribuer des masques pour toute la population et encore moins des masques gratuits, manque de tests, etc ...

## **Les inégalités sociales s'aggravent**

D'abord du point de vue de la santé : la surmortalité dans les quartiers populaires a été tout à fait significative, tant à cause des conditions de vie que de l'offre de soins. À la détresse économique et sociale s'ajoute en effet la détresse sanitaire. La Seine-Saint-Denis, l'un des départements les plus pauvres de France, a été aussi l'un des plus touchés par l'épidémie.

Pendant le confinement, un salarié sur quatre a continué à travailler. Ont connu un risque de contamination maximum les professions les plus

modestes, souvent les plus féminisées, qui permettent à tout.e.s d'être soigné.e.s, nourri.e.s, etc. D'abord les professions du système de santé, dans les hôpitaux, mais aussi les Ehpad, les médecins certes mais aussi les aides-soignantes, les agents d'entretien, les aides à domicile, les éducateurs, etc ... qui ne disposaient pas des moyens de protections adaptés, et ont subi un taux de contamination très élevé. Idem pour les professions « d'exécution » indispensables, du commerce au ramassage des ordures ménagères, à la poste, etc., elles aussi mal protégées. Et puis se sont ajoutés toutes celles et tous ceux qui ont été obligé.e.s d'aller travailler, alors que ce n'était en rien indispensable, dans l'industrie, dans certains commerces, la livraison, etc. Certain.e.s parce que l'employeur leur a imposé, d'autres parce qu'ils ou elles n'ont pas eu le choix, sans parler de toutes celles et tous ceux qui vivent très mal de l'intérim, des petits boulots, voire du travail informel. Malgré cela, le ministère du travail n'eut de cesse de chercher à dissuader le recours au droit de retrait, un droit pourtant essentiel lorsque que la situation est dangereuse, et lorsque la loi permet des aménagements du code du travail, sur la durée du travail, les congés payés, etc.

Sans compter nombre de salarié-e-s en chômage partiel contacté-e-s par leur employeur pour certaines tâches, comme l'a indiqué l'enquête de l'UGICT CGT.

L'obligation du strict maintien du salaire ne vaut que pour les salarié.e.s au SMIC. Résultat, celui de plus de la moitié des 11 millions de personnes en chômage partiel a été amputé. S'est ainsi accru le nombre de personnes en situation de pauvreté. Certaines dépenses de première nécessité ont augmenté ; les enfants, ou les étudiants n'ont plus mangé à la cantine ; certaines associations et services sociaux indispensables aux familles les plus fragiles ont fermés. Dans beaucoup de cas, des groupes sociaux n'eurent tout simplement plus de revenus du tout. La misère et même la faim sont réapparues. Le nombre de personnes ayant recours aux structures solidaires a explosé.

D'autres dépenses sont devenues insupportables, notamment le montant des loyers pour les ménages dans lesquels le loyer représente un tiers des dépenses. Au 17 avril, presque 3 millions de ménages, soit 6 à 7 millions de personnes, étaient ainsi en difficulté pour payer leurs charges de logement, parce qu'elles avaient vu leurs ressources baisser voire disparaître. Le gouvernement Macron-Philippe s'est néanmoins refusé à imposer a minima un moratoire des loyers, la suspension des expulsions et des sanctions à

l'encontre de locataires en impayé de loyer ; et à débloquer quelques milliards d'euros pour apurer les dettes locatives.

Et puis, il y a ceux qui n'ont pas le choix et qui doivent rester confinés dans une dizaine de mètres carrés, les quatre millions de personnes mal logées, ou dans des logements insalubres. En regard, il y a les 3,4 millions d'heureux propriétaires de résidences secondaires, dont une bonne partie s'est empressée de s'y réfugier dès l'annonce des mesures de confinement d'Emmanuel Macron (17 % des parisiens).

Pour les sans-logis, les sans-papiers, les migrant.e.s, les personnes accueillies dans les foyers, ou enfermées dans les CRA (Centres de Rétention Administrative), la crise sanitaire a été une véritable bombe, parce que le gouvernement Macron-Philippe s'est refusé à fermer les CRA, ou à régulariser la situation des sans-papiers avec droit aux revenus sociaux et accès gratuit à la santé.

A la place donc d'une démarche médicale, et à la place d'une démarche sociale, le gouvernement de fait a opté pour une démarche répressive, accompagnée d'une infantilisation de la population. Pour sanctionner les éventuelles infractions au confinement, n'ont été, à aucun moment, prises en compte les difficultés des couches sociales les plus défavorisées ; on a préféré stigmatiser l'irresponsabilité des classes dangereuses. Cela a abouti à faire de la prévention du risque sanitaire une politique disciplinaire, qui fait peser sur les individus isolés la contrainte de santé publique. Avec des discriminations et répressions accentuées, en priorité, envers les milieux populaires et les personnes racisées.

Cette répression pour faire appliquer le confinement s'est à l'inverse accompagné d'une mansuétude certaine pour les manquements aux mesures de protection dans les entreprises. Sur les individus, plus de 15 millions de contrôles ont été réalisés par les forces de l'ordre, donnant lieu à plus de 900 000 verbalisations, et les quartiers populaires ont été, on l'a dit, particulièrement visés (17 % des personnes ont été contrôlées dans le 93 contre 5,9 % au niveau national). Les discriminations racistes, déjà insupportables, ont été renforcées par l'impunité policière ; les violences et humiliations policières se sont multipliées dans les quartiers populaires, allant jusqu'au couvre-feu discriminatoire imposé aux habitant.e.s de certains quartiers par la ville de Nice.

En outre, la liberté d'expression a été bafouée. Des personnes ayant déployé une banderole à leur balcon, ou sur un mur de maison à Paris, Marseille...ont reçu la visite de la police leur enjoignant de l'enlever. Un toulousain qui avait inscrit sur sa banderole « Macronavirus, à quand la fin ? » a été placé en garde à vue pour outrage à personne dépositaire de l'autorité publique.

Enfin, dans tous les milieux sociaux, les tensions générées par les mesures de confinement ont entraîné une augmentation des violences faites aux femmes ou aux enfants, alors même que la charge mentale des femmes, notamment celles qui sont en télétravail, s'est aggravé fortement.

## **Un état d'urgence de plus en plus autoritaire**

La proclamation de l'état d'urgence sanitaire au 23 mars a succédé à la période d'état d'urgence « antiterroriste » prononcé en 2015, laquelle a été prolongé à six reprises. Jusqu'à l'intégration dans le droit commun, par la loi SILT en 2017, de mesures supposées rester d'exception, comme les assignations à résidence, les perquisitions administratives et la fermeture administrative des lieux de culte. Ces dispositions répressives ont été utilisées pour la répression des mouvements sociaux (Gilets jaunes, réforme des retraites, etc.). De sorte que s'installe maintenant comme mécanique ordinaire, un système d'exception dans les réponses gouvernementales aux « situations de crise ».

Il a permis au gouvernement Macron-Philippe d'adopter, sans vote au Parlement, 31 ordonnances dont bon nombre ne concernent pas la situation sanitaire. Celle, par exemple, qui prolonge les détentions provisoires de plein droit de deux à six mois, sans débat contradictoire oral ou écrit.

S'ajoute, entre mars et avril, plus d'un millier d'arrêtés préfectoraux et 30 000 arrêtés municipaux qui, localement, aggravent les mesures générales. Des arrêtés qui instituent des couvre-feu, limitent « les déplacements à un rayon de dix mètres », interdisent « de s'asseoir plus de deux minutes sur un banc », interdisent l'accès à des zones de montagnes entières, à des sentiers de randonnées, des plages, à des massifs forestiers.

C'est ainsi, progressivement mais sans discontinuer, qu'une société de contrôle policier particulièrement dangereuse s'est mise en place.

Symbole récent : l'utilisation et l'achat de centaines de drones aujourd'hui équipés de hauts parleurs, pour surveiller la bonne application des mesures de confinement, mais adaptables avec des systèmes plus sophistiqués de surveillance. De même, la volonté d'identifier dans des fichiers globaux les personnes à leur statut sérologique ou médical comporte des risques majeurs de stigmatisation, de dénonciation à la vindicte publique des personnes malades.

Pour répondre à la pandémie, sont réapparues en force les Etat-gendarme au détriment de l'Europe et des diverses institutions internationales.

Les germes d'une crise politique grave en France étaient déjà présents avant la pandémie. Ils n'ont pu que prospérer avec la gestion de cette situation sanitaire dans ces conditions. Et si le gouvernement semble retrouver quelques marges de manœuvre, en utilisant la situation de risque et l'impossibilité de toute manifestation collective, le refus de sa gestion de la crise sanitaire amplifie, sous les radars, les mécontentements populaires.

## **Une crise économique d'une ampleur inégalée**

Lorsqu'est survenue cette pandémie et l'arrêt de l'économie mondiale pendant plusieurs semaines, tous les éléments d'une nouvelle crise financière étaient réunis depuis plusieurs années. L'immobilisation des chaînes de productions mondiales, et la baisse de consommation due au confinement et aux pertes de pouvoir d'achat, estimée par l'Insee à 35 % de la consommation des ménages, a produit une chute brutale du PIB. Selon la banque de France, l'activité économique globale a chuté de 32 % pendant la quinzaine de confinement de mars, et le PIB s'est contracté de 6 % au premier trimestre 2020. Il s'agit donc d'une crise d'une ampleur considérable.

Le gouvernement Macron-Philippe a pris des mesures financières massives : 110 milliards d'euros, auxquels il faut ajouter 300 milliards de garanties financières pour soutenir les entreprises, voire en sauver certaines, et limiter l'effondrement des revenus des ménages. Ces mesures vont provoquer une hausse du déficit public et de la dette publique. Refuser que le traitement de ces questions se traduise par des plans d'austérité massifs impose, après leur suspension provisoire, une rupture avec les traités européens, qui imposent un équilibre budgétaire et une limitation de la dette.

Quoiqu'il en soit, les effets sur l'économie vont être considérables, et difficiles à mesurer aujourd'hui. La dépendance de toute la production industrielle aux ateliers du monde ne peut qu'être remise en cause, au moins partiellement, compte tenu de l'inertie de l'actuelle économie mondialisée. Cela bouleversera bien des équilibres mondiaux. Les opposants à une relocalisation de ces productions assurent que l'augmentation des prix qu'elle entraînerait serait refusée par une majorité de personnes. Pourtant, un récent sondage (Odoxa-Comfluence, avril 2020) témoigne au contraire que les Français.e.s se disent prêts à une hausse des prix, en contrepartie de la relocalisation des productions essentielles et d'une poussée du « made in France ».

Certains secteurs de l'économie peuvent subir un effondrement, modifiant en profondeur la situation et la structure de l'emploi. Il y a immédiatement la restauration, la culture (3,2 % du PIB et 1,5 millions d'emplois), le tourisme (en France 7,3 % du PIB et plus de 2 millions d'emplois, 10 % du PIB dans le monde), et l'élimination de petits producteurs. L'aéronautique peut connaître un véritable séisme, dans la continuité avec sa chute actuelle d'activité. L'urgence écologique oblige en effet à reconsidérer les besoins en termes de transport aérien et la crise pourrait aider à cette prise de conscience. Rien ne prouve que le secteur du transport aérien retrouvera le niveau d'activité et de production actuel et que sa croissance continuera au même rythme, ce qui aura des conséquences lourdes.

D'autres secteurs, peut-être, vont se développer, notamment dans le secteur du numérique, comme en atteste la progression d'une entreprise comme Amazon, ou le coup de *boost* des entreprises de logiciels destinés aux enseignements, dans l'Education nationale. En outre, les plus forts pourront encore se renforcer, avec une nouvelle augmentation de la concentration du capital.

Pour le moment, les réactions des « décideurs » sont conformes à celles que nous connaissons depuis les années 70 : il faut prévoir une réduction des effectifs ; étendre la destruction des droits sociaux ; travailler plus longtemps sans augmentation de salaire, comme le préconise brutalement l'institut libéral Montaigne. D'ores et déjà, le nombre de personnes au chômage connaît une augmentation rapide, et cela risque de s'amplifier. Par exemple, le président de la SNCF, tout en affirmant à juste titre que le développement des transports en chemin de fer est une bonne solution à différents problèmes, indique qu'il faut prévoir des réductions d'effectifs.

De même, le rapport de la Caisse des Dépôts sur l'hôpital public vise à accélérer la marchandisation de la santé et sa privatisation rampante.

## Quel monde demain ?

Nous avons davantage de questions que de réponses, mais un choc économique et social de cette importance et de cette brutalité ne peut que produire de véritables changements : il est peu probable que nous retrouverons le monde quitté il y a deux mois.

Au plan international, une redistribution planétaire est en cours. Il y a bien sûr le bras de fer entre les Etats-Unis et la puissance mondiale montante qu'est la Chine. Nombre de pays émergents risquent de connaître des effondrements majeurs. L'Union Européenne est en crise. Nombre d'expérimentations économiques, policières, politiques sont en cours, profitant de la situation.

La question est de savoir quels seront ces changements et ce qu'il faut faire pour que les réponses antilibérales, antiproductivistes, et porteuses de libertés publiques, l'emportent. Cette crise sanitaire est le produit de l'organisation sociale et des choix précédents. Soyons convaincu.e.s qu'on trouvera des possédants pour l'utiliser afin de durcir l'ordre néolibéral.

Il ne dépend que de nous de prendre des décisions qui sauvent des vies et empêchent que les crises ne tuent autant, car les classes dominantes n'acceptent des concessions, voire de changer de modèle, qu'autant qu'il existe des forces de contestation assez crédibles pour pouvoir l'emporter.

L'expérience du confinement a mis en évidence, si besoin était, que le capitalisme s'oppose à l'humanité, et que ne tourne pas rond un système dans lequel le marché du travail donne à un.e consultant.e une rémunération 10 fois à 15 fois plus importante que celle d'une infirmière, d'une caissière, ou d'un éboueur, dont la valeur sociale est essentielle. La démonstration est faite que les métiers liés à la santé, au soin des autres, à l'éducation (infirmières, aides-soignantes, agent.es d'entretien, aides à domicile, assistantes maternelles, enseignant.e.s...), majoritairement féminisés, sont essentiels au bien-être social : ils sont pourtant mal rémunérés et peu reconnus. C'est à partir des besoins sociaux qu'il faut tout

réorganiser ! Et en particulier, il est urgent de revaloriser ces professions, tant du point de vue des salaires que des conditions de travail.

Dans les hôpitaux, pour faire face à la pandémie, enfin les directions ont répondu aux demandes et aux besoins des personnels, sans que leur soit opposé la gestion comptable, et ça marche ! Il a été démontré que la santé doit sortir du règne de la marchandise, et que l'austérité, la privatisation et la rentabilisation à tout va, sont criminelles.

Nous devons construire une organisation économique et sociale où les vies, et non le profit et la production de marchandises, soient au centre. Dans une planète dont les équilibres seraient sauvegardés par des choix radicaux contre le réchauffement climatique et contre la destruction des équilibres naturels. Le débat démocratique doit permettre de définir quel type de croissance réponds à nos besoins, et quels sont les biens communs à sauvegarder, mais aussi quelles protections sociales et écologiques sont à mettre en œuvre.

Nous avons besoin de solidarités, de générosités et d'une diminution radicale des gaz à effet de serre. Pour cela, plus que jamais, au cœur même de la crise sanitaire, c'est bien de démocratie sociale dont ce pays, et ce monde, ont besoin.